

## CHARGEURS RÉUNIS :

M. Jérôme Seydoux associé  
à M. Francis-G. Fabre  
LIRE PAGE 34

## HORLOGERIE : Matra

et le groupe allemand V.D.O.  
lient leurs activités  
LIRE PAGE 35

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

## 2,00 F

Abonnement, 1,20 F par semaine, 12 F par mois, 36 F par trimestre, 120 F par an. Les abonnements sont payables à l'avance. Les abonnements étrangers sont en plus payés en francs S.F. (S.F. 100 = 1 F). Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion. Les abonnements sont envoyés par avion.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS CEDEX 09

C.C.P. 6807 - 53 Paris

Tél. Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DU JOUR

## M. GISCARD D'ESTAING EN INDE

La « visite historique » — la première d'un président de la République française — que fait M. Giscard d'Estaing en Inde du 25 au 29 janvier prend un relief tout particulier à la suite, d'une part, de l'intervention soviétique en Afghanistan ; d'autre part, du retour triomphal de Mme Gandhi au pouvoir. L'Inde fait partie de ces grands pays du tiers-monde qui, non seulement par leur masse démographique mais aussi en raison de leur « développement » dans le sous-développement, sont dignes d'intérêt pour l'Occident. La France, a dit un porte-parole officiel, entend « développer le dialogue avec un pays qui pèse et pèsera de plus en plus dans les affaires du monde ».

Ce poids va sans aucun doute se faire sentir plus fortement désormais du fait de la personnalité du nouveau premier ministre. Mme Gandhi ne cache pas son intention de faire jouer un rôle plus actif à son pays sur la scène internationale, et d'abord aux Nations unies et dans le mouvement des pays non alignés. Elle pourrait rapidement faire au sein de ce mouvement figure de chef de file des États « compréhensibles » la politique « impériale » soviétique mais n'approuvant pas pour autant sous tous ses aspects.

Prive de longue date, donc bien avant l'intervention soviétique en Afghanistan, la visite du président de la République va fournir l'occasion de faire entendre la voix de la France — qui juge « injustifiable » l'invasion de l'Afghanistan — auprès d'un pays, qui, ami de Moscou, vient de déclarer « totalement inadmissible » la soumission d'un État de la région aux grandes puissances. Les entretiens de New-Delhi devraient au moins permettre de mieux faire ressortir l'originalité de la position indienne, trop rapidement qualifiée de « pro-soviétique », mais qui tient compte avant tout du jeu traditionnel des grandes puissances en Asie méridionale et de facteurs spécifiques à cette partie du monde dont la poussée soviétique sur le plateau afghan menace la sécurité. Si l'Inde n'a pas condamné au préalable la lettre l'entrée massive des troupes soviétiques en Afghanistan, il est évident que, regardant avant tout son intérêt national, elle en mesure aujourd'hui toutes les conséquences dans une région où s'étendait jusqu'à maintenant sa zone d'influence.

Adversaire traditionnel de l'Inde, le Pakistan, fragile et instable, est amené à jeter dans les deux camps une pierre et à faire monter les enchères afin d'obtenir de Washington un aide économique et militaire aussi importante que possible pour, à la fois, le sauver de la banqueroute et consolider l'armée, pilier du régime. L'Inde dénonce à cor et à cri ce « réarmement » — qui n'a pas encore commencé — mais, en même temps, craignant d'avoir à souffrir à la longue de l'instabilité régionale qu'entraînera le développement d'une lutte de libération nationale et islamique dirigée contre l'U.R.S.S. en Afghanistan, elle va ouvrir un dialogue au plus haut niveau avec le Pakistan.

L'Inde peut aller plus loin. Parce qu'elle est en position de force vis-à-vis du Pakistan et en très bons termes avec l'U.R.S.S. — qui s'est félicitée du retour de Mme Gandhi aux affaires — elle pourrait penser de son autorité nouvelle dans la recherche — à supposer que cela soit possible — d'une solution à la crise afghane. C'est bien pourquoi le président Carter dépêche un émissaire personnel à New-Delhi — où vont se rendre simultanément M. Fidel Castro, président en exercice du mouvement des non-alignés, et M. Gromyko.

New-Delhi a toujours pris ombrage du fait que Paris paraissait privilégier dans ses relations extérieures le Pakistan et la Chine, et prendre peu en compte le poids de l'Inde. M. Giscard d'Estaing devra convaincre ses interlocuteurs indiens qu'il n'en est plus ainsi.

(Lire nos informations page 3)

## La stratégie américaine en Asie centrale

- Le président Carter répondra à une menace sur le Golfe « par tous les moyens, y compris la force armée »
- Washington cherche un rapprochement avec Téhéran

Potraitant la mise en place des mesures qu'il entend opposer à l'intervention soviétique en Afghanistan, le président Carter a annoncé, le mercredi 23 janvier, que toute attaque d'une « force extérieure » dans la région du Golfe serait « repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris par l'emploi de la force armée ». Cette garantie militaire donnée aux alliés arabes des États-Unis s'étend aux menaces de subversion interne. Pour se donner les moyens de cette politique, le président américain va « ranimer » le service de recensement des militaires tout en « espérant qu'il ne sera pas nécessaire de rétablir le service militaire obligatoire ».

Ce durcissement est accompagné de diverses « ouvertures » en direction de l'Iran, que les États-Unis ne

veulent pas aliéner définitivement. Couvert par la nouvelle garantie américaine, l'Iran ne sera plus soumis à des sanctions après la libération des otages de Téhéran. Par ailleurs, M. Waldheim a abrégé un voyage en Asie pour tenter à nouveau de régler ce dernier problème en relançant l'idée d'une « commission d'enquête internationale » chargée d'examiner les actes reprochés à l'ancien souverain iranien.

Celui-ci n'est pas, comme l'avait annoncé M. Gholizadeh, ministre iranien des affaires étrangères, en « état d'arrestation » au Panama, mais les autorités de ce pays ont adressé à Téhéran un télégramme où, en établissant un parallèle avec l'éventuelle libération des otages, elles

se disent prêtes à examiner une demande d'extradition formulée dans les formes légales.

À Paris, M. Kornienko devait être reçu, ce jeudi en fin d'après-midi, par M. François-Poncet. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, venu à la demande de M. Giscard d'Estaing « expliquer » la position de son gouvernement sur l'Afghanistan, a gagné la capitale française dans le même avion que M. Chabab-Delmas, qui avait couru son séjour en Union soviétique après l'assignation à résidence, à Gorki, de M. Sakharov. M. Kornienko a assuré à ce propos : « Il ne s'agit ni d'une arrestation ni d'un exil. » Toutefois, les Iraniens ont accusé, jeudi, le chef de file des dissidents de s'être rendu coupable d'une « trahison ».

## De notre correspondant

Washington. — « Toute tentative d'extension par une force extérieure de la région du Golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis. Elle sera repoussée par tous les moyens nécessaires, y compris par l'emploi de la force armée. » Cette déclaration de M. Carter mercredi 23 janvier était précédée de l'adresse sur l'état de l'Union prononcée devant les deux chambres du Congrès réunies, et l'une de celles qui ont suscité le plus d'agitation. L'engagement avait été mentionné implicitement dans les déclarations des responsables ces dernières semaines, mais il n'avait jamais été formulé de manière aussi officielle, voire solennelle. Moscou et le reste du monde sont maintenant avertis que tout mouvement soviétique vers le golfe Persique au-delà de l'Afghanistan déclencherait le premier affrontement armé entre les deux super-puissances et marquerait donc très

probablement le début de la troisième guerre mondiale. On précise dans l'entourage du président que cet engagement vise aussi bien les interventions extérieures de type afghan que les tentatives de subversion interne. En réponse à un journaliste qui demandait si un appel des pays menacés était nécessaire pour déclencher une riposte américaine, un conseiller de M. Carter parlant, selon l'usage, à condition que son anonymat soit respecté, n'a pas retenu une telle éventualité comme une condition indispensable. Selon lui, Washington devra « constater la réalité » que représentent les « intérêts vitaux » des États-Unis, de l'Europe et du Japon à la sécurité du Golfe. Le président avait d'ailleurs rappelé dans son discours que la « position stratégique » conquise par le Kremlin en Afghanistan « pose une grave menace au libre mouvement du pétrole du Proche-Orient ».

Le même fonctionnaire a précisé que deux pays sont explicitement ou implicitement « concernés » par cet engagement américain.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 6.)

## L'Iran en quête d'un président

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Une certaine méfiance — celle des lénarins de la fête — règne au sein de l'ambassade américaine. Ceux qui entendent l'agitation, les manifestants qui défilent quotidiennement pour scander des slogans hostiles à l'impérialisme, les journalistes américains qui, caméra au poing, y viennent fixer pour la énième fois

l'image de « foules fanatisées », ont cédé la place à des piteuses pressées et indifférentes. Des fileuses de neige s'accrochent à une multitude de banderoles affaissées, aux affiches devenues illisibles. Le sol est jonché de tracts surmugant dans la boue. Une poignée de « gardiens de la révolution », armés de bâtons, battent la semelle devant le portail verrouillé de l'ambassade.

Les otages américains, tout comme d'ailleurs les événements d'Afghanistan ou l'affaire Sakharov, n'intéressent guère l'opinion. À la veille de l'élection présidentielle — la première de leur histoire — les Iraniens ne se passionnent que pour l'issue d'une consultation qui se déroule dans un remarquable climat de liberté. Affiches, pamphlets, tracts, réunions publiques, débats radio-télévisés, temps d'antenne répartis d'une manière égalitaire entre les sept principaux candidats, rien ne manque apparemment pour favoriser le libre choix des citoyens et des citoyens.

## « Le même langage »

Malgré tout, un certain désarroi règne dans une bonne partie de la population. Elle ne parvient pas à distinguer les différences entre des candidats qui tiennent, à peu de chose près, le même langage. Ils promettent tous l'indépendance nationale et le bien-être social. Avec une belle unanimité, ils se réclament de la révolution et de l'imam Khomeiny. Or, ce dernier — qui vient d'ailleurs d'être admis à l'hôpital de Téhéran pour examen — observe la silence et s'abstient de recevoir toute personne engagée dans la course présidentielle. Il veille — comme la nouvelle Constitution lui en donne le droit — à la stricte application des règles établies, laissant au « peuple » le privilège d'écarter les postulants à la magistrature suprême qui ne correspondent pas aux critères et à l'esprit de la jeune République.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 8.)

## L'ÉTAT ET LES LIBERTÉS

### Un entretien avec M. Jacques Chirac

- La démocratie n'est pas forcément garante des libertés
- Une réglementation grandissante fait d'un peuple un peuple asservi

Avec M. Jacques Chirac, président du R.P.R., « le Monde » continue la série d'entretiens qu'il a entamée sur l'état et les libertés en France. Nous avons déjà donné la parole à M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, et à M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F. (« le Monde » 5 décembre 1979 et 12 janvier 1980).

— En septembre 1977, vous avez écrit dans le Monde deux articles sur les droits de l'homme. Ce n'est pas fréquent d'un homme politique écrire sur ce sujet. Pourquoi ?

— Comme le problème ne se pose pas de façon aiguë en France, on ne se rend pas suffisamment compte que c'est le problème capital de nos civilisations contemporaines. Cela explique probablement que peu d'hommes politiques aient pris la peine d'écrire sur ce point. En revanche, beaucoup de philosophes, beaucoup de gens, ont écrit sur les droits de l'homme. Je prépare un certain nombre de choses dans ce domaine. Je considère que c'est un élément tout à fait capital de

la réflexion et un contrepoint indispensable à l'évolution technocratique et idéologique de nos sociétés qui conduisent spontanément vers des formes personnelles ou autoritaires de pouvoir.

— Vous avez écrit qu'il y a une forme nouvelle de pouvoir ?

— Non, je n'en suis pas sûr. Nous sommes naturellement et spontanément entraînés vers des formes de pouvoir fort et personnel. C'est un grand danger. C'est la raison pour laquelle je crois qu'il est bon aujourd'hui que l'on réfléchisse sur les droits de l'homme, que l'on fasse un effort de pédagogie en ce qui les concerne. Si le bonheur de l'humanité est un objectif souhaitable, on ne doit pas jeter l'homme du haut de l'humanité et le perdre ainsi.

— Vous avez parlé d'« initiatives ».

— On peut penser à des quantités de choses : bien souvent c'est par méconnaissance de l'existence même de ces droits que peuvent s'instaurer des pouvoirs qui les foulent au pied. Je prends un exemple, je regrette profondément que lors de la signature de la convention de Lomé II (1), on n'ait pas réussi à imposer, je

dirais un minimum de troisième corbeille, pour reprendre les termes d'Heidegger, que nous avons obtenus, non sans mal, des pays de l'Est et de l'Union soviétique.

Propos recueillis par  
PHILIPPE SOUCHER  
et JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) N.D.L.R. — La deuxième convention de Lomé (Togo) entre les neuf et les cinquante-sept pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associée à la C.E.E. (pays A.D.P.) a été signée le 31 octobre 1979. Mais au point en juin 1979 et applicable pendant cinq ans à partir de mars 1980, elle consolide les dispositions du précédent accord (dit « Lomé I ») : liberté des échanges entre les neuf et ces pays, accès privilégié au marché européen de quelques produits (sucre, viande bovine...), garantie des recettes d'exportations agricoles et alimentaires, et octroi de 32,5 millions de francs d'aide à ces pays.

Les sujets débattus à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) dont l'acte final a été signé à Helsinki (Finlande) le 1<sup>er</sup> août 1975, avant des révisions en 1980 et 1985, les deux premières concernant la sécurité et la coopération économique, la troisième la libre circulation des hommes et des idées.

## AU JOUR LE JOUR

### ALLER ET RETOUR

Ainsi, en l'espace d'une quinzaine, nous avons assisté à deux aller et retour Paris-Moscou, Moscou-Paris.

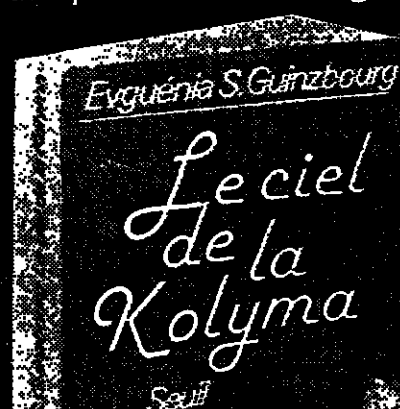
Lors du premier de ces voyages, Georges Marchais a rencontré Leonid Brejnev dans le cadre des droits de l'homme de Sakharov en particulier.

Au cours du second déplacement, Jacques Chabab-Delmas a rencontré Leonid Brejnev dans le cadre des droits de l'homme en général et de ceux de l'homme Sakharov en particulier.

Dans un cas comme dans l'autre, on s'est interrogé sur la nécessité d'aller à Moscou : il semble que le président de l'Assemblée nationale en soit mieux parti qu'il n'y était venu ; quant au secrétaire général du P.C.F., il y est allé bien sûr qu'il ne semble pas encore en être tout à fait revenu.

BERNARD CHAPUIS.

Le premier témoignage d'une femme sur les camps



Evguénia S.  
Guinzbourg

Le ciel de la Kolyma

La suite du « Vertige » (aujourd'hui réédité) et qui suscite une profonde émotion lors de sa parution en 1967. Traduit du russe par G. Jonnart. 312 pages.

Le Vertige

Tome 1 traduit par B. Adonis et J.J. Vaire. 474 pages.

SEUIL

## « MACBETH » PAR LE JEUNE THÉÂTRE NATIONAL

### Bunker dramaturgie

Sur Macbeth, drame de nuit, tout de stupeur, d'accidents, d'interrogations inutiles, veille le Mal avec un grand M, absolu comme dans aucune autre œuvre de Shakespeare.

Jacques Rosner représente ce Mal par des images de l'hitlérisme. Les protagonistes écossais sont vêtus d'uniformes qui rappellent le Wehrmacht ou d'imperméables et feutres qui rappellent le Gestapo. Le décor est un bunker, modèle mur de l'Atlantique, qui avance, recule, tourne sur lui-même, avec une souplesse animale — Macbeth est chargé d'animaux monstrueux, même les chevaux s'y dévorent les uns les autres.

Sous le front sourcilieux, busé, de ce bunker de ciment brut, Macbeth et ses officiers d'infanterie en smoking blanc, comme Hitler et ses généraux, les soirs fastes.

La mise en scène de Rosner exprime le caractère hanté de la langue qu'emploie Shakespeare dans cette pièce — langue à laquelle la traduction de Masterlink procure un aspect anesthésié qui en souligne l'horreur.

L'exique symboliste 1900 de Masterlink, référence hitlérienne du bunker et des uniformes : ces désaccords avec le Macbeth shakespearien de 1611, joints à la conduite sûre de Rosner, appellent une observation : le transfert apparent d'une œuvre de son siècle dans le nôtre, de son pays dans un autre, s'il est maîtrisé, ne dénature pas cette œuvre, mais, au contraire, la restitue à elle-même.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 24.)

Le Monde

idées

GUERRE ET PAIX

## Le cauchemar de Dostoïevski

par PAUL MARC-HENRY (\*)

La Russie soviétique a franchi le Rubicon tracé sur la carte d'après guerre et pour la première fois expose ses propres soldats dans une opération militaire de première grandeur. Le monde s'interroge sur les motivations profondes de cette action à la fois audacieuse et désespérée.

Les explications sur les causes immédiates ne manquent pas. Sans aucun doute les dirigeants russes se sentent à nouveau encerclés par le cauchemar d'un encerclement à l'échelle globale, ainsi peut-être que d'une dislocation interne à partir des régions périphériques de leur immense pays, ils ont à faire face à ce qu'ils considèrent comme l'implacable hostilité de l'Alliance atlantique et aux dangers croissants d'une déstabilisation de l'Asie centrale. Ils voient s'exacerber l'immense danger potentiel pour eux d'une Chine d'un milliard d'habitants en voie d'industrialisation — et par là même d'armement — rapide.

De leur point de vue, il y a certainement quelque chose de désespérant dans cette perspective, quasi inévitable, d'un danger permanent auquel se trouve confrontée la Russie depuis son émergence difficile comme nation

indépendante, entre les immenses steppes asiatiques à l'est et les nations relativement riches, développées et expansionnistes à l'ouest.

Dans un de ses rêves ou cauchemars, Dostoïevski décrivait ainsi la donnée obsessionnelle de la géopolitique d'un peuple fondamentalement « mal placé » entre l'Asie et l'Europe : « *C'est une terre et au plus vite, il nous faut devenir une grande puissance européenne. Grande puissance, soit, nous en sommes une, mais ce que je veux dire, c'est que cela nous coûte excessivement cher, beaucoup plus cher qu'aux autres grandes puissances, et c'est très mauvais signe. Prenez nos vastes espaces et nos frontières peuplées d'allochtones et d'étrangers, qui d'année en année, ne cessent d'affirmer plus fortement leur individualité soit dans ce qu'elle a qui leur est propre et les différences de nous, soit, pour une bonne part, dans des éléments empruntés aux voisins étrangers, prenez et rendez-vous compte : en combien de points sommes-nous stratégiquement vulnérables ? Or, pour défendre tout cela, il nous faut des forces armées beaucoup plus importantes qu'à nos voisins. »*

## Au même point qu'il y a cent ans ?

Dostoïevski écrivait en 1873, quelques années seulement après l'abolition du servage. Il était le témoin lucide des premiers stades de la révolution industrielle et agricole qui visait à amener l'empire russe au niveau des grandes puissances industrielles — Allemagne et Grande-Bretagne. Il y a un parallèle évident entre le cauchemar stratégique de modernisation entreprise par la Russie aux dix-neuvième siècle et celui du Japon.

Les résultats de ces efforts se sont traduits de manière désastreuse, sur les champs de bataille et sur les océans, par la grande défaite de l'empire des tsars devant celui du mikado en 1904. La grande différence entre la Russie et le Japon à cette époque tenait au fait que la Russie, jusqu'à Lénine, n'a jamais réussi à maîtriser sa pauvreté fondamentale.

La encore, et tout à fait prophétiquement, Dostoïevski voyait clairement que pour faire la guerre il fallait une science autonome et non pas d'emprunt, « d'origine et non pas de commande, une science autonome et libre ». Le prix à payer en capital, pour établir l'infrastructure indispensable à l'échelle de l'immense territoire russe, lui apparaissait comme un handicap fondamental par rapport aux autres puissances.

Cent ans plus tard, doit-on souligner les mêmes interrogations, c'est-à-dire, après trois grandes guerres étrangères et une guerre civile de près de dix années ? Peu après la défaite humiliante de la flotte russe à Tsushima et l'écroulement et héroïque des années sanglantes à Port-Arthur, le général Kouropatnine dressait un bilan éloquent du prix, de plus en plus élevé, qu'avait dû payer la Russie pour défendre son intégrité et son indépendance, en élargissant son espace de sécurité. Il s'agissait bien, là aussi, d'une croissance exponentielle, mais en termes de vies humaines et de ressources de tous ordres. La nation russe s'est défendue contre les Mongols et les Japonais, en passant par les Suédois, les Polonais, les Français, les Anglais, et, bien entendu, les Turcs et les Allemands.

Les successeurs de Kouropatnine peuvent prolonger la course depuis les sept millions de vies humaines perdues au cours de la guerre 1914-1919, les dizaines de millions de la guerre civile — et de ses séquelles telles que la liquidation des Koulaks — et, enfin, les vingt millions de la dernière guerre mondiale, et la destruction des deux tiers de l'infrastructure, si chèrement payée, de la Russie d'Europe. L'on ne peut s'étonner, dans ces conditions et dans cette logique, que la cinquantaine de millions prévus dans un holocauste atomique russo-américain apparaissent comme se situant dans l'inevitable logique d'une inexorable absurdité.

De quel s'agit-il au fond ? Au prix d'immenses sacrifices, par une discipline implacable, im-

posée du sommet, mais, en dernière analyse, acceptée à la base par un patriotisme russe absolument fondamental, que les adversaires de la Russie ont toujours sous-estimé, et au-delà, tous les grands objectifs fixés par ses dirigeants, depuis Ivan le Terrible jusqu'à Brejnev, en passant par Pierre le Grand, Alexandre III, Lénine et Staline : un Occident fermement contenu par des frontières infranchissables, la destruction radicale d'une puissance ottomane ou turcomane au sud, et la neutralisation du Japon, sinon de la Chine, à l'est.

Sur le plan scientifique, la

Russie des soviets est maintenant dotée d'une puissance autonome, et d'une créativité propre. Sa population est instruite. Le cancer de la pauvreté a été aboli, au prix d'une médiocrité uniforme, mais physiquement acceptable, des consommations. La puissance militaire de la Russie de 1980 a atteint son apogée sur terre, sur mer, dans les airs et dans l'espace. Peut-être encore s'accroît, compte tenu des contraintes tenant aux ressources physiques et humaines de l'empire soviétique, et à ses tensions internes ?

La Russie de 1873 se rassurait sous sa propre puissance et sa propre capacité militaire, en célébrant l'occupation de Khiva comme première étape de la conquête du Turkestan, et pensait que, « la politique russe de l'Asie centrale peut désormais compter fermement qu'elle atteindra pleinement ses buts » — ce qu'elle a fait. La Russie de 1980 est en mesure d'occuper, sans coup férir, l'Afghanistan, aux portes de l'ancien Empire des Indes et de la Chine. A une sorte de doute permanent sur la capacité russe de mener, avec efficacité, une politique de grande puissance à l'échelle de l'Eurasie, a succédé une crainte généralisée de la voir réussir à atteindre des objectifs qui entraîneraient une domination complète à l'échelle mondiale.

Il est vrai que l'Europe n'a jamais eu confiance dans la Russie. Maintenant elle en a peur. Là encore Dostoïevski se posait la question : « Est-elle arrivée, une seule fois, que l'Europe croise au désintéressement de la Russie, ne l'a-t-elle pas soupçonnée, presque toujours, des plus perfides intentions contre la civilisation européenne ? Il est vrai aussi que le désintéressement de la Russie a payé près des proportions telles qu'on observe, même indifférent, avant qu'on ne croie, finalement, à un phénomène d'amour de la Russie pour l'Europe, et soupçonner involontairement, dans sa politique, de la

ruse, de l'hypocrisie et du mensonge... » (Ce que pensait Churchill à tort ou à raison. Pas nécessairement le général de Gaulle.)

On croit rêver ou, plus précisément, faire, comme Dostoïevski, un terrible cauchemar. En sommes-nous au même point qu'il y a cent ans ? A cette différence près que l'immense schisme d'incompréhension, qui sépare les dirigeants occidentaux, se double d'une crainte politique et sociale à l'échelle cosmique, celle de voir détruite dans les sanctuaires privilégiés de l'Europe occidentale et de l'Amérique les libertés démocratiques, si péniblement acquises, à la suite d'une évolution plusieurs fois séculaire.

Un autre russe, Léon Tolstoï écrivait en 1883 : « L'Europe, malgré toutes nos conquêtes scientifiques, se trouve dans la même situation qu'au temps le plus mauvais et le plus barbare du Moyen Âge. Tout le monde se plaint de cet état, qui n'est ni la guerre ni la paix, et tout le monde voudrait en sortir. La véritable paix est basée sur la confiance réciproque, tandis que ces formidables armements déclenchés entre les Etats sinon une hostilité déclarée, du moins une méfiance cachée. »

La question vient d'être posée par le Saint-Père, lui-même originaire d'une de ces zones de conflits et d'angoisses permanentes, à la lumière du monde slave. Peut-on rétablir la confiance par une explication franche entre les dirigeants et les peuples ? Peut-on concevoir une espérance commune dans le respect des aspirations légitimes à la sécurité et à la liberté de tous les peuples, du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, y compris le peuple russe et le peuple afghan ? Va-t-on laisser la parole dans les deux camps, aux technocrates de la confrontation et de la subversion armée et aux protagonistes d'une course suicidaire aux armements ?

(\*) Ancien secrétaire général de la Société internationale pour le développement (SID).

## Mourir pour Kaboul ?

par EMMANUEL LE ROY LADURIE

MOURIR pour Kaboul ? On ne nous en demande pas tant. Mais faire un effort pacifique, peut-être coûteux, en faveur des malheureux Afghans ? Cette idée, en France, ne paraît pas soulever l'enthousiasme. Comme l'a fort bien dit M. Chevenement (1) avec un cynisme qu'on ne lui connaissait pas, « Kaboul n'est pas le nombril du monde et l'U.R.S.S. est notre alliée traditionnelle ». Du reste, Michel Debré, maître à penser de ce leader socialiste, ne s'était pas exprimé d'une autre façon lors de l'invasion soviétique en Tchétchénoslovénie (1968). Il avait parlé alors d'un « incident de paravents ». La suite de l'histoire lui avait donné raison. Avons-nous eu la guerre en Europe, depuis une année ? Bien sûr que non. Simplement, tout le monde sait que le géant soviétique a besoin de s'assurer le contrôle d'un pays supplémentaire, petit ou gros, tous les deux ou trois ans. Une manière pour ce mastodonte de rester en forme... Pourquoi lui refuser ce plaisir, tellement innocent. Notre

tour, de toute manière, n'est pas pour demain.

Boycotter les Jeux olympiques de Moscou ? Vous n'y pensez pas. Fraternellement unies, la droite et la gauche françaises, horrifiées, lèvent les bras au ciel à cette idée. M. Solonien vient devant les députés de la télévision et déclare la main sur le cœur, que les sports n'ont « rien à voir avec la politique ». Il faut donc se rendre, tous en chœur, dans l'hospitalière capitale de l'U.R.S.S. Le gouvernement français ne peut pas empêcher ce pèlerinage. Du reste, Borg, éminent défenseur des droits de l'homme, a déclaré au haut de sa prestigieuse raquette qu'il ferait du tennis n'importe où dans le monde, et même à Moscou. On délivrera donc, grâce aux sports, un certificat de bonne conduite internationale au gouvernement soviétique, même si son active agressivité saute aux yeux de tous.

## Un processus d'intimidation

De Moscou, sur écran sombre, Georges Marchais, qu'on a reçu là-bas au milieu de pompes officielles, annonce que, devant les graves ingérences pakistanaïses et américaines, le gouvernement soviétique, cédant aux pressantes sollicitations de ses amis afghans, a envoyé les chars au-delà des frontières, après s'être fait longuement tirer l'oreille. Le char au vingtième siècle fonctionne comme l'équivalent révolutionnaire de la barricade au dix-neuvième. Après cet envoi de tanks, les « libérateurs » ont fusillé le président afghan, pour lui apprendre à rédiger correctement ses cartons d'invitation. Il fallait bien, n'est-ce pas, détruire le féodalisme d'Afghanistan, le droit de culsage, etc.

Femmes dans l'auditoire télévisé de Marchais ne s'est tapé sur les cuisses au vu de ces propos incroyables : l'exhibition du leader du P.C.F. était pourtant loin d'être grotesque. Elle participait d'un processus

d'intimidation, qui n'a pas raté son effet. Les gentils historiens marxistes mettent le féodalisme à toutes les sauces, pour expliquer notre Moyen Âge occidental : ils ont dû se demander pourquoi Marchais appelait à l'aide leur concept chéri, relatif aux « féodaux », comme justification d'une invasion. Au vote de l'Assemblée européenne sur l'Afghanistan, pas une voix n'a manqué, dans le groupe communiste français, pour soutenir l'aberrante position du secrétaire général du P.C.F.

En 1939, pourtant, certains députés ou militants haut placés de notre P.C., au vu du pacte germano-soviétique, avaient retiré leur confiance ou leurs voix à l'organisation de Maurice Thorez. Aujourd'hui, fait nouveau, le P.C.F. est le seul des grands partis européens, de droite ou de gauche, qui ait soutenu la dernière (en date) des offensives militaires de l'U.R.S.S. Ce n'est pas glorieux pour nos communistes : du coup, leurs camarades

italiens et espagnols les ont judicieusement laissés tomber ; ils les ont abandonnés dans la solitude la plus complète. Une propagande paranoïaque venue de la place du Colonel-Pabien explique maintenant cette solitude écrasante par l'anticommunisme primaire (Berlinguer et Carillo, bien sûr, sont comme chacun sait des « anticommunistes » professionnels...).

Le vote unanime du groupe européen du P.C.F. n'est pas glorieux non plus pour la France, seul grand pays d'Europe dans lequel 30 % des électeurs sont ainsi embrigadés de gré ou de force, parmi les supporters d'une invasion massive. Quant au président Giscard, si n'est pas totalement à plaindre, du moins pour le moment. Georges Marchais achève de détruire le peu qui restait de l'union de la gauche, et casse lui-même ce jouet qu'il avait mis au point voilà quelques années. Bons princes, les camarades du leader communiste font même entendre quelques mots aimables, de-ci, de-là, pour le Quai d'Orsay et pour l'Elysée. Ces institutions, en effet, se sont montrées plus compréhensives que ne l'ont été d'autres gouvernements occidentaux face à l'appétit d'orgue que déploie ces temps-ci le Gargantua soviétique.

De mauvaises langues diront peut-être que les Européens pourraient contribuer à dissuader l'U.R.S.S. de s'engager dans ce type : l'Europe et la France devraient pour cela déployer un minimum de résolution militaire ; elles ne devraient pas marchander leur soutien économique et politique à ceux qui, Yougoslaves, Roumains, Egyptiens, Américains ou Chinois, tentent de s'opposer pacifiquement mais fermement aux belliqueuses initiatives soviétiques. Peut-être pourrait-on ainsi faire réfléchir l'Assemblée de Moscou, éviter que la Yougoslavie, avec ou sans l'aide de sang, ne connaisse à son tour une destinée afghane. Mais l'autruche préfère enfouir sa tête dans le sable. On y est au chaud. On n'y sent pas trop les souffles glacés qui nous viennent ces temps-ci de l'anticyclone sibérien.

(1) Dans le *Quotidien de Paris* du 17 janvier.

## LES JEUX OU LE GRAND JEU

par JACQUES DE MONTALAIS (\*)

A U sujet de l'audacieuse et scandaleuse invasion de l'Afghanistan par une puissante armée soviétique, on voudrait faire deux remarques préliminaires. Il est en effet regrettable que des commentateurs politiques français puissent prétendre que leur gouvernement ait été gêné pour prendre position dans cette affaire puisqu'il s'était comporté exactement de la même façon (ce furent leurs termes) au Zaïre et en Centrafrique. On reconnaît bien là cet esprit de parti qui vicie les esprits les plus déliés. On ne compare pas des opérations limitées, provisoires et effectuées par quelques centaines d'hommes, à l'occupation brutale et totale d'un pays par une armée de quatre-vingt mille hommes. On le fait d'autant moins qu'il s'agissait dans les deux cas, pour la France, de sauver des vies humaines ; que les deux opérations

furent approuvées par les « sages » africains aussi notoires que Léopold Senghor et Houphouët-Boigny ; qu'enfin la nécessité, l'efficacité et la faible étendue des opérations furent dûment vérifiées par des journalistes du monde entier.

Inversement, il faut aussi déplorer que le même gouvernement ait pu donner aux Français et au monde, à trois jours d'intervalle, une impression par trop différente de ce qu'il pensait du coup de force soviétique.

Questionné par des journalistes le 6 janvier, le ministre des Affaires étrangères ne trouvait pas la moindre expression vive et spontanée, ni au point de vue humain ni sur le plan politique, pour condamner une invasion aux conséquences pourtant incalculables. Il ne s'agissait que d'échappatoires, et de « détente » qu'il fallait avant tout préserver.

## Un rectifié

Le président de la République dut estimer qu'une attitude aussi fuyante, même s'il est enclin à la partager, pouvait tout de même créer dans certaines chancelleries depuis des années à aggraver maintes situations parce qu'elles avaient aussi exprimé. Il fit donc savoir, le 9, que la France est attachée à la politique de détente d'une manière sincère mais non inconditionnelle — et précisa qu'elle « estime indispensable que la confiance nécessaire à la poursuite de la détente soit rétablie par des gestes positifs, concernant notamment le droit du peuple afghan à déterminer lui-même son destin ».

C'était, en somme, un rectifié. Or, à ce niveau, la nécessité de rectifier le tir témoigne d'une inflexion et d'un manque de cohésion extrêmement fâcheux dans la manière de « conduire » les affaires, comme on dit à tout bout de champ, sous ce septennat, avec tant d'empresse satisfait.

Cela dit, face à l'indéfectible occupation, que faire ? M. Marchais, aura beaucoup contribué, au cours d'un « numéro » indécant, à nous aider. Les temps ont changé, fait-il savoir. L'impérialisme recule et le socialisme gagne. Ce qui, pour un homme libre, signifie : la liberté recule et la tyrannie progresse. Et puisque M. Marchais s'en réjouit plus ouvertement que M. Brejnev n'oserait sans doute le faire, cela implique que ce genre de « progrès » doit et va donc se poursuivre.

Car M. Marchais a bien dit que le communisme n'était pas encore au pouvoir. Mais ce fut pour préciser aussitôt, presque menaçant : « Je dis bien, pas encore. » Quant aux maîtres du Kremlin, ils s'estiment vraisemblablement protégés dans leur grand jeu par cet équilibre de la terreur instauré par le feu nucléaire et qui donne un tel avantage à une armée rouge infiniment plus puissante que toute autre.

Dès lors, après la Hongrie, la Tchétchénoslovénie, l'Afghanistan et, indirectement, le Vietnam, la Cambodge, l'Ethiopie et l'Angola, pour qui pas, directement de nouveau, le Pakistan déjà jugé provocant, et, lorsque l'unicatisme ne sera plus la Yougoslavie, qui elle n'est pas loin de nous et qui joude l'Italie ? Ce que pourraient être de prochaines dérapées offensives est assez clair. La contre-offensive, l'est moins, comme il arrive si souvent à ceux qui ne nourrissent pas de noirs desseins prémédités.

Il est vain de souligner qu'une fois de plus les Américains se réveillent brusquement mais tard, comme en 1917 et en 1941, après avoir contribué depuis des années à aggraver maintes situations parce qu'ils les analysaient mal, cependant que leur responsabilité dans l'anarchie mondiale qui mine l'Occident est écrasante.

Il est également vain, et assez décevant, d'avoir l'air de s'inspirer, à Paris, des enseignements du général de Gaulle pour faire remarquer, en faveur de la détente, qu'alliance n'est pas alignement et que le gouvernement français ne saurait imiter aveuglément les initiatives du département d'Etat. Depuis de Gaulle, cette indépendance va de soi. Seulement, lorsque Khrouchchev s'avisa de menacer directement les Etats-Unis en entreposant des fusées à Cuba, le général fit savoir à Kennedy que la France était à ses côtés. Or l'enjeu, cette fois, est comparable.

Alors ? Des réactions, des réactions, des réactions ? Il est vrai, l'histoire le prouve, qu'elles sont rarement efficaces. Du moins constituerait-elles, devant un grand jeu aussi téméraire, un minimum d'audace au-delà des condamnations verbales. Puisque la détente conduit à des entreprises aussi hasardeuses que la guerre froide, pourquoi l'Occident continuerait-il, comme Soljenitsyne le lui reproche, à conforter un régime qui est le plus grand colonisateur et oppresseur du monde en lui apportant force nourriture et technologie grâce auxquelles il assomme encore son pouvoir ?

Les accords d'Helsinki sur les droits de l'homme sont la plus noire farce du siècle. Mais les Jeux olympiques de Moscou représentent pour les hommes du Kremlin la meilleure affaire du moment. Ne pas s'y rendre serait leur porter un coup plus rude que toute autre sanction. Car le peuple, dans l'Union soviétique, tout entière, s'interrogeait alors sur les motifs d'un tel refus et sur les responsabilités de ses dirigeants.

Les démocraties libres seraient-elles à ce point liées aux abus du capitalisme et de l'argent qu'elles n'oseraient même pas recourir à une sanction aussi pacifique ? Les Américains y eurent, les Anglais et les Canadiens aussi. Mais la France de maintenant, hélas ! a pris position bien vite...

(\*) Ancien rédacteur en chef de *Le Nation*.

JANVIER 80  
**PROMOTION TAPIS PAKISTAN**  
REMISE DE CAISSE  
**30 %**  
**Atighetchi**  
PLUS DE 7.000 TAPIS NOUÉS MAIN  
IRAN - CAUCASE - TURQUIE - ETC.  
4, RUE DE PENTHÈVRE (89)  
Métro : MIROMESNIL  
265.30.44 +

مکذا من الأصل



Le Monde

# étranger

## LES SANCTIONS PRISES CONTRE M. SAKHAROV

POUR LES « IZVESTIA »

### M. Sakharov est un « traître »

Moscou. — Les membres de la famille de M. André Sakharov, restés à Moscou ont reçu le mercredi 23 janvier dans la soirée un télégramme expédié de Gorki par l'académicien et annonçant que lui-même et sa femme étaient « sous de bonnes conditions » et qu'ils étaient domiciliés à Chitchevinski-2, une banlieue de la ville. C'était la première confirmation que M. Sakharov était bien arrivé dans la ville de Gorki, à quelque 400 kilomètres à l'est de Moscou, où il était relégué.

Les Izvestia du même jour ont publié un long article qui dénonce le « traître » Sakharov. L'article ne se distingue en rien de ceux qui ont été publiés jadis pour justifier les condamnations d'autres dissidents. Le lecteur soviétique moyen devait être amené à penser que l'exil à Gorki est une véritable « mesure de clémence » si tout ce que le journal reproche au prix Nobel de la paix est vrai. M. Sakharov n'est rien d'autre que le « cheval de Troie des Etats-Unis dans le camp socialiste ». On appelle traître un traître justement parce qu'il se vend. C'est ce que M. Sakharov a fait en 1975 le prix Nobel lui a été remis, ce n'était pas pour ses découvertes scientifiques, mais parce que l'Occident avait « découvert » en lui un anti-soviétique chevronné.

#### Divulguation de secrets d'Etat

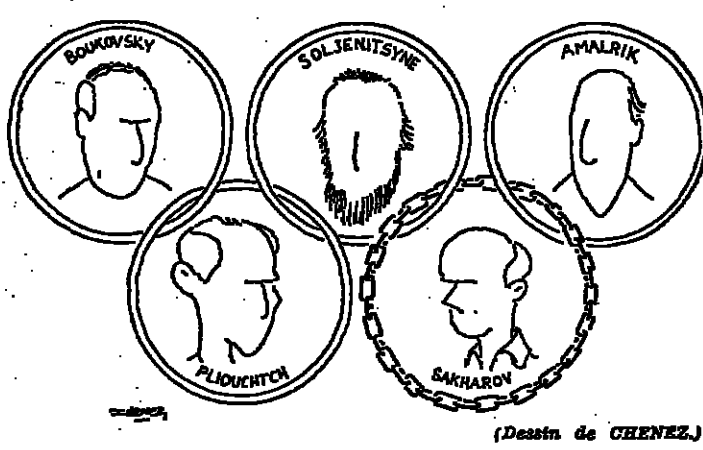
Certes, la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents n'implique pas la coexistence idéologique : la lutte des idées doit se poursuivre. Mais les Occidentaux la transforment en « guerre psychologique » et ils utilisent à cette fin des « faibles d'esprit épris de publicité » pour remplacer « la vieille génération des fascistes et des assassins ».

De notre correspondant

enrôlés dans la subversion après la seconde guerre mondiale. « Stent extrêmement paillard », M. Sakharov a cherché dans la politique ce que la recherche scientifique ne pouvait plus lui apporter : la notoriété. On voit que l'auteur de l'article ne s'embarrasse guère de la vérité : « Sakharov s'est engagé sur la voie de la trahison ouverte des intérêts de notre peuple. (...) Il est passé dans le camp des communistes militaires, des partisans zélés de la guerre froide », écrit-il. Il en voit pour preuve les « rencontres intenses non officielles » de l'académicien avec des diplomates occidentaux, surtout américains, et des journalistes, « parmi lesquels il y avait ceux qui s'intéressaient aux anciens trahisseurs de Sakharov relégués directement de la défense nationale. Au cours de ces entretiens, Sakharov divulguait des choses que tout Etat supprime à cause de sa sécurité nationale. (...) Il incitait systématiquement les médias agressifs des Etats capitalistes à l'ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes. (...) Il entretenait des relations militaires avec l'Union soviétique. Il faisait le jeu des ennemis de la paix et de la détente dans leurs tentatives de torpiller les efforts des pays de la détente. (...) Il est devenu le canal par lequel d'importantes secrets d'Etat étaient divulgués aux services spéciaux des puissances impérialistes. (...) Cette « vilaine histoire de la déchéance d'un homme » a connu son « issue logique », concluent les Izvestia. On a voulu le sauver. « On a patienté et on a longtemps parlé. Ses collègues, les académiciens, les savants soviétiques de renom, des représentants d'organisations publiques, les or-

ganismes officiels soviétiques, lui ont plus d'une fois fait remarquer le caractère inadmissible de sa conduite de mauvais citoyen. (...) Les accusations portées par les Izvestia sont graves. En exilant M. Sakharov à Gorki, a-t-on voulu simplement l'éloigner de Moscou pour le couper de tout contact avec les étrangers, ou ces accusations annoncent-elles des mesures plus sévères ? L'académicien n'a fait l'objet d'aucun procès ni d'aucune condamnation. Sa relégation est un acte arbitraire relevant du « fait du prince ».

DANIEL VERNET.



(Dessin de CHENEZ.)

L'arrestation et la relégation de M. André Sakharov continuent de susciter de très nombreuses réactions dans le monde.

● AUX ETATS-UNIS, la Maison Blanche a publié, mercredi 23 janvier, un communiqué officiel qualifiant les mesures dont est victime l'académicien d'« affront aux aspirations de l'humanité vers l'établissement du respect des droits de l'homme ». La décision soviétique « soulève l'indignation du monde entier » et constitue « une violation directe des accords d'Helsinki », ajoute le communiqué. Le président de l'Académie nationale des sciences américaines, dont M. Sakharov est un des correspondants étrangers, a estimé que l'arrestation du physicien était « un défi à la poursuite de la coopération scientifique soviéto-américaine ».

● EN EUROPE OCCIDENTALE, plusieurs gouvernements ont publiquement condamné l'attitude des autorités soviétiques, jugée contraire aux accords d'Helsinki et considérée comme un nouveau coup porté à la détente Est-Ouest après l'invasion de l'Afghanistan. Analysant la personnalité de l'académicien, le plus grand quotidien suédois, Expressen (libéral), écrit, nous indique notre correspondant à Stockholm, Alain Deboue, qu'« il a joué depuis dix ans le même rôle que Tolstoï dans la Russie tsariste : l'ami moral, porte-parole des opprimés et des persécutés, qui, sans relâche, a dénoncé les abus de pouvoir et les injustices sociales ». A Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé d'organiser un débat d'urgence la semaine prochaine sur les mesures dont M. Sakharov est victime ainsi que sur l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge.

● EN EUROPE DE L'EST, où les journaux se sont généralement contentés d'annoncer la nouvelle sans publier de commentaires, l'inquiétude et l'émotion sont vives dans les milieux dissidents. A Prague, l'arrestation de M. Sakharov a été accueillie avec étonnement par les signataires de la Charte 77. Mme Zdena Tombova, porte-parole du mouvement, aurait déclaré en apprenant la nouvelle : « C'est terrible. La mesure prise contre Sakharov équivaut à un retour à la guerre froide ». « J'aurais pensé, aurait-elle enjoint, que Sakharov était une sorte de garant dans les relations soviéto-américaines. Moscou pouvait le montrer en exemple à Washington. Malheureusement, il semble que l'on a choisi la manière forte ».

A Varsovie, de même, la relégation de M. Sakharov a été accueillie avec « surprise » et « émotion » dans les milieux dissidents. M. Jacek Kuron, l'un des principaux chefs de file de l'opposition en Pologne, s'est déclaré « inquiet » de l'arrestation de l'académicien soviétique. « Cet événement peut avoir un impact considérable en Pologne, notamment en ce qui concerne l'avenir de la dissidence », a-t-il dit.

● LE VATICAN, par l'intermédiaire de son quotidien, l'Osservatore romano, a exprimé, mercredi, sa « profonde préoccupation » et a appelé à la libération de M. Sakharov. L'arrestation de Sakharov est certainement un rude coup porté au patient travail de tous ceux qui se sont sacrifiés pour la réalisation de la tâche essentielle et noble de la justice humaine. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

### M. Chaban-Delmas : la France a un rôle à jouer pour conjurer la guerre

Ecoulant son séjour en Union soviétique en raison des mesures prises contre M. Sakharov, M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, est arrivé mercredi 23 janvier, en fin de soirée, à Paris. Il a lu une déclaration, se refusant à tout commentaire supplémentaire. « Ce qui est en cause en ce moment, a-t-il simplement indiqué, est l'occasion de ce voyage, est trop importante et trop grave pour que je ne laisse aller à quelque soul de vétilles. Le maître de Bordeaux a précisé qu'il ne ferait aucune autre déclaration dans les jours à venir. Selon l'entourage du président de l'Assemblée, M. Chaban-Delmas n'a eu la certitude de l'arrestation de M. Sakharov qu'à l'issue de l'entretien d'une heure quarante qu'il avait eu mardi matin avec M. Brejnev, et ce par des informations en provenance de Paris. D'autre part, plusieurs personnalités soviétiques sont venues saluer M. Chaban-Delmas avant son départ pour Paris.

Voici le texte de la déclaration lue par M. Chaban-Delmas à son arrivée à Paris : « Mon voyage était prévu depuis longtemps dans le but de développer les relations d'entente et de coopération entre la France et l'Union soviétique. Ces relations sont elles-mêmes le fruit de la politique de détente conçue par le général de Gaulle il y a plus de quinze ans, appliquée par lui et poursuivie depuis lors. »

En dépit de l'aggravation de la situation internationale, j'ai maintenu ce voyage parce que

tous les efforts me paraissent devoir être faits pour empêcher le retour à la guerre froide des années 50 avec ses menaces mortelles pour tous les peuples, à commencer par le nôtre. « Mes missions de Moscou, principalement avec M. Leonid Brejnev, m'ont confirmé dans l'opinion que tous les aspects de la situation internationale, y compris l'affaire d'oppression des droits de l'homme, doivent être discutés et doivent être discutés en pleine connaissance de cause, c'est-à-dire à la lumière des conditions les plus complètes. A cet égard, la mission à Paris de M. Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, prend tout son sens. »

« Venu à Moscou pour des raisons de quelques familles de détenus politiques, un événement soudain et reluisant m'a démontré que ce n'était pas l'heure de tels espoirs. (...) Les dirigeants soviétiques ne se pouvaient pas intervenir dans ce cas public sans ingérence dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. Je me suis donc vu contraint de quitter Moscou, semblant m'accommoder de cet effet éclatant d'un système qui n'est assurément pas le nôtre. Ma place n'était donc plus là-bas pour le moment. J'ai mon retour. »

« Je le regrette, et d'autant plus que j'avais l'opportunité, avant toute chose d'aller à Volgograd, ex-Stalingrad, pour rendre hommage aux combattants des armées soviétiques, morts ou survivants, qui, dans l'hiver terrible de 1941-1942, ont fait prendre aux opérations militaires de la deuxième guerre mondiale un tour nouveau et décisif, en cassant les reins de l'envahisseur nazi. »

« Quant à Moscou dans ces conditions, et trois mois après un séjour à Washington, je constate que, fidèle à ses alliances et messages de paix, la France a, une fois encore, un rôle à jouer qui lui est propre, pour conjurer la guerre et sauvegarder l'essentiel. »

● M. ROGER CHINAUD, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, a estimé que l'U.R.S.S. en décidant l'assignation à résidence d'André Sakharov, « a mis fin à la détente globale. C'est une page qui se tourne, sans doute pour un temps. »

M. Chinaud a d'autre part rendu hommage à M. Jacques Chaban-Delmas.

### La presse soviétique critique les socialistes et loue les communistes français

De notre correspondant

Moscou. — Si, jusqu'à une date récente, les Soviétiques avaient manifesté une extrême réserve sur les difficultés de la gauche française, la visite de M. Georges Marchais à Moscou a délié les langues. Les articles critiques pour le parti socialiste et louangeux pour le parti communiste se multiplient dans la presse.

Sous le titre « Un pas en arrière », la Pravda du mercredi 23 janvier remarquait dans le projet socialiste « l'abandon de plusieurs clauses du programme commun » et la preuve que les socialistes « misent sur l'effacement de la P.C.F. ». Ses auteurs écrivaient le correspondant à Paris du journal du P.C. soviétique, « représentent les élucubrations de la propagande antisoviétique ». Ses auteurs déclaraient leur intention de se prononcer pour la détente et le désarmement, les dirigeants du P.S. condamnant toute « dérive pacifiste » et « dénonçant leurs dernières actions ». En dénonçant « le virage à droite » du parti socialiste, les communistes soviétiques paraissent donc s'aligner sur le langage du P.C.F.

An contraire, l'hebdomadaire Temps nouveaux revient dans son dernier numéro sur la rencontre entre M. Brejnev-Marchais pour se féliciter de ses résultats étonnants. Mais ces éloges n'ont pas l'heur de plaire à tout le monde : « Parmi les mécontents figurent le leader du centre-droit Lecaust, le leader du parti socialiste Mélenchon, le rédacteur en chef Zolotarev et leurs semblables », écrit-il avant de chercher les raisons de ce mécontentement. Ce n'est pas à cause des positions claires du P.C.F. et du P.C. soviétique sur la coexistence pacifique puisque les dirigeants français sont également pour : ce n'est pas à cause des efforts en vue de renforcer la coopération franco-soviétique, puisque de nombreux documents officiels vont dans le même sens. « Il a suffi que M. Marchais se rendit à Moscou pour que nos adversaires politiques se mettent à crier à l'alignement ».

#### LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS : un signe inquiétant.

A l'issue du conseil des ministres du 23 janvier, M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Elysée, a fait la déclaration suivante :

« Le gouvernement exprime son émotion devant l'assignation à résidence d'André Sakharov, titulaire du prix Nobel de la paix, dont il rappelle l'action courageuse pour la défense des droits de l'homme et le respect des principes d'Helsinki. Il souligne qu'une telle mesure est contraire à l'esprit de l'acte final d'Helsinki et constitue un signe inquiétant dans l'évolution internationale actuelle. »

### Les raisons de la démission de M. Kirilline n'ont pas été précisées

De notre correspondant

Moscou. — La démission de M. Kirilline, le jour même où le comité dirigé par M. Kirilline, Ca dernier avait d'ailleurs fait son autorité publique quelques semaines auparavant. Depuis longtemps déjà, les responsables se plaignaient de l'incapacité du système économique soviétique à « intégrer » le progrès scientifique, à mettre en œuvre pratiquement les réalisations de la science.

Les sanctions décidées par le président Carter à la suite de l'intervention de l'armée rouge en Afghanistan, ne pouvant qu'aggraver la situation, M. Kirilline est-il tenu pour responsable de l'impossibilité pour l'U.R.S.S. de se défendre elle-même en ce qui concerne les technologies de pointe, les licences industrielles, les procédés modernes de fabrication, etc. ? Ou est-il parti de son propre chef, refusant ainsi de cautionner une politique étrangère aux conséquences désastreuses pour l'économie soviétique ? Si l'une ou l'autre de ces deux hypothèses se vérifiait, cela signifierait que l'U.R.S.S. est beaucoup plus touchée par l'embargo américain que les commentateurs soviétiques veulent bien l'admettre.

L'annonce de la démission de M. Kirilline, le jour même où André Sakharov était envoyé en exil à Gorki, n'est peut-être pas une simple coïncidence. On ne saurait exclure qu'en tant qu'académicien, l'ancien vice-président du gouvernement ait été en désaccord avec une mesure frappant l'un de ses collègues : M. Kirilline est depuis 1982 membre de l'académie des sciences, une des nombreuses institutions soviétiques où fonctionnent encore un semblant de démocratie (des élections y ont lieu à bulletin secret) et où l'esprit de corps est très développé.

Les observateurs remarquent enfin que M. Kirilline était très lié à M. Kossyguine, chef du gouvernement, qui n'est pas apparu en public depuis plus de trois mois, à la suite d'une attaque cardiaque, et que son adjoint n'est autre que M. Gvichiani, gendre de M. Kossyguine. M. Gvichiani lui succéderait-il à la tête du comité d'Etat pour la science et la technique, ou perdrait-il son poste à son tour ? — D. V.

D. V.

### LES INTERGROUPES DU PARLEMENT POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME

Les intergroupes pour la défense des droits de l'homme du Sénat et de l'Assemblée nationale, et leurs présidents, Adolphe Chausvin, président du groupe de l'Assemblée nationale, et Bernard Stasi, vice-président de l'Assemblée nationale, lancent un appel pressant aux autorités soviétiques pour que la liberté soit rendue au prix Nobel de la paix qui a tant œuvré, dans des conditions souvent difficiles, pour la défense des droits de l'homme.

**FRIED**  
Lieux-Visages  
Objets

Toute l'iconographie de Freud,  
commentée par ses textes

Editions Complexe - Editions Gallimard

PROMOTION  
TAPIS  
PAKISTAN  
30%  
Atightetelli







# Découvrez gratuitement L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

**La plus grande  
encyclopédie française  
et la plus complète.**

\* 20 grands volumes (format 21 x 30 cm)  
\* 21.760 pages \* 19.000 articles  
\* 20.681 illustrations

**Ce dossier de présentation de 32 pages  
vous sera envoyé gratuitement par la poste,  
sans le moindre engagement.**

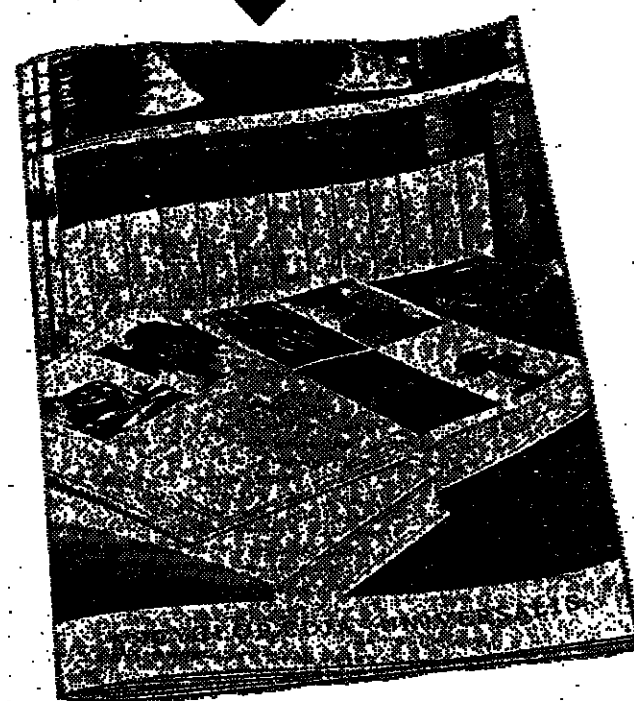
Nous avons réalisé ce dossier parce que l'Encyclopædia Universalis n'est pas exactement telle que vous l'imaginez. Il est donc indispensable que vous la jugiez **par vous-même**. L'Encyclopædia Universalis, en effet, n'est pas seulement la plus grande encyclopédie française. Elle ne se contente pas de réunir - en 20 grands volumes de plus de 1.000 pages chacun - la somme immense des connaissances humaines.

**Elle est aussi la plus scientifique.**

La plus scientifique car elle a été entièrement conçue et rédigée par des savants : par 3.800 spécialistes français et internationaux qui font autorité dans leur domaine. Parmi eux, vous trouverez des Prix Nobel, des membres de l'Institut, des académiciens, des professeurs, des médecins, des historiens, des archéologues, des chercheurs...

**Elle est aussi la plus moderne.**

La plus moderne d'esprit car elle s'adresse moins aux yeux qu'à l'intelligence. Plutôt que les grandes images en couleurs, elle privilégie les graphiques,



les dessins, les schémas en noir et blanc... qui montrent, qui détaillent, qui expliquent. Elle est aussi la plus moderne par sa luxueuse reliure blanc ivoire qui se marie aux cadres les plus contemporains.

**Avantages spéciaux actuellement réservés  
aux souscripteurs :**

● **En cadeau :**

**L'Atlas Géant International**

Cet extraordinaire atlas de 500 pages au format géant (383 x 285 mm) est le plus complet jamais réalisé. Il a nécessité quelques 12 millions de francs d'investissements et plus de 10 années de travail !

● **Un crédit avantageux**

Vous pouvez, si vous le désirez, étaler le paiement de votre Encyclopædia sur une durée allant jusqu'à 3 ans.

● **Un privilège à vie**

**pour toute nouvelle édition**

Si nous sortions dans l'avenir une nouvelle édition de l'Encyclopædia Universalis, vous pourriez, à toute époque de votre choix et en échange de l'édition actuelle, acquérir cette nouvelle édition pour le tiers de son prix.

**Elle est aussi la seule  
actuellement à bénéficier  
d'une mise à jour annuelle.**

L'Encyclopædia Universalis continue à vivre, chaque année, au rythme des derniers événements et découvertes, avec la parution d'UNIVERSALIA. Ce volume annuel, de même reliure et de même format que l'Encyclopædia, est proposé aux souscripteurs qui le désirent à des conditions exceptionnelles.

Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore, demandez votre dossier gratuit - sans le moindre engagement. Il vous suffit de poster le bon ci-dessous ou d'appeler le 320.02.31 (répondeur automatique 24 h/24).

**Le Club Français du Livre  
7, rue Armand-Moisant,  
75754 PARIS Cedex 15**

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

**Bon pour une documentation Gratuite**

OUI, je désire faire plus ample connaissance avec l'Encyclopædia Universalis et connaître vos avantageuses formules de paiement. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant Dossier UNIVERSALIS.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal [ ] [ ] [ ] [ ] Localité \_\_\_\_\_

(Offre valable uniquement pour la France métropolitaine.)

Renvoyez ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre,  
7, rue Armand-Moisant, 75754 PARIS Cedex 15.

0443 D 01160

"Nous pensons que  
l'Encyclopædia Universalis est  
le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne..."

Le Monde

© HARPO DIRECT



# LA CRISE AFGHANE ET LA PRÉPARATION

DE LA CONFÉRI

Trente-six membres, au moins, de la Conférence islamique participent, samedi 23 janvier, à la réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères de l'Organisation, indiquant-on, mercredi 23 janvier, au ministère pakistanais des affaires étrangères. En effet, d'Afghanistan, l'Algérie et l'Irak ont fait savoir qu'ils seraient représentés à Islamabad. Pour le moment, les seuls membres du Front de la liberté, qui avait demandé l'ajournement de la rencontre, à avoir confirmé leur défection sont la Syrie et l'O.L.P. Annonçant la participation de Bagdad, le quotidien « Al Saoura », organe du parti Baas, souligne que les pays de la région doivent « être neutres face à l'affrontement soviéto-américain et préserver leurs intérêts et leur indépendance. Ils doivent agir de manière à empêcher une répétition de ce qui s'est passé en Afghanistan et empêcher

aussi que cet événement ne soit utilisé pour justifier un alignement sur les pays occidentaux ».

De son côté, M. Cheddi Kibi, secrétaire général de la Ligue arabe, a déclaré à Vienne, où il a rencontré le chancelier Kroisky : « Pour les pays arabes, il y a seulement un danger à l'heure actuelle, Israël. L'Afghanistan n'est pas un problème pour nous qui devons combattre un ennemi réel et non imaginaire. » Enfin, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a fait, mercredi, une escale imprévue à Islamabad au cours de laquelle il s'est entretenu avec les dirigeants pakistanais. Il a précisé qu'il avait écourté son voyage en Asie à cause de la situation internationale « très tendue », et indiqué que le Conseil de sécurité engagerait, au cours du week-end, des consultations sur l'Irak et l'Afghanistan.

M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint américain, va se rendre à son tour prochainement au Pakistan, tandis qu'un émissaire personnel du président Carter, M. Clark Clifford, ira à la fin du mois à New-Delhi pour poursuivre, indique-t-on à Washington, avec le nouveau gouvernement indien le dialogue que les Etats-Unis ont eu avec l'Inde depuis de nombreuses années, mais aussi apaiser les indiens au sujet d'éventuelles livraisons d'armes américaines au Pakistan.

Définissant, mercredi 23 janvier, la position indienne sur la situation en Afghanistan, le président de l'Union, M. Sanjiva Reddy, a lancé un appel pour une coopération plus étroite avec le Pakistan afin de se protéger des rivalités des grandes puissances dans le sous-continent. Dans une déclaration reflétant les

## SIX HEURES DE « GARDE A VUE » PAR DES SOLDATS SOVIÉTIQUES

### « Auriez-vous l'idée de filmer des chars en France ? »

Kaboul. — Mardi matin, sur la route de Ghazni, nous suivons, en compagnie de l'envoyé spécial de l'A.F.P., le taxi dans lequel a pris place une équipe d'Antenne 2. Au moment où nous dépassons deux chars soviétiques, nous observons sur l'un d'eux une agitation anormale, ses occupants s'extirpant précipitamment de la cabine du blindé, mitraillant au poing. Visiblement furieux, les gendarmes nous montrant du doigt, perplexes, nous poursuivons notre route.

Quelques kilomètres plus loin, une longue montée verglacée nous oblige à ralentir puis à stopper, l'un des taxis s'étant cassé. Nous progressons ensuite laborieusement vers le sommet de la côte. Surpassant alors, derrière nous, les deux chars précédés d'une meute de soldats qui courent sur la route en poussant des cris.

Ils nous rejoignent rapidement, encerclent nos voitures, nous ordonnent de descendre, nous fouillent, inspectent l'intérieur du véhicule puis la malle arrière. Ils semblent surtout en quête des appareils photos. « Clic, clic », font-ils plusieurs fois, avant de se saisir d'armes automatiques. Les gestes remplacent la parole. On pointe du doigt une mitrailleuse et un officier tire un revolver de sa ceinture, pour nous montrer ce qu'il cherche.

Dans l'autre taxi, les soldats soviétiques découvrent une caméra. Extrêmement nerveux, ils braquent leurs armes vers les quatre journalistes, crans de sûreté ôtés. Mais en fait, ces derniers sont tout à fait désemparés du contenu de leurs poches. Le matériel de télévision est posé par terre, sur la route, et l'on repousse brutalement celui qui s'en approche un peu trop.

Il est 10 heures. On baragouine en anglais puis en allemand. Nous comprenons qu'ils nous reprochent d'avoir filmé les deux chars. Les deux officiers afghans s'approchent de nous. Ils sont prêts de passer leur chemin et écartés fermement par les soldats soviétiques. A midi, nous sommes invités par un officier venu de Kaboul à prendre place dans les voitures où s'installent également des soldats. Mitrailleuse casée entre les jambes, la camion militaire soviétique nous ouvre la route. Notre ange gardien, massif, carré, visage fermé, restera sourd aux demandes répétées du chauffeur qui souhaite s'arrêter pour ôter les chaînes de ses roues arrière. Inflexible, il lui ordonnera de suivre le camion. Une seule fois, il se détendra pour préciser devant le Tchekant et qu'il est musulman.

Le convoi regagne Kaboul, puis s'entourne dans la banlieue de la ville. De chaque côté de

### De notre envoyé spécial

la route, les troupes soviétiques ont mis en place un impressionnant dispositif de défense. Sur la droite, quatre énormes blindés pointent leurs canons vers... une caserne de l'armée afghane.

Nous stoppons aux portes de la ville, à l'entrée d'un vaste camp militaire soviétique. Nous sommes accueillis par les deux commandants, deux majors, l'un originaire du Caucase, l'autre de Kazan. La conversation se déroule en allemand et, une fois relevés soigneusement nos identités et nos numéros de passeport, elle se poursuit près de trois heures, dans une atmosphère d'attente. Elle prendra même parfois des allures d'interview, situation pour la moins singulière, vu le cadre et les circonstances. Les deux officiers, sans se départir d'une certaine méfiance, s'y prêteront avec une curiosité amusée.

### « Service, service »

Nos hôtes ont deux principes de base : le secret militaire, l'obédience. « Service, service », répètent-ils souvent en s'exécutant presque de l'attente qui nous est imposée en attendant l'arrivée de la police politique afghane. Tout ce qui est militaire étant secret, nous expliquent-ils, il est interdit de filmer des chars. D'ailleurs, ajoutent-ils : « Avez-vous l'idée de filmer des tanks en France ? ».

La France qui, notent-ils en passant, a certes quitté l'OTAN, mais appartient toujours au camp occidental.

De notre pays, ils connaissent l'Humanité et Georges Marchais (« Un type comme ça » disent-ils) le pousse en l'air, Mirailhe Mathieu (dont ils donnent le nombre exact de frères et sœurs), Louis de Funès et Pierre Richard. Ils ne savent pas, en revanche, que M. Berlinguer a condamné l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils ignorent d'ailleurs pourquoi ils sont là. « Nous sommes des invités », ce qu'ils vont faire et quand ils regagneront leur pays. « Nos chefs le savent », disent-ils pour se rassurer. Aux questions jugées indiscrettes, ils opposent le secret. Quand sont-ils arrivés ? Combien sont-ils ? « Secret ».

Secret également la consommation d'un tank. Mais il nous sera confirmé que l'armée soviétique fonctionne d'une manière totalement autonome. « Tout ce que nous utilisons vient d'U.R.S.S., à l'exception de l'eau, que nous contrôlons totalement quotidiennement », nous précisent-ils, non sans fierté, histoire de bien nous faire comprendre qu'ils ne vivent aucunement « aux crochets » des Afghans. L'accueil de la population ? « Le peuple apprécie notre présence,

les capitalistes, eux, réagissent bien entendu différemment. »

« Ce ne sont pas des hommes mais des chiens », a lancé pour sa part — notre chauffeur de taxi en nous indiquant les soldats qui montent la garde autour du matériel.

Secret encore le nom du journal de l'armée soviétique dont deux pages traitent à nos pieds, dans le neige. L'attente se prolongeant, les deux officiers décident d'aller aux nouvelles. A une dizaine de mètres, des enfants se sont rassemblés et observent la scène. Un soldat s'avance vers eux et leur fait signe de s'éloigner.

### Des remontrances ambiguës

A 16 heures, arrive enfin un membre de la police politique, accompagné d'un soldat soviétique qui note de nouveaux nos identités. L'Alghani, lui, sermone, fait la leçon. « Vous ne savez pas qu'il est interdit de filmer des chars ? On aurait dû vous le dire. Vous auriez dû demander. » On nous rend nos passeports. Direction, le siège de la police politique, à l'autre bout de la ville. Un édifice moderne, entouré d'un haut mur, avec, aux quatre coins, de gros projecteurs.

A l'intérieur, des soldats soviétiques montent la garde. Dans un modeste bureau, le caméraman est invité à remettre la pellicule qui porte l'image des chars soviétiques. « Seulement celle-là, précise le fonctionnaire, nous ne voulons pas supprimer les autres choses intéressantes que vous avez prises », m'explique-t-il, m'accusateur, il nous tient un étrange discours, d'une étonnante ambiguïté :

« Pendant la dernière guerre mondiale, nous combattions ensemble. Alors, pourquoi, aujourd'hui, filmez-vous des chars soviétiques ? D'ailleurs, tout ce que vous filmez, tout ce que vous écrivez, ce n'est que de la propagande et ce n'est pas avec ça que vous ferez partir les Soviétiques. Et puis, les Russes, si vous voulez vous en débarrasser, il faut le faire pendant la dernière guerre. Au contraire, vous les avez aidés à se renforcer. »

Après avoir demandé combien de temps nous avions été arrêtés par les Soviétiques, l'interrogatoire : « Vous ont-ils menacés de leurs armes ? ». Notre réponse ayant été affirmative, il commente : « C'est parce que vous n'étiez pas armés. Si vous l'aviez été, cela aurait été différent. »

En conclusion, il nous souhaite un excellent séjour dans son pays. « Vous pouvez aller où vous voulez, retourner à Ghazni dès demain. Mais ne filmez plus de chars. »

PATRICK FRANCES.

## La stratégie américaine

(Suite de la première page.)

Ce sont : le Pakistan, avec lequel l'accord de 1969, rédigé dans les mêmes termes, a été reconfirmé par la Maison Blanche et le sera très probablement par le Congrès et l'Irak, puisque ce pays fait manifestement partie de la « région du Golfe ».

M. Carter a renouvelé ses appels du pied aux dirigeants de l'Inde en affirmant : « Il n'y a aucun différend irréconciliable entre nous et le peuple indien ». Nous respectons l'islam et sommes prêts à coopérer avec tous les pays musulmans. « Le porte-parole du département d'Etat avait confirmé le même jour que l'annonce de sanctions unilatérales contre l'Irak était bien émise, au moins jusqu'à l'élection présidentielle dans ce pays, et plus probablement jusqu'à la fin de la conférence des Etats islamiques à Islamabad. Il avait aussi précisé que la coopération avec l'Irak reprendrait dès que l'affaire des otages aurait été réglée. Autrement dit, il n'est plus question de « punir » l'Irak après la libération des prisonniers de l'ambassade, alors que la Maison Blanche se prononçait en ce sens en novembre (« Les comptes ne seront pas apurés pour autant », avait dit alors M. Powell).

### Une organisation assez floue

M. Carter n'a guère donné de précisions sur la manière dont l'engagement américain sera organisé et géré. Sur le plan politique, il s'est dit « prêt à travailler avec d'autres pays de la région pour mettre en place un cadre coopératif de sécurité régionale ». Mais d'un « médium de sécurité », tout en rehaussant l'indépendance, la sécurité et la prospérité de tous. On précise dans son entourage qu'il s'agit d'une alliance formelle, mais d'un « médium de sécurité » (« une petite portion de sécurité ») tenant compte de la qualité très diverse des relations de chaque pays avec Washington. Autrement dit, évitera la « pactomanie » à la Foster Dulles, qui coulait tout le monde dans le même moule, et dont le Pacte central (CENTO) avait été le produit dans la ré-

gion. Mais les contours de cette nouvelle organisation resteront flous encore longtemps, à moins même elle voit le jour.

Sur le plan militaire, M. Carter a rappelé que les Etats-Unis « ont renforcé leur présence navale dans l'océan Indien et passent actuellement des accords qui permettront à nos forces d'utiliser les facilités navales et aériennes nécessaires dans la région de l'Afrique du Nord-Est et du golfe Persique ». Il n'est pas question pour le moment, précise-t-on, d'y faire stationner des troupes terrestres, bien que plusieurs experts de politique étrangère aient demandé qu'une division au moins de « marines » soit basée au Pakistan ou à proximité.

Bien que le président ne l'ait pas précisé, la nouvelle politique conduira sans doute à une forte augmentation des constructions navales. Déjà le Pentagone a fait savoir qu'il ne lui sera pas possible de faire stationner en permanence trois porte-avions dans la région, comme c'est le cas aujourd'hui. Le Kittyhawk devra bientôt regagner sa base de Californie. En outre, même les deux porte-avions restants ont été réduits de leur position habituelle dans le Pacifique et en Méditerranée : cette dernière mer n'en compte plus qu'un aujourd'hui, ce qui selon les experts, dégarrit le flanc sud de l'OTAN.

Enfin, M. Carter devra sans doute régler avec le Congrès le problème constitutionnel délicat que pourrait poser l'emploi de ces forces. En vertu du War Powers Act, voté en 1974 (en réaction à la guerre du Vietnam), le président ne peut engager des forces américaines au combat à l'étranger sans une autorisation expresse du législateur. Il ne fait guère de doute que le Congrès se montrera coopératif dans le climat actuel, mais l'exécutif aura besoin d'élargir sa liberté d'action pour l'avenir. Le président a d'ailleurs rappelé qu'il demandait au Congrès un nouveau statut des agences de renseignement, afin d'en écarter les « restrictions injustifiées ».

### La « réanimation » de la conscription

Mais la conséquence la plus concrète de la nouvelle guerre froide pour l'Amérique moyen sera ce que M. Carter a appelé la « réanimation » du mécanisme de la conscription. Depuis longtemps les militaires se plaignaient des difficultés qu'ils éprouvaient à recruter les hommes pour la base du volontariat et plus encore de la mauvaise qualité de ce recrutement, une très faible proportion des diplômés choisissant la carrière militaire. Certes, le service militaire obligatoire a été aboli en 1972, mais la Maison Blanche se réserve cette possibilité afin de faire face rapidement aux besoins futurs de mobilisation s'ils apparaissent.

Le ton était si ferme que M. Carter a presque oublié de faire miroiter aux yeux des dirigeants soviétiques la carte de la

coopération. Il s'est borné à poser une seule question : « Moscou, l'Union soviétique aidera-t-elle à promouvoir un environnement international plus stable répondant à ses besoins légitimes et pacifiques ? ou bien continuera-t-elle à étendre sa puissance militaire bien au-delà de ses authentiques besoins de sécurité et à utiliser cette puissance à des conquêtes coloniales ? ». Malgré ces accents martiaux, l'entourage du président cherche à mettre en garde contre un alarmisme excessif : « Il n'y a pas de crise aiguë, a dit le haut fonctionnaire cité plus haut, et il ne faut pas se hâter de conclure que la détente est morte dans tous les aspects. » Des relations de coopération continueront d'être recherchées avec le Kremlin, en particulier pour le contrôle des armements. La seule leçon à tirer, selon le même personnage, est que le défi soviétique exige « une réponse à long terme et un effort de longue haleine ».

MICHEL TATU.

### RECENSEMENT ET SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

M. Nixon avait supprimé le service militaire obligatoire en janvier 1973, alors que les Etats-Unis commencent à se retirer du Vietnam, depuis cette date, les forces armées ne recrutent plus que des volontaires. Mise à part une courte interruption en 1947-1948, le service militaire obligatoire a été en vigueur de 1940 à janvier 1973.

M. Carter ne propose pas le retour immédiat à ce dernier, mais seulement à des créations possibles, dans des délais brefs, grâce au rétablissement du recensement de tous les jeunes gens en âge de porter les armes. Il s'agit, si le projet du président est approuvé par le Congrès, auquel il sera soumis prochainement, de reconstituer les listes qui, dans environ quatre mille circonscriptions, permettraient à des conseils de révision locaux de décider qui est apte au service militaire. L'ancien système, qui a fonctionné dans les listes qui, dans environ quatre mille circonscriptions, permettraient à des conseils de révision locaux de décider qui est apte au service militaire. L'ancien système, qui a fonctionné dans les listes qui, dans environ quatre mille circonscriptions, permettraient à des conseils de révision locaux de décider qui est apte au service militaire.

Le système du volontariat avait été vivement critiqué ces dernières années par les responsables militaires. En 1973, pour la première fois, aucune des trois armes n'avait pu engager le nombre de volontaires jugé souhaitable. Le général Bernard Rogers, chef d'état-major de l'armée de terre, s'était prononcé en mars 1979 pour un retour au service militaire obligatoire assorti du tirage au sort. M. Carter avait, en avril, indiqué qu'il « ne voyait pas dans un avenir immédiat » la nécessité d'une telle mesure, mais avait précisé qu'il pourrait réviser le recensement. C'est précisément ce qu'il vient de demander au Congrès.

### « Guerre des nerfs » navale

En période de tension, les Etats-majors se livrent une bataille de communications destinée à éprouver le sang-froid des responsables politiques soumis à la traditionnelle « guerre des nerfs » entre professionnels de la tactique militaire sur les océans. Ce fut ainsi la journée du mercredi 23 janvier marquée par les accusations réciproques que se sont lancées l'Amérique et la Russie, à propos de la situation navale en océan Indien et en océan Pacifique par exemple.

De Moscou, l'agence Tass a qualifié d'« actions provocatrices » et de « violation flagrante des règles internationales de la haute mer » le survol, par des avions américains, de bateaux marchands soviétiques dans les océans Pacifique et Indien. Deux cargos auraient même été harcelés par des avions américains passant à moins de 25 mètres des mâts.

A Washington, un porte-parole militaire a démenti la présence, dans le golfe Persique, non loin du détroit d'Ormuz, d'un navire-espion soviétique, le « Tamsan ». Ce bâtiment de 600 tonnes est officiellement présenté comme un navire de récupération de véhicules spa-

ciaux au moment des expéditions de lancement. Mais ses équipements électroniques de bord lui permettent éventuellement de détecter, d'analyser et de brouiller des émissions radio-électriques ou électromagnétiques adverses.

Depuis la fin de la semaine dernière, les Etats-Unis ont déployés dans cette région, pour la surveillance des mouvements navals, jusqu'à six avions B-52 de reconnaissance stratégique à longue distance. Les appareils embarqués sur les porte-avions « Nimitz » et « Midway » de la flotte américaine en mer d'Oman peuvent, d'autre part, patrouiller au-dessus des navires étrangers dans les parages.

Les Soviétiques ne sont pas en reste puisqu'ils organisent, à partir de la base d'Aden, des missions de surveillance navale avec leurs avions quadrimoteurs de patrouille maritime Ilouchine-24. Vingt-quatre navires de guerre soviétiques croisent dans la région. Depuis l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge, qui y construit des aérodromes, les experts militaires s'attendent à des vols de reconnaissance, en mer d'Oman par exemple, par des avions Backfire appartenant à laéronavale soviétique.

## Le R.P.R. reproche au chef de l'Etat son insuffisante fermeté

Au cours de leur journée d'étude de l'après-midi, mercredi 23 janvier, les députés R.P.R. au nombre d'une centaine (sur cent cinquante-quatre qui composent le groupe) ont exprimé à l'égard du pouvoir des critiques parfois amères, mais en définitive relativement modérées et toujours nuancées. Ils ont en effet convenu que les menaces que recèle la crise internationale et les difficultés économiques et sociales, autant que le déjeuneur auquel M. Chirac était convié par M. Giscard d'Estaing ce jeudi à l'Elysée et l'annonce d'une conférence de presse de leur leader le 12 février ne leur permettaient pas de prendre dès maintenant des attitudes tranchées.

Les décisions du gouvernement soviétique d'intervenir militairement en Afghanistan et de procéder à l'arrestation d'André Sakharov ont été dénoncées comme des atteintes « inadmissibles » à la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes et aux droits de l'homme et « condamnées avec la plus grande fermeté », a déclaré M. Claude Labbé, qui a tou-

jours reproché au gouvernement d'avoir « adopté en son sein un peu trop d'indulgence et de réserve ». Tous ont regretté la lenteur, les hésitations et la mollesse des réactions du chef de l'Etat aux événements qui se sont succédés depuis le 24 décembre. C'est dans ce contexte qu'a été approuvée spontanément et par tous, y compris par M. Jacques Chirac, la décision de M. Chaban-Delmas d'interrompre son voyage à Moscou. Salué comme un « acte de courage » par M. Labbé, ce geste était jugé « gaullien » par ceux qui se souvenaient du départ précipité de de Gaulle du Canada après le « Vite le Québec libre » en 1967.

Des nuances et des réserves se sont aussi exprimées à propos de l'éventuel boycottage des Jeux olympiques. Le groupe a décidé de refuser le boycottage, mais M. Labbé a précisé que cette décision devrait être révisée si les athlètes français risquaient de devenir des « otages » ou de servir de « propagandistes involontaires ».

Si le procès de la politique économique et sociale du gouverne-

ment n'a pas été instruit une nouvelle fois, c'est que selon les gaullistes toutes leurs prévisions pessimistes se vérifient. Certains y ont cependant fait allusion. M. Pierre Messier a annoncé que le R.P.R. aborderait « avec une détermination très nette » la période de la campagne présidentielle afin « d'y jouer son rôle, de conserver son originalité et de proposer mais sans développer d'agressivité ».

Anal, au terme de cette journée d'études, les députés R.P.R. ont tout au plus appelé l'originalité de leurs propositions, souligné qu'ils ne voulaient pas être confondus avec leurs alliés, évoqué de nouveau « la troisième voie » gaullienne entre « le marxisme qui a échoué » et « le libéralisme qui ne garantit pas l'avenir ». Ils ont pu seulement esquiver leur comportement dans la campagne présidentielle puisqu'ils ignorent toujours qu'ils devront soutenir. Contraints en définitive de ne pas se hâter, ils veulent aborder l'année qui commence avec « détermination, vigilance et clarté ». — A. P.

سكوا من الأمل

Le Grande-Bretagne et l'Australie f...  
Les Etats non communistes d'Asie du S...  
serrer les rangs

Les C

JANKEL  
LA M

des prix  
des prix  
des prix!

TAPIS  
CHINE-ORIENT  
Paris 8  
32 28 25  
JURY 2  
01 35 946 28 36

LA M

LA M



## DE LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE D'ISLAMABAD

vues du gouvernement de Mme Gandhi. M. Reddy a dit que l'intervention de forces étrangères dans les pays voisins représentait un danger non seulement pour l'Inde mais pour toute la région. La soumission des pays aux grandes puissances est « totalement inacceptable », a-t-il déclaré, ajoutant que l'Inde était « gravement préoccupée » par des événements conduisant à « une résurgence de la guerre froide ». Il a précisé que son pays avait l'intention d'entreprendre « des consultations et des actions », notamment avec le Pakistan, où se rendra le mois prochain le secrétaire général du ministère indien des affaires étrangères, M. S.D. Sahas.

D'autre part, les dirigeants indiens auront prochainement des entretiens, entre avec M. Giscard d'Estaing, avec le chancelier

Kreisky et le président Fidel Castro, qui viendra à New-Delhi à l'occasion de la conférence de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel, et fin février, avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko.

● A BONN, le porte-parole de la chancellerie, M. Grunewald, a annoncé que l'Allemagne fédérale prenait l'initiative de demander, dans le cadre de l'O.C.D.E., l'octroi d'une aide « unique et extraordinaire » à la Turquie, qu'elle se proposait de consolider la situation financière du Pakistan et de renforcer la coopération avec les Etats du Golfe, y compris l'Irak.

● EN AFGHANISTAN, une vaste campagne de désobéissance a été lancée à Hérat pour protester contre la présence des forces soviétiques, rapportent des voyageurs arrivés à Chaman (Pakis-

tan). Des dizaines de milliers d'habitants de la ville, indiquent-ils, montent tous les soirs sur les toits de leurs maisons et scandent des slogans hostiles aux Soviétiques et glorifiant Dieu.

Des réfugiés afghans arrivés au Pakistan ont, d'autre part, accusé l'armée soviétique d'utiliser des gaz chimiques contre les résistants. Ces informations sont actuellement étudiées par les experts militaires américains qui les accueillent, pour le moment, avec prudence.

Enfin, deux conducteurs de camion d'une entreprise de démolitions ouest-allemande ont disparu au cours du week-end dernier sur la route reliant la frontière pakistanaise à Kaboul. Les deux camions ont été retrouvés avec des impacts de balles près de Jalalabad. — (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

### La Grande-Bretagne et l'Australie invitent les États non communistes d'Asie du Sud-Est à serrer les rangs

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — Un mois après l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, et un an après celle, menée avec l'aide de Moscou, des forces armées vietnamiennes au Cambodge, l'Asie est le théâtre d'une activité diplomatique intense. Dans cette offensive anti-soviétique, les amis des États-Unis, de la Chine, du Japon, de la Grande-Bretagne et de l'Australie se livrent, d'une capitale à l'autre, à de nombreux chassés-croisés. Les représentants de ces pays qui aspirent tous, à des degrés divers, à un rôle de puissance régionale se succèdent au chevet des nations du Sud et du Sud-Est asiatique, et notamment auprès des membres de l'ASEAN (1) pour tenter de définir avec eux une approche politique, économique et, éventuellement, militaire — coordonnée en vue de prévenir toute détérioration ultérieure du rapport des forces, régional et mondial, en faveur des Soviétiques et de leurs alliés.

Cette diplomatie du « containment » de la progression communiste dans la région, par rapport aux années 50 où elle visait essentiellement la Chine, réside surtout dans les renversements d'alliances intervenus depuis lors — prolonge et renforce les contre-jeux mis en place par les Américains et les Chinois pour faire obstacle aux ambitions soviétiques et vietnamiennes, souvent perçues dans la région comme planifiées et stratégiquement complémentaires. Les principes idéologiques, les techniques d'exécution et les justifications a posteriori qui les fondent offrent, en effet, des remarquables similitudes et suscitent, ici, de grandes inquiétudes.

Dans ce ballet diplomatique, l'Australie et la Grande-Bretagne jouent un rôle très actif à la mesure de leurs intérêts régionaux et de leur solidarité avec les États-Unis. M. Peacock, ministre australien des affaires étrangères et ministre d'Etat britannique, vient de tenir, à Kuala-Lumpur et à Bangkok un langage similaire à celui de M. Carter. Comme ce dernier, ils font valoir à leurs interlocuteurs qu'on se trouve en présence de « la crise internationale la plus grave depuis la deuxième guerre mondiale » et les invitent à serrer les rangs. Tous deux ont brodé sur le thème du traité de Manille auquel ils ont réaffirmé l'attachement de leurs gouvernements. Ils ont cependant indiqué, à propos d'une éventuelle réactivation de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), créée en 1954 dans le cadre du traité de Manille et dissoute en 1977, que cette suggestion n'avait pas été avancée par les dirigeants thaïlandais et malaisiens au cours de leurs entretiens.

Pour insister qu'elle soit l'idée d'une coopération militaire régionale élargie flote sur ces diverses démarches. C'est en sa qualité de membres du pacte organisé par l'Asie du Sud-Est pour contenir — déjà — la progression communiste en Asie du Sud-Est que l'Australie, de même que la Thaïlande et les Philippines, ont intervenu militairement aux côtés des Américains au Vietnam. Aujourd'hui, le gouvernement de M. Fraser, outre des mesures de rétorsion économiques

et culturelles prises à l'encontre de l'Union soviétique, a proposé d'accroître sa participation militaire à la surveillance de l'océan Indien et de ses routes maritimes vitales pour l'Australie et pour le Japon.

M. Peacock, qui doit se rendre la semaine prochaine à Islamabad, a cependant précisé que son gouvernement n'avait pas l'intention de fournir une assistance militaire au Pakistan.

Pour M. Blaker, il est « utopique », dans les circonstances actuelles, de prétendre ressusciter l'OTASE sous sa forme antérieure. Il est néanmoins nécessaire, selon lui, d'attirer l'attention des signataires du pacte (2) sur « les obligations imposées par le traité de Manille (...) au cas où l'un des membres serait attaqué ou menacé d'une attaque ». On sait la valeur que l'organisation avait attachée à ce principe lors de la guerre entre l'Inde et le Pakistan. En attendant que les menaces se précèdent ou qu'elles s'estompent le long des frontières pakistano-afghane et khméro-thaïlandaise, le ministre britannique a appelé ses interlocuteurs à contribuer à la mise en place de « pressions concertées dans l'espoir d'obtenir, conformément aux résolutions des Nations unies, que les Soviétiques et les Vietnamiens retirent leurs troupes des pays qu'elles occupent ». Les pays de l'ASEAN, qui s'y sont déjà essayés et qui, faute de moyens, ne peuvent que constater la permanence du fait accompli vietnamien au Cambodge préparent-ils leur concours à cette politique ?

Il paraissent, sur la question de l'Afghanistan, divisés entre partisans d'une politique de conciliation et défenseurs de la manière forte. Certains, cependant, ne peuvent que constater la permanence du fait accompli vietnamien au Cambodge préparent-ils leur concours à cette politique ? Ils paraissent, sur la question de l'Afghanistan, divisés entre partisans d'une politique de conciliation et défenseurs de la manière forte. Certains, cependant, ne peuvent que constater la permanence du fait accompli vietnamien au Cambodge préparent-ils leur concours à cette politique ?

Consentants de leur faiblesse et des dangers qu'il y aurait pour eux de se laisser entraîner par des choix incoordonnés dans des alliances militaires ou dans des conflits régionaux au profit des grandes puissances, les dirigeants malaisiens continuent, à prôner une politique d'apaisement. Sans se départir de leur solidarité ni de leurs obligations — que ce soit à l'égard de leurs partenaires de l'ASEAN ou de régimes islamiques « frères » moins modérés qu'eux, — ils ont jusqu'à présent résisté à l'appel à faire renaitre la guerre froide.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.  
(2) États-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, France, Pakistan, Philippines et Thaïlande.

### La menace américaine de boycottage des J.O. de Moscou

Aux États-Unis, où sept athlètes soviétiques sont arrivés, le 22 janvier, pour participer, samedi 26, à une réunion à Portland (Oregon) la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a approuvé, le 22 janvier, à main levée, une résolution appelant au boycottage des Jeux olympiques si ceux-ci ne peuvent être transférés dans une autre ville que Moscou. Selon le porte-parole du département d'Etat, M. Hollings Carter, les premières réponses des pays contactés par les États-Unis en vue d'un boycottage ou d'un changement de site sont « encourageantes ».

Le Canada, l'Australie et la Chine se seraient, notamment, montrés favorables à cette mesure, outre la Grande-Bretagne.

Toujours les gouvernements belge et allemand ont fait savoir qu'ils s'abstiendraient d'une concertation entre les ministres des sports des pays membres de la C.E.S. avant d'arrêter leur position.

### Les hommes d'affaires des États-Unis sont inquiets

De notre correspondant

New-York. — Une majorité d'Américains semblent prêts à soutenir le président Carter dans son intention de boycotter les Jeux de Moscou, mais une minorité, agressive, s'oppose à cette mesure. Ce sont bon nombre d'hommes d'affaires.

Chez les premiers, l'inquiétude prime. Inquiétude d'avoir tant travaillé pendant des années, peut-être pour rien. Inquiétude de sentir sa forme baisser — ou d'en avoir l'impression — pour cause de tension psychologique. Interrogés, dimanche 20 janvier, sur leur piste d'entraînement, les futurs participants à la compétition de patinage artistique — qui n'est d'ailleurs pas menacée — révélaient en toute candeur que leurs entraîneurs les avaient priés de ne pas répondre aux questions des journalistes, mais ajoutaient presque tous qu'ils ne comprendraient pas pourquoi « la politique se mêle de tout cela ».

Mardi soir, 22 janvier, à l'aéroport de Washington, un incident a opposé une équipe américaine de bobs, qui partait à bord d'un appareil de l'Aeroflot, disputant une compétition à Moscou, et les employés des guichets et bagagistes, membres du Syndicat des transports, qui a décidé de boycotter les appareils soviétiques.

Certains officiels des organisations sportives américaines évoquent avec gêne le souvenir des Jeux de Berlin en 1936. L'ancien champion de natation, Eleanor Holm, qui rencontra six fois Hitler à cette occasion et qui, aujourd'hui, soutient le boycottage des Jeux, a vu sans plaisir aller par le Washington Post une phrase d'un article qu'elle avait publié le 7 septembre 1936 dans le même journal : « Il est bien évident, écrit-elle alors, que les États-Unis ne doivent pas abandonner les Jeux olympiques. Pourquoi devrais-je, moi ou un autre champion, être pénalisée

par la faute d'un quelconque Hitler, dont nous n'avons vraiment rien à faire ? »

Pour certains hommes d'affaires, le boycottage des Jeux menace de tourner à la catastrophe : cinquante-huit sociétés commerciales ont signé des contrats de promotion pour leurs produits avec un homme d'affaires de Los Angeles, qui se préparait à lancer toute une série d'articles marqués du signe olympique ou de Moscou. L'ennemi ouvrier qui sera le symbole du « bon accueil » soviétique. Un fabricant de sacs de sport qui devait porter l'emblème des Jeux a stoppé à production. Coca-Cola, Toyota, Gillette et Levi-Strauss, entre autres, se préparaient à une vaste campagne de promotion.

Les dirigeants de Levi-Strauss, qui devaient habiller six mille athlètes, se demandent comment ils vont écouler leur stock. Les fabricants d'immémorables produits alimentaires envisagent d'annuler leur campagne publicitaire axée sur les Jeux de Moscou. Autres victimes : les producteurs de volailles, auxquels le gouvernement soviétique avait commandé cinquante millions de poulets pour assurer le ravitaillement de la marée de touristes attendus à Moscou. Parmi les mesures prises à la suite de l'embarquement des athlètes, le gouvernement américain avait promis d'acheter 5 000 tonnes de poulets déjà surgelés.

Mais les Américains les plus courroucés sont les onze mille supporters qui s'apprêtaient à aller encourager leurs équipes à Moscou et qui ont déjà versé une avance au bureau de tourisme soviétique de New-York. Aux demandes de remboursement qui lui ont déjà été présentées, celui-ci a répondu que les dépôts étaient pour l'instant bloqués et qu'il fallait attendre de voir comment allaient évoluer les événements.

NICOLE BERNHEIM.

### PARIS : ce n'est pas le moyen approprié.

Le conseil des ministres, réuni à l'Élysée, a estimé, mercredi 23 janvier, que « la remise en cause des Jeux ne constitue pas le moyen approprié » pour « restaurer une situation conforme aux droits du peuple afghan ».

Dans les milieux sportifs, la proposition américaine rencontre une large opposition. Après le comité olympique français, les comités portugais et britannique se sont déclarés hostiles au boycottage. Les responsables helvétiques réservent leurs réponses jusqu'aux Jeux d'hiver qui auront lieu aux États-Unis à Lake-Placid (13 au 24 février). Le président du comité américain, M. Robert Kane, a rappelé qu'il était opposé au boycottage, mais pas au transfert éventuel des Jeux.

Le gouvernement français a estimé, pour sa part, que le boycottage « ne constituait pas le moyen approprié » pour mettre fin à l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Les autorités néerlandaises et yougoslaves se sont prononcées dans le même sens. En revanche, la majorité des députés de la Chambre néerlandaise se sont prononcés, le 23 janvier, en faveur du boycottage.

« Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, comme d'habitude, au nom de la dette, nous avons fait les compromis et la trahison. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont fait les Jeux olympiques, nous n'avons pas fait la même chose. Pourquoi papa ? »

« Pourquoi ? Mais parce que, quand les Russes ont







## DIPLOMATIE

### EN SE RENDANT À NEW-DELHI

## M. Giscard d'Estaing souhaite donner « un nouvel élan » à la coopération franco-indienne

Le président Giscard d'Estaing commence, vendredi 25 janvier en fin de matinée, une visite officielle de quatre jours en Inde destinée à relancer la coopération entre les deux pays. La presse de New-Delhi met tout particulièrement l'accent, ce jeudi, sur la collaboration dans le domaine nucléaire.

Le président Giscard d'Estaing entend donner, à l'occasion de sa visite à New-Delhi, ce qu'il est convenu d'appeler le « nouvel élan » à la coopération franco-indienne. Celle-ci existe depuis de nombreuses années, notamment dans les domaines scientifique et technique, mais les relations économiques et commerciales sont demeurées à un niveau très modeste.

L'Inde qui sera portée à ces questions au cours de cette visite est marquée par la présence dans la délégation française de M. Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, qui s'est déjà rendu en Inde en décembre 1978. Le nouveau gouvernement indien venant à peine d'être installé, on ne peut s'attendre à la signature d'un accord. Du moins la visite devrait-elle permettre de relancer un certain courant d'affaires. Les meilleurs industriels français ont en général beaucoup de peine à considérer l'Inde comme un partenaire digne d'intérêt, sous-estimant souvent ses capacités financières et industrielles.

Aussi bien la France se situe-t-elle loin derrière de nombreux pays occidentaux et le Japon, tant du point de vue des investissements que des collaborations techniques ou financières avec des entreprises indiennes ou des échanges commerciaux. Dans les deux premiers secteurs, elle n'atteint que le niveau de la Suisse. Ses exportations vers l'Inde sont cinq fois moins importantes que celles des États-Unis et quatre fois moins que celles de l'Allemagne fédérale. Ses importations sont deux fois moins importantes que celles de Bonn et cinq fois moins que celles des États-Unis et de l'U.R.S.S.

L'Inde recherche moins des usines « clés en main » que des investissements directs ou des prises de participations (techniques ou financières) dans des sociétés locales. Le président Giscard d'Estaing a porté à vingt-deux le nombre de secteurs pour lesquels les participations étrangères sont acceptées. La France a établi de longue date une coopération dans les chemins de fer, la pétrochimie, la recherche et l'exploitation pétrolières, l'industrie charbonnière, la sidérurgie, etc. Des perspectives semblent s'ouvrir pour la sidérurgie (troupeaux coïncides), l'automobile (camions et voitures individuelles), la construction navale (navire océanographique), la construction et mécanique (plate-forme de forage, système de régulation de température, matériel médical), les aciers, les produits chimiques, agro-alimentaire, l'extrusion du béton et de la bauxite, etc. L'Inde est également cliente des industries aéronautiques et spatiales et d'armement.

L'industrie indienne est notamment intéressée par les technologies de pointe et par des collaborations conjointes avec des entreprises françaises dans les pays arabes et en Afrique francophone. Des contrats de ce genre ont déjà été passés pour la fabrication sous licence, par exemple, de matériel électronique de régulation. Plusieurs initiatives ont été prises ces dernières années pour développer les relations économiques bilatérales : création, en 1976, d'une chambre de commerce franco-indienne ; constitution, en 1977, d'une commission mixte franco-indienne mise sur pied d'un organisme plus particulièrement chargé de développer la coopération industrielle entre petites et moyennes entreprises. Une mission du C.N.P.E.P. s'est rendue en Inde l'année dernière. Une autre s'y rendra en avril. A Bombay, capitale industrielle et financière de l'Inde, M. Giscard d'Estaing sera, à la fin de sa visite, l'hôte du responsable de l'un des plus grands groupes privés indiens, M. J.R.D. Tata, en compagnie de personnalités du monde économique et des affaires.

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont été multipliés par sept depuis 1970, mais ils demeurent très modestes et occupent une place marginale dans le commerce extérieur français. L'Inde est le cinquième deuxième client et le trentième fournisseur de la France.

France, celle-ci étant son dixième fournisseur et son septième client. Un obstacle au développement des ventes françaises est le fait que les Indiens considèrent les crédits de Paris comme « chers » par rapport aux conditions accordées par d'autres pays (Allemagne fédérale, États-Unis et Japon, par exemple). Parfois l'obstacle réside dans les tergiversations de l'administration indienne.

La France et l'Inde entretiennent depuis près de vingt ans une coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire. Paris a formé environ trois cents techniciens et ingénieurs indiens, installés sur usines d'eau lourde, livrés à un régulateur. Cette coopération est considérée comme importante, sans cesse en développement, car elle concerne un secteur vital, par le partenariat indien, qui recherche d'autre part, actuellement une solution de substitution aux fournitures d'uranium américain au cas où celles-ci seraient interrompues en raison de l'entrée en vigueur de la loi sur la non-prolifération nucléaire. Des conversations « exploratoires » ont eu lieu avec le C.S.A., portant sur le projet français d'enrichissement de l'uranium (non-proliférant).

Dans le domaine de l'espace, d'après une stratégie de télécommunications sera lancée cette année ou en 1981, depuis Kourou, par la fusée européenne Ariane. Enfin, un accord de coopération scientifique, signé en décembre, prévoit des programmes de recherche et de coopération communs en matière d'océanographie, d'énergie solaire, domaine dans lequel, cependant, la France est déjà suppléée par les États-Unis et l'Allemagne fédérale.

GÉRARD VIRATTE

### LES PROBLÈMES BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNAUTÉ

## La Grande-Bretagne modère sensiblement la présentation de ses revendications

La Grande-Bretagne a changé de ton, mais les moyens de satisfaire ses revendications budgétaires au sein de la Communauté européenne d'apparaissent toujours pas clairement. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer des entretiens qu'a eus, mercredi 23 janvier, à Paris, Sir Ian Gilmour, lord du sceau privé (ministre chargé des affaires européennes), avec M. Barre, François Poncelet et Monory et des déclarations qu'il a faites à la presse et à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

« Nous ne cherchons pas un équilibre général (broad balance), mais un équilibre des compromis », a dit Sir Ian. Bien que M. Barre ait déjà promis, au terme de l'interlocution, conseil européen de Dublin, de faire preuve d'un « esprit de compromis », il apparaît qu'elle revendiquait toujours un « équilibre général » : elle demandait que la Grande-Bretagne soit traitée à l'égalité avec la Communauté, ce qui est contraire à ses principes fondamentaux. Invité à préciser ce qu'il entendait par un « équilibre », Sir Ian a répondu : « Nous ne demandons pas la mise de la balance à zéro, mais une juste répartition des charges et des bénéfices ».

Sur les imbalances budgétaires, il apparaît que Londres

se satisfait sous forme de ristourne de ce que ses partenaires proposent à Dublin. La Grande-Bretagne ne trouve pas sous forme d'actions communes politiques, charbonnières et régionales, des transports, etc. Mais ne s'agit-il pas de subventions déguisées ? Et dans quels délais devraient-elles être versées ?

La Grande-Bretagne modère ses exigences quant à la date des décisions. Il apparaît qu'elle ne veut pas que la révision du Conseil européen (qui ira à Londres la semaine prochaine) de juger quand une solution sera mise pour convoquer une réunion des Neuf.

Sir Ian Gilmour a répété devant ses interlocuteurs l'argument britannique : le fardeau britannique sera cette année insupportable ; la Grande-Bretagne sera le premier payeur, alors qu'elle est « le septième riche ou le troisième pauvre des Neuf », cette situation ne vient pas de l'orientation de son commerce (de plus en plus communautaire), mais de la faiblesse des dépenses communautaires en Grande-Bretagne, l'agriculture absorbant une trop grande part du budget ; c'est à la Communauté de proposer des correctifs suffisants. Ses interlocuteurs français ont fait preuve de « bonne volonté », tout autant — a-t-il dit — Sir Ian.

MM. Barre et François-Poncelet ont cependant fait remarquer, dit-on dans les milieux français, que toute solution fondée sur des actions communes suppose que la Grande-Bretagne fasse preuve de coopération dans les secteurs européens où elle traite les pieds : moulin, pêche, énergie, etc., et que toute ristourne financière ne puisse être que « temporaire et raisonnable ». M. François-Poncelet a fait remarquer que la révision du Conseil européen de la façon appropriée à la situation britannique, celle de l'or amélioré aussi celle du Trésor français, a répliqué le ministre britannique.

M. Barre a souligné que si des aménagements limités étaient possibles, il s'agit de savoir si la Grande-Bretagne accepte les structures et disciplines communautaires, sans quoi se poserait la question de son appartenance à la Communauté. Point qui pique les Britanniques au vif (le Monde du 21 décembre 1979). La Grande-Bretagne, a souligné Sir Ian Gilmour, devant l'IFRI, entend rester membre de la Communauté à part entière. Mais il a aussi déclaré comme M. Thatcher l'avait fait à Dublin : « qu'une « caractéristique » d'un « organisme politique véritable est d'abord d'être capable d'évoluer, de s'adapter, de se modifier, de se surmonter ».

MAURICE DELARUE

## AMÉRIQUES

### Les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation

#### El Salvador

San-Salvador. — Après les troubles du mardi 22 janvier, les autorités salvadoriennes s'efforcent de reprendre la situation en main. Jusqu'alors consignés dans leurs casernes, les forces de l'ordre ont fait leur réapparition, quadrillant la capitale. Mercredi 23, l'armée, a encadré pendant plusieurs heures l'université nationale, où des milliers de personnes s'étaient réfugiées à l'issue de la manifestation de la veille. Dans le grand amphithéâtre de la faculté de droit, décoré de peintures murales et de slogans, se déroulaient des manifestations révolutionnaires, une chapelle ardente avait été dressée pour une dizaine de victimes.

Le bilan de la fusillade de mardi est encore plus lourd que ne l'indiquaient les premières estimations. Selon la commission salvadorienne des droits de l'homme, il s'élèverait à quarante morts, dont dix militaires. Les organisations populaires ont déposé un deuil de trois jours, et l'on redoute de nouveaux désordres dus à l'encerclement des victimes. Encore sous le choc des événements de la capitale, la capitale était en grande partie paralysée mercredi.

À l'aube, une nouvelle fusillade de près de trois quarts d'heure a éclaté à proximité de l'université, faisant au moins trois morts. D'autre part, sept personnes ont été tuées lors d'attentats à la bombe dans la région de Chalatenango, dans le Nord, où une vive répression est exercée depuis plusieurs semaines contre les paysans. San-Salvador même a connu un endossement des installations de transmissions de la radio de l'archevêché. Toutes les stations de radio ont été momentanément coupées sous le contrôle de l'État, et les autorités réitèrent leurs appels au calme. Plusieurs personnes ont déjà été arrêtées, et le gouvernement a ouvert une enquête pour tenter d'établir les responsabilités des derniers incidents. Les responsables des organisations populaires (démocratie) ont été arrêtés. Le secrétaire général du Bloc populaire révolutionnaire, M. Juan Chacón, accusé des agents de la sécurité d'avoir tiré sur la foule. « Après l'échec réformiste de la junte », dit-il, les classes dominantes ont d'autres ressources que de lancer une répression contre notre peuple. Mais, par son ampleur, la manifestation d'unité du 22 janvier a ouvert une nouvelle étape dans la lutte contre l'oligarchie et ses complices ».

Dans le climat de crise provoquée par les événements, chaque camp compte ses forces. Après la démonstration de l'extrême droite, qui avait réuni près de cinquante mille de ses partisans à la fin de l'année, les mouve-

M. Rafael Caldera, ancien président démocrate-chrétien du Venezuela et président du Conseil de l'Union interparlementaire, en voyage à Paris, a été l'hôte à déjeuner de M. François-Poncelet au ministère des Affaires étrangères ce jeudi 24 janvier. M. Caldera s'est entretenu mercredi avec des représentants de tous les groupes politiques français et a donné une conférence à l'Académie diplomatique internationale sur la justice sociale internationale.

## AFRIQUE

#### Rhodésie

### L'ASSASSINAT D'UN CANDIDAT AUX ÉLECTIONS ACCROÎT LA TENSION

(De notre envoyé spécial.)

Salisbury. — Après l'assassinat, mardi 22 janvier, de M. Oliver Samuella, quarante-huit ans, candidat de la ZANU du second Sitshole aux prochaines élections législatives, les autorités britanniques ont ordonné que la campagne ne soit marquée par une « semaine flamboyante de violence ». Le gouvernement britannique, Lord Soames, a demandé, mercredi, que les partis « ne prennent pas de tragique incident de violence comme prétexte pour se rendre justice eux-mêmes ».

La ZANU a en effet annoncé qu'elle avait l'intention de faire protéger ses candidats par des milices armées. Le 22 janvier, des soldats recrutés par des partis politiques et placés sous le contrôle de l'armée. Cette décision ne manquera pas de relancer l'importante question des milices auxiliaires, la ZANU-P.F. de M. Mugabe et le Front patriotique de M. Joshua Nkomo ne cessant de demander leur cantonnement dans les zones rurales, au nombre de seize mille, selon l'armée, circulent librement dans le pays et sont les auteurs de nombreuses provocations et actes d'intimidation.

M. Sitshole a accusé mercredi la ZANU-P.F. d'être l'auteur du meurtre de M. Samuella. Celui-ci était membre du parti dans la province de Maseru, en bordure du Mozambique, a été tué la veille dans sa voiture alors qu'il se préparait à quitter son domicile de Salisbury.

Un porte-parole de la ZANU-P.F. M. Nyoka qualifie les accusations d'être « absolument ridicules », ajoutant que « la vie du candidat d'un candidat inconnu » ne constitue pas un enjeu de la campagne. Selon lui, seule son parti et le Front patriotique « veulent des élections propres ».

Interrogé au sujet du retour de M. Robert Mugabe, M. Nyoka a affirmé qu'il aurait lieu dimanche prochain, et que les préparatifs vont bon train pour organiser un rassemblement de masse à Salisbury à cette occasion. Les Britanniques se montrent cependant moins catégoriques au sujet de ce retour, et continuent de demander la libération des soixante et onze dissidents de la ZANU-P.F. retenus dans des prisons du Mozambique. Selon eux, le retard apporté à leur libération provient du mouvement de M. Mugabe et non des autorités mozambicaines.

Un parti le Front national du Zimbabwe (N.F.Z.), fondé principalement sur l'appartenance au groupe ethnique barotsa, a lancé sur ses listes de candidats trois de ses dissidents, dont le principal, M. Henry Hamadziripi. Il espère mener la ZANU-P.F. dans la région de Fort-Victoria, car les Karangas sont en majorité dans l'armée de M. Mugabe.

CHRISTIANE CHOMBEAU

### Paris et Tunis vont renforcer leur coopération culturelle

M. Mohamed Mzali, ministre tunisien de l'Éducation, a fait, du 20 au 23 janvier, une visite officielle en France qui a contribué à renforcer la coopération bilatérale.

Parlant du principe que « pour avoir des fenêtres ouvertes sur l'étranger, il faut commencer par posséder un chez soi », M. Mzali avait, il y a deux ans, entrepris une œuvre qui généralisait dans le régime l'enseignement de l'arabe, pour en faire la « langue de civilisation », mais qui mettait l'accent, dans le secondaire, notamment dans le secteur des sciences exactes, sur le français, « langue fonctionnelle ». Le ministre entendait ainsi éviter, entre autres, que se produise un phénomène de rejet à l'égard du français. Il a consulté avec son hôte, M. Christian Bouteiller, que l'expérience a confirmé cette analyse et donné de bons résultats.

Parlant de cette coopération, les deux ministres ont retenu quatre lignes d'action prioritaires : 1) la « formation des formateurs » qui évitera à la Tunisie de continuer à recruter la coopération de substitution (utilisation massive de coopérants français) ; 2) la coopération dans le domaine de la télévision et de l'information ; 3) la coopération « triangulaire »,

qui permet aux Tunisiens d'enseigner le français dans certains pays, comme c'est le cas actuellement à Djibouti, aux Comores et en Irak ; 4) le dialogue des cultures.

Dans ce dernier secteur, les Tunisiens ont rendu hommage à la France pour l'effort qu'elle consent depuis quelques années pour mieux faire connaître la langue et la civilisation arabes. Ils ont noté cependant que chaque année, près de cinquante mille jeunes (sur environ cinquante mille) vivant en France reçoivent des cours d'arabe de sixième à l'enseignement secondaire, tandis que près de cinquante mille jeunes (sur environ cinquante mille) vivant en France reçoivent des cours d'arabe de sixième à l'enseignement secondaire, tandis que près de cinquante mille jeunes (sur environ cinquante mille) vivant en France reçoivent des cours d'arabe de sixième à l'enseignement secondaire.

Les deux ministres ont évoqué la prochaine création à Paris de l'Institut du monde arabe, et M. Mzali a souligné que son pays y adhérerait et y apporterait sa contribution. Enfin, il a exprimé la volonté de faire « d'un établissement d'enseignement prestigieux, une école tunisienne », qui a formé les élites tunisiennes.

PAUL BALTA

## CORRESPONDANCE

### LA PROCHAINE FERMETURE DU LYCÉE CARNOT

À la suite de l'article concernant la décision de fermer le lycée Carnot de Tunis et l'évaluation de l'action culturelle française vers le bilinguisme (le Monde du 26 décembre 1979), les associations de parents d'élèves des établissements secondaires français en Tunisie nous écrivent :

« Nous ne sommes pas contre une évolution de l'action culturelle française en Tunisie, mais notre souci est que cette évolution ne se fasse pas au détriment de la sécurité et de la qualité de l'enseignement dispensé à nos enfants et ce, quelle que soit leur nationalité. Nous soumissions qu'elle résulte d'une concertation. Or, au cours de la réunion du 21 décembre 1979 (...), seule l'information a été admise par les services de l'ambassade de France en Tunisie, la concertation préalable avant toute prise de décision étant refusée. »

D'autre part, dans une seconde lettre, les trois délégués français du Comité au Conseil supérieur des Français de l'étranger décla-

rent que « l'appréhension à l'égard de la politique culturelle française à l'étranger est générale et est — hélas — justifiée : une diminution constante depuis 1976 de la part du budget des affaires étrangères consacrée à l'action culturelle ».

Les signataires expriment enfin des réserves quant à l'efficacité des réserves que les jeunes Français disposent de rapport à leur nombre. Certes, en rapport officiel, ils dépassent les trois mille deux cent quatre-vingt-sept enfants français français en Tunisie, ce qui représente 60 % de leurs « effectifs ».

Signalons que ces derniers chiffres ne concordent pas avec ceux fournis par l'ambassade de France à Tunis, qui évalue à deux mille six cents Français, dont neuf cent deux enfants de couples mixtes franco-tunisiens, cinq cent quarante quatre étrangers et deux mille deux cent soixante-sept Tunisiens, soit, en tout, cinq mille quatre cent onze élèves. ... M.D.I.

« Nous sommes convulsés »

DOMINIQUE DROMBES.  
\* Amis des Académies, 85, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

ARABES

EUROPE.

des affaires.



## POINT DE VUE

## Le Grand-Orient de France analyse la situation mondiale et condamne les fanatismes religieux

Le conseil de l'Ordre du Grand-Orient de France, instance suprême de cette obédience maçonnique, vient d'adopter, sous la présidence du grand maître, M. Roger Leroy, à l'unanimité de ses membres, un texte qui est à la fois une analyse de la situation mondiale, une condamnation des fanatismes religieux ou politiques et un appel au sang-froid et au changement de l'ordre établi.

Les titres et les sous-titres sont de la rédaction du Monde.

PAR-DELA la diversité de leurs origines et de leurs options politiques ou philosophiques, les francs-maçons du Grand-Orient de France ont en commun le souci de l'organisation d'une société fraternelle pour tous les hommes où qu'ils se trouvent.

Optimistes par nature, ils s'efforcent de proposer des solutions aux problèmes de notre temps et d'améliorer à la fois l'homme et la société. (...) Au nom de dogmatismes sans concession, l'intolérance, voire le fanatisme se substituent à la raison et attisent la folie des hommes et des nations.

Et pourtant dans le monde entier en crise, aucun pays ne peut se sentir à l'abri des conséquences du drame qui se développe, même lorsque les événements sont de caractère national.

La révolution culturelle chinoise n'a pas été sans répercussions ailleurs, ni les pulsions répressives de la société soviétique, moins encore les mésaventures de la politique intérieure des U.S.A.

Ainsi l'aspect économique de la crise est universellement ressenti. L'augmentation du coût des énergies handicape toutes les économies et plus tragiquement que les autres, celles des pays sous-développés.

Les Etats membres du Comecon ont pu se croire à couvert des phénomènes inflationnistes, protégés par une politique d'autarcie. Ils subissent aujourd'hui les mêmes pressions que les pays de l'Ouest, dans la mesure où ils sont entrés dans le jeu des échanges internationaux.

## On ne peut pas être à la fois Dom Helder Camara et Mgr Lefebvre

Dans l'un et l'autre cas, ces réactions ne sont pas des effets, des conséquences : seulement des signes qui révèlent l'état d'un mal latent, profond, porté en germe par tous les conditionnements, économiques et politiques.

Il ne faut pas aujourd'hui déceler le danger d'une guerre, qui est mené partout depuis des décennies. Peut-on ignorer que depuis 1945, plus de cent cinquante conflits ont éclaté dans le monde et qu'ils se sont soldés par au moins vingt-cinq millions de morts (O'Kaplan, directeur général du mouvement Pugwash). Peut-on faire semblant de découvrir la menace apocalyptique que constituent les armes de la destruction massive (nucléaire ou non), alors que depuis 1955, Einstein et Russell ont mis en garde le monde entier ?

De telles « révolutions » ne sont pas pures. Il n'y a pas d'alibi d'innocence dans une telle conjonction. Délibérément, nous semblons-t-il, on veut faire peur à un moment donné... pour sauvegarder l'ordre établi.

Alors, naturellement, interviennent les ordres religieux.

Aux questions restées sans réponses dans la réalité des faits, à l'inquiétude, à la colère souvent impuissante, on offre l'évasion de l'intemporel.

Renaissance du fait religieux ? Non récupération par les ordres religieux des insatisfactions et des injustices, ultime et constant recours des conservatisme de tout temps !

Khomyeli ne serait pas ce qu'il est si le peuple iranien, assommé de sévices et de misère, n'exprimait son refus d'aller plus loin sur la voie du servage.

Le temps des mollats, ce fut aussi celui des moines qui, au long des temps, ont attisé les « haines gorées » et poussé aux « guerres saintes » pour bloquer les évolutions.

Le discours de Jean-Paul II, habile à utiliser les opportunités progressistes, n'a pas réussi à surmonter l'impératif des dogmes. On ne peut être libéral dès lors qu'on préjuge aux destinées d'une organisation tout entière fondée sur la vérité révélée, intangible... On ne peut

Pour autant, la crise ne produit pas partout les mêmes effets.

Dans les pays industrialisés, les pays libéraux comme les pays communistes, on s'interroge, morose et sceptique... Les thérapeutiques classiques sont sans résultats apparents, et les thérapeutes politiques et économiques perdent leur crédibilité. Des questions graves restent sans réponse :

— Sur l'avenir du travail en société industrielle ;

— Sur la politique des énergies, qui conditionne la nature et la forme des sociétés.

Dans les pays sous-développés, on ne s'interroge plus ! On refuse et on revendique ! On se révolte.

Dans les pays industrialisés, ne répondant plus aux exigences des irrépressibles évolutions, les systèmes sont menacés et leurs tenants s'abandonnent naturellement aux réactions défensives. Cela se traduit notamment dans les moins mauvais cas par :

— L'affirmation du pouvoir exécutif sur le judiciaire ;

— L'interprétation de plus en plus restrictive de la notion de droit d'asile ;

— La mise au pas des universités envahies par l'économie au point que la culture est assujettie aux entreprises ;

— La négation de la souveraineté populaire méprisée par la technocratie. Au pire, là où le totalitarisme est la règle, ce sont les goulags.

Partout donc, dans les pays industrialisés, à des degrés divers, on assiste au même phénomène de la reprise des libertés, de la remise en question des droits de l'homme.

Dans les pays non industrialisés, les réactions à la situation de crise, pour différentes qu'elles soient dans leur origine et dans leur prolongement, ne sont pas moins préoccupantes. On ne veut plus être assujettis à un ordre mondial — dans lequel il est fait bon marché de la dignité de l'homme, — qui n'est pas une valeur économique. On ne veut plus être la victime propitiatoire d'organisations qui, systématiquement, assurent le privilège et nient l'égalité. On refuse les valeurs de ces organisations et on se projette dans la violence.

La peur, l'utilisation de la peur comme moyen de gouvernement, n'est pas un fait nouveau. Il a toujours été exploité par les hommes du pouvoir sur la « capacité de sang-froid » desquels repose l'équilibre du monde.

Jusqu'ici, peuvent-ils aller trop loin, ceux-là qui, aujourd'hui, à Kaboul, rétablissent l'ordre comme ils l'ont naguère rétabli à Prague, à Varsovie, à Berlin-Est ? Jusqu'où peuvent-ils aller les censeurs qui les condamnent, oubliant qu'ils ont, en leur temps, « rétabli l'ordre » en Corée, au Vietnam, en Angola, en République Centrafricaine, au Tchad, au Cambodge ?

Vivons-nous aujourd'hui le temps des impérialismes complices ? Nous inclinons à le penser et c'est pourquoi nous refusons l'irrationnelle délinquance de ceux qui s'abandonnent aux fantasmes de l'apocalypse, mais que nous prenons en compte, gravement, douloureusement, l'opposition des privilégiés et des exploités.

Pour ces derniers, le drame n'est pas à venir. Ils le vivent dans leur chair, tragiquement, désespérément.

## Le discours déphasé de la classe politique...

Eu égard à cette situation qui, pour les francs-maçons, n'est pas et ne peut pas être fatale, le discours de la classe politique apparaît en déphasage. Le désintérêt marqué par le citoyen pour la politique, qui n'est plus la science des gouvernements des Etats, mais la technique de la conquête et de la pratique du pouvoir, nous apparaît comme un symptôme considérable.

Le choix de société qui est proposé ne correspond plus à la réalité des faits. On veut bâtir sur des fondrières.

Le temps est venu, croyons-nous, d'une impérative remise en cause de l'ordre établi dans le monde.

Les inégalités doivent être réduites aux plans nationaux et internationaux.

L'évidence est que cela ne peut se faire que par la redistribution des richesses, des produits et des ressources de la planète.

Cette révolution dans les esprits touche à tous les rouages de la vie sociale, à son contenu et à son contenant, à l'entreprise et à l'écologie.

Rien ne sera jamais assuré qui ne prendra en compte l'homme dans toutes ses authenticités, dans toutes ses dimensions : la seule vraie richesse de l'humanité, sa seule ressource et sa seule espérance, c'est l'homme, au-dessus de toutes les contingences mystiques toujours oppressives, aliénantes.

La philosophie laïque qui « veut que soient donnés aux hommes, sans distinction de classe, d'origine, de confession, les moyens d'être eux-mêmes libres et comptables de leurs engagements, responsables de

La crise que le monde entier traverse est un moment charnière dans la vie des hommes : le temps de l'autoritarisme industriel qui asservit de plus en plus l'homme, et les sociétés industrielles — essentiellement occidentales — incapables de préparer une société dans laquelle l'homme puisse s'épanouir, sont gravement et, croyons-nous, irrévérablement mises en question.

Ou cette évidence est prise en compte et le dialogue doit être imposé par le respect que l'on doit à l'« autre », différent de nous-mêmes, mais égal dans son droit à la dignité, ou ce sera à nouveau le temps des canonniers, des canonnières stoniques.

Les sociétés occidentales ne peuvent plus continuer à vivre au-dessus des moyens de la terre. Vingt-quatre pays sur cent quatre-vingt (à l'ONU) consomment 75 % du produit mondial brut.

Les Etats-Unis, 6 % de la population mondiale, utilisent près de 40 % des ressources minières et énergétiques de la planète.

Pour partie, des sociétés humaines s'abîment dans la surconsommation et se détruisent dans l'hyperconsommation, l'une et l'autre fruits du profit véral.

Dans le même temps, d'autres sociétés en presque totalité meurent de faim, victimes « des gouvernements des pays riches, des multinationales agro-industrielles, des institutions internationales, qui profitent de la faim » (Mme Suzanne Georges).

Dans un rapport récent, l'O.C.D.E., annonçant la récession pour 1980, souligne, qu'outre le problème de la faim dans le monde, les questions :

— Du transfert des technologies ;

— De la pénurie d'énergie, ne doivent plus, ne peuvent plus être ignorées.

La peur, l'utilisation de la peur comme moyen de gouvernement, n'est pas un fait nouveau. Il a toujours été exploité par les hommes du pouvoir sur la « capacité de sang-froid » desquels repose l'équilibre du monde.

Jusqu'ici, peuvent-ils aller trop loin, ceux-là qui, aujourd'hui, à Kaboul, rétablissent l'ordre comme ils l'ont naguère rétabli à Prague, à Varsovie, à Berlin-Est ? Jusqu'où peuvent-ils aller les censeurs qui les condamnent, oubliant qu'ils ont, en leur temps, « rétabli l'ordre » en Corée, au Vietnam, en Angola, en République Centrafricaine, au Tchad, au Cambodge ?

Vivons-nous aujourd'hui le temps des impérialismes complices ? Nous inclinons à le penser et c'est pourquoi nous refusons l'irrationnelle délinquance de ceux qui s'abandonnent aux fantasmes de l'apocalypse, mais que nous prenons en compte, gravement, douloureusement, l'opposition des privilégiés et des exploités.

Pour ces derniers, le drame n'est pas à venir. Ils le vivent dans leur chair, tragiquement, désespérément.

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

## AU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

## M. Marchais : nous restons attachés à l'eurocommunisme et à l'union de la gauche

Au terme des travaux du comité central du parti communiste, réuni les 21 et 22 janvier, M. Georges Marchais est intervenu. Le texte de ses déclarations est publié par « l'Humanité » du 24 janvier. Dans cette intervention, proposée alors que les mesures prises contre M. Andreï Sakharov n'étaient pas connues, M. Marchais reprend pour l'essentiel ses déclarations du lundi 21 janvier à l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2. Il revient, en particulier, sur la manière dont il faut concevoir la coexistence pacifique, et rejette l'idée d'un « statu quo » découlant de « la fausse théorie du partage de Yalta ».

Alors que le parti socialiste met en valeur ses points de convergence avec l'eurocommunisme incarné par le P.C.I. ou le P.C.E., M. Marchais insiste sur le fait que les résultats positifs de la rencontre entre le P.C.F. et le P.C.U.S. à Moscou ne signifient pas l'arrêt de mort de ce courant communiste d'Europe occidentale.

Il se confirme, selon lui, que le P.S. a provoqué la rupture de l'union de la gauche pour des considérations internationales et que son orientation à droite sert « les objectifs de Giscard d'Estaing ». Voilà qui devrait rendre délicat le choix éventuel entre un candidat de la majorité et un candidat socialiste au deuxième tour de l'élection présidentielle, surtout si le seul critère est de ne pas « privilégier la droite ».

« Tout cela », M. Marchais observe que les accords politiques entre partis de gauche restent nécessaires, à condition qu'ils se fassent sur la base d'une union nouvelle. — A.L.

M. Marchais met en cause le P.S. dans la mesure où celui-ci ne parvient pas à distinguer la Tchétchélie, parce qu'elle est située dans la zone d'influence de l'U.R.S.S., de l'Afghanistan, qui n'y figure pas.

« ... explique-t-il, pour résumer cette thèse : en 1980, l'Union soviétique avait en quelque sorte le droit d'interférer militamment en Tchétchélie, parce que ce pays est dans sa zone d'influence ; mais l'Afghanistan n'avait pas le droit de faire appel à l'aide de l'Union soviétique parce qu'il n'est pas « prévu » que le peuple afghan puisse s'engager dans la voie du progrès et de la démocratie. »

« Cette position en flèche du parti socialiste en faveur du statu quo mondial conduit François Mitterrand à reprocher au président de la République de n'avoir pas soutenu avec plus de vigueur les décisions du Pentagone, ce qui est un comble — et à accorder son soutien aux contre-révolutionnaires afghans. En somme, François Mitterrand et le parti socialiste ont le soutien de la zone d'influences dans la classe centrale serait la paralyse de la lutte de classe. »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

chais insiste sur le fait que les résultats positifs de la rencontre entre le P.C.F. et le P.C.U.S. à Moscou ne signifient pas l'arrêt de mort de ce courant communiste d'Europe occidentale.

Il se confirme, selon lui, que le P.S. a provoqué la rupture de l'union de la gauche pour des considérations internationales et que son orientation à droite sert « les objectifs de Giscard d'Estaing ». Voilà qui devrait rendre délicat le choix éventuel entre un candidat de la majorité et un candidat socialiste au deuxième tour de l'élection présidentielle, surtout si le seul critère est de ne pas « privilégier la droite ».

« Tout cela », M. Marchais observe que les accords politiques entre partis de gauche restent nécessaires, à condition qu'ils se fassent sur la base d'une union nouvelle. — A.L.

M. Marchais met en cause le P.S. dans la mesure où celui-ci ne parvient pas à distinguer la Tchétchélie, parce qu'elle est située dans la zone d'influence de l'U.R.S.S., de l'Afghanistan, qui n'y figure pas.

« ... explique-t-il, pour résumer cette thèse : en 1980, l'Union soviétique avait en quelque sorte le droit d'interférer militamment en Tchétchélie, parce que ce pays est dans sa zone d'influence ; mais l'Afghanistan n'avait pas le droit de faire appel à l'aide de l'Union soviétique parce qu'il n'est pas « prévu » que le peuple afghan puisse s'engager dans la voie du progrès et de la démocratie. »

« Cette position en flèche du parti socialiste en faveur du statu quo mondial conduit François Mitterrand à reprocher au président de la République de n'avoir pas soutenu avec plus de vigueur les décisions du Pentagone, ce qui est un comble — et à accorder son soutien aux contre-révolutionnaires afghans. En somme, François Mitterrand et le parti socialiste ont le soutien de la zone d'influences dans la classe centrale serait la paralyse de la lutte de classe. »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

M. Marchais justifie l'intervention en Afghanistan en déclarant que « le parti populaire démocrate »

Le secrétaire général du P.C.F. précise :

« On ne fait pas le bonheur d'un peuple sans lui ou contre lui. Mais on ne saurait au nom de cette lucidité et de ce sang-froid nécessaires pour défendre ce qui est un combat — et à l'acquit de la modification du rapport des forces mondial et des progrès de la coexistence pacifique — que le peuple soviétique ait été l'ennemi de l'impérialisme l'exploitation de la contre-révolution. »

Le P.S. reproche à M. Marchais de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'Estaing

de « trahir » M. Giscard d'











**LOTO** LO 924  
c'est facile, c'est pas cher,  
ça peut rapporter gros





# SCIENCES

## APRÈS LES FUITES RADIOACTIVES DANS LA MANCHE

### Les élus socialistes et communistes s'intéressent de près à l'usine nucléaire de La Hague

Des écologistes du mouvement Green Peace sont arrivés sur place

Cherbourg. — Après le conseil municipal de Cherbourg et la mission d'information créée au sein du conseil régional, c'est le conseil général de la Manche, par l'intermédiaire de sa délégation nucléaire, qui s'est intéressé aux conséquences des fuites décelées sur la canalisation de l'usine de La Hague au cours d'une réunion, le mardi 22 janvier, à la préfecture.

La direction du centre nucléaire s'était fait assister du professeur Marc Doucet, du Service central de protection contre les radiations ionisantes, qui a assuré que les niveaux de doses constatés dans la chair des coquillages pêchés à proximité de ces fuites étaient restés extrêmement bas. « Je suis prêt à en manger pendant un an. Le risque qui peut en résulter pour moi sera comparable à celui que je prends en quittant Paris pour aller passer quinze jours en Bretagne. Interdire la pêche reviendrait à interdire à un Parisien habitant au rez-de-chaussée d'aller loger au trentième étage d'une tour », a déclaré à la presse l'adjoint du professeur Pellerin.

Ces propos rassurants n'ont pas empêché la délégation de la Manche du parti socialiste de constituer une commission d'enquête associant aux élus des représentants du personnel de l'usine, des associations de défense de la nature et des

spécialistes scientifiques ont constitué pour discuter sur place des problèmes de l'usine de La Hague avant de publier un rapport. Une réunion devait avoir lieu vendredi 25 janvier, sur l'initiative des élus socialistes de la Manche, qui recevront à Cherbourg M. Paul Quilès, secrétaire national responsable des problèmes énergétiques au sein du P.S. — M. Louis Darinot, député socialiste de la Manche et maître de Cherbourg, entendra le même jour les porte-parole de la section syndicale C.F.D.T. de La Hague.

Connu pour leur combat contre la pollution des mers en général et leur action contre les pêcheurs de phoques et de baleines, les écologistes du mouvement Green Peace, arrivés mardi dans la nuit de Cherbourg, devaient, pour leur part, réviser, ce jeudi 24 janvier, avec les représentants du comité régional de la C.F.D.T. de lutte anti-nucléaire et du comité contre la pollution atmosphérique dans La Hague, une conférence de presse à bord de leur bateau le Combattant-de-l'arc-en-ciel, pour annoncer une manifestation symbolique lors de l'arrivée — qu'ils estiment imminente — d'une nouvelle cargaison de combustible irradié en provenance du Japon afin d'attirer l'attention des populations sur les dangers que représentent de telles cargaisons.

#### De notre correspondant

au conseil économique et social régional.

Contrairement à la majorité des conseils généraux du Nord-Cotentin et des élus de La Hague, la municipalité d'union de la gauche de Cherbourg n'avait pas jugé utile de répondre, à ce jour, à l'invitation que la direction du centre nucléaire fait en permanence aux élus. Les conseillers régionaux, pour leur part, ont inauguré à cette occasion la nouvelle mission d'information dévolue samedi 19 janvier, à la demande de M. Darinot, qui a obtenu de la direction de la sécurité des transports de combustibles irradiés, le stockage des « produits de fission », la surveillance du site et les rejets dans l'environnement marin et atmosphérique ont fait l'objet de débats courtois entre la direction de l'usine et les conseillers municipaux de Cherbourg, qui ont été manifestement impressionnés par les précautions prises, mais qui ont marqué leur étonnement

qu'un problème technique apparemment aussi facile à résoudre que la fiabilité d'une canalisation ou l'absence de pollution.

Souffrant de ne pas faire suffisamment d'information, la direction a eu beau jeu de faire remarquer aux élus socialistes et communistes qu'ils avaient attendu trois semaines pour aller chercher sur place : « A des chiffres, on ne répond pas par des chiffres, on répond par des faits », a déclaré M. Darinot, qui a ajouté : « M. Darinot, qui a obtenu de la direction de la sécurité des transports de combustibles irradiés, le stockage des « produits de fission », la surveillance du site et les rejets dans l'environnement marin et atmosphérique ont fait l'objet de débats courtois entre la direction de l'usine et les conseillers municipaux de Cherbourg, qui ont été manifestement impressionnés par les précautions prises, mais qui ont marqué leur étonnement

#### Une visite de cinq heures

Pour ce qui est de cette canalisation, régulièrement sondée aux ultrasons et suspendue à des poteaux formés de pieux forés dans le sous-sol marin pour en faciliter l'inspection, on continue d'affirmer à la direction de La Hague que rien ne prouve un vieillissement des tuyaux, que la zone de marée où elle est plus vulnérable en raison des mouvements de cailloux et de galets. Ce n'est pas l'avis de la C.F.D.T. qui estime nécessaire de la remplacer de bout en bout.

Dans les laboratoires, les élus ont été invités à voir, et même à toucher s'ils le désiraient, des tubes d'essai soumis à des tests de sonnettes d'alarme, ont affirmé les chimistes : sa radioactivité, au début du mois de janvier, avait été, en effet, multipliée par cent par rapport à la normale. Les élus se sont retirés satisfaits, semble-t-il, des explications reçues, mais sans savoir comment traduire à leur population leurs « faits d'âme », à l'issue d'une visite qui a duré plus de cinq heures.

RENÉ MOIRAND.

#### En service depuis 1958

### LE RÉACTEUR NUCLÉAIRE G-2 DE MARCOULE VA ÊTRE DÉFINITIVEMENT ARRÊTÉ.

Le réacteur nucléaire G-2, situé à Marcoule (Gard), a été arrêté le 2 février prochain. G-2 est un des premiers réacteurs de la filière graphite-gaz, utilisant l'uranium naturel. En pratique, depuis quelques années, G-2 et son réacteur jumelé G-3 consomment de l'uranium appauvri, sous-produit des usines d'enrichissement. Le réacteur fournissait une puissance électrique de 40 mégawatts, mais ce n'est pas son objet principal : il a été conçu et optimisé pour la production de plutonium destinée aux besoins militaires. Il a été mis en service (divergence) le 23 juin 1958 et a fonctionné de manière satisfaisante, avec une production annuelle de 25 kg de plutonium. Sa durée de vie nominale était de vingt ans.

G-2 est le troisième réacteur électrique à être arrêté, après G-1 à Marcoule aussi, en 1968, et Chinon-1 (Indre-et-Loire), en 1973. La décision d'arrêt a été prise parce que le réacteur présentait des signes assez nets de vieillissement, avec, en particulier, un gonflement du graphite, ce qui exige une surveillance accrue, rend la maintenance plus difficile et diminue la production. Cet argument de la direction est contesté par les syndicats, qui ont demandé le maintien de G-2 en fonctionnement, parce que, selon eux, « il n'existe aucun danger à poursuivre l'exploitation pendant encore trois ou quatre ans », et qu'en période de pénurie d'énergie, la production de G-2, qui couvre les besoins domestiques d'une ville de 100 000 habitants, n'est pas, selon eux, à négliger.

**GALERIE de l'ASSEMBLÉE**

**SOLDE**

**CANAPÉS**

**MEUBLES**

**LUMINAIRES**

9, place Palais-Bourbon (7<sup>e</sup>)

**705-13-30**

*Listes de*

**Mariage**

260.39.30 - poste 233

**AUX TROIS QUARTIERS**

#### Naissances

— Claude et François Bataillon, Cornélius Castoridis, Rilka Walter, ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur petite-fille, Sonia, née le 22 décembre 1979, fille de Gilles et Sparta BATAILLON, 14, rue de l'Amiral-Monclaux, 75014 Paris.

#### Décès

— Alger, Nice, Dijon. Mme veuve Jean Chailand, Mme Claude Chailand et ses enfants, Thierry, Nathalie et Veronique, Mlle Chailand Jeanine, Les familles Bouscari, Lombard, Chailand Georges, Chailand Marcel, Vincent Henri, Mlle Chailand, sa marraine, Et sa famille, Eperon Jean, Martine Paul, Simony, Roussier, Parent et amis de France, de Suisse et d'Argentine, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Claude CHAILAND,** survenu à Marseille, le 11 janvier, dans sa cinquante et unième année. Les obsèques religieuses ont eu lieu le mardi 15 janvier en l'église de Saint-Barnabé, à Marseille, à 16 heures.

L'inhumation a eu lieu le mercredi 16 janvier, à 14 heures, au cimetière de l'Est, à Nice. Mme Claude Chailand, 58 boulevard de la Madeleine, 06000 Nice. Mme Jean Chailand, 14, rue du Temple, 21000 Dijon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M. l'abbé Claude DUVILLARET,** De la part de toute la famille et amis.

Les obsèques ont eu lieu le 16 janvier 1980, en l'église d'Esbèze-Lullin (Haute-Savoie), à 15 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques Pierre Frogerais, son épouse, M. et Mme Henry Fouget, ses enfants, Ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Jacques Pierre FROGERAIS,** chevalier de la Légion d'honneur, président d'honneur des producteurs et exportateurs de films français, survenu à Paris, le 19 janvier 1980, le vendredi 25 janvier 1980, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris (19<sup>e</sup>).

— Mlle Jacqueline Magdeleine, Mlle Jacqueline Magdeleine, Mlle Yvonne Magdeleine et ses M. et Mme Michel Guillot de Sudurant et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, le 21 janvier 1980, de

**Mme Raymond MAGDELAINE,** née Yvonne Cierne, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 23 janvier 1980, à 8 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris (19<sup>e</sup>).

— On nous prie d'annoncer le décès, le 19 janvier 1980, de

**Mme Marcel MOULIN,** née Anne Girard, dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de : Mme Raymond Moulin, sa fille, M. Pierre Carlo, Ses parents et amis. L'inhumation a eu lieu à Montlaur, le 24 janvier, dans la plus stricte intimité.

— Sainte-Marie-sur-Mer, Poria. M. Jean-Louis Terral, ses enfants et petits-enfants, M. André Terral et sa fille, M. et Mme Guy Terral, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Jean TERRAL,** née Madeleine Chambrévent, survenue le 18 janvier, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Le service religieux a été célébré dans la stricte intimité le lundi 21 janvier 1980, en l'église de Sainte-Marie-sur-Mer.

Le Mémorial, 59, boulevard de l'Océan, Sainte-Marie-sur-Mer, 44210 Pornic.

— Mme Georges Viverge, son épouse, Mme Albert Viverge, sa mère, M. Patrick Viverge, Mlle Catherine Viverge, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Georges VIVERGE,** pieusement décédé le 21 janvier 1980, à Paris, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 janvier, à 10 h 30, en l'église de La Madeleine (Paris).

Une messe sera dite le lundi 28 janvier, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris.

32, rue Camartin, 75009 Paris.

— La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ont le regret d'annoncer le décès de

**M. Georges VIVERGE,** directeur commercial, survenu à Paris, le 21 janvier 1980, 51, rue d'Anjou, 75006 Paris.

— M. Charles Guillon, son époux, M. et Mme Fernand Guillon, ses enfants, M. et Mme Marc Lecornu, Mme Anne-Marie Hurst, Jean-François, Isabelle, Laurent et Nathalie Guillon, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Charles GUILLOU,** née Alice Serin, survenue à Casn le 20 janvier 1980, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 janvier à Casn, suivie de l'inhumation au cimetière de Grenelle à Paris (16<sup>e</sup>), à 15 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

32, avenue Félix-Paure, 75016 Paris. Parc de Longueval, 14860 Eauxvilles, 13, rue Chapron, 14120 Mondéville.

— Sa famille et ses nombreux amis ont la douleur de faire part du décès de

**Albert LEMIRE,** survenu le 12 janvier, après une courte maladie.

Ses obsèques ont été célébrées le 17 janvier, au cimetière de Courbevoie, dans la plus stricte intimité.

[Né à Paris en 1902, Albert Lemire, ouvrier métallurgiste, fut le type accompli du militant et de l'autodidacte. Dès la fin de son adolescence, il fut un des dirigeants des Jeunesses communistes. Mobilisé dans l'armée d'occupation de la Rhénanie en 1921, il contribua à diffuser le mot d'ordre de fraternisation entre soldats français et ouvriers allemands, et fut poursuivi par la justice française avec une dizaine d'autres soldats et une centaine de communistes allemands.]

Il fut exclu en 1925 du parti communiste de France.

Albert Lemire milita ensuite à la Fédération des métaux, travaillant à l'A.O.I.P. (Association des ouvriers en instruments de précision). Il y défendit les traditions de la coopérative ouvrière et jusqu'à ses derniers jours, donna des articles à la revue « La Révolution prolétarienne ».

M. et Mme Georges Lévi, Mlle Hélène Lévi, M. Eric Darnot, ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Jacques LEVI,** née Esty Pardoules, survenue en son domicile, le 20 janvier 1980, 15, rue Linné, 75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, le 19 janvier 1980, de

**Mme Marcel MOULIN,** née Anne Girard, dans sa quatre-vingt-septième année.

De la part de : Mme Raymond Moulin, sa fille, M. Pierre Carlo, Ses parents et amis. L'inhumation a eu lieu à Montlaur, le 24 janvier, dans la plus stricte intimité.

— Sainte-Marie-sur-Mer, Poria. M. Jean-Louis Terral, ses enfants et petits-enfants, M. André Terral et sa fille, M. et Mme Guy Terral, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Jean TERRAL,** née Madeleine Chambrévent, survenue le 18 janvier, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Le service religieux a été célébré dans la stricte intimité le lundi 21 janvier 1980, en l'église de Sainte-Marie-sur-Mer.

Le Mémorial, 59, boulevard de l'Océan, Sainte-Marie-sur-Mer, 44210 Pornic.

— Mme Georges Viverge, son épouse, Mme Albert Viverge, sa mère, M. Patrick Viverge, Mlle Catherine Viverge, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Georges VIVERGE,** pieusement décédé le 21 janvier 1980, à Paris, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 janvier, à 10 h 30, en l'église de La Madeleine (Paris).

Une messe sera dite le lundi 28 janvier, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, à Paris.

32, rue Camartin, 75009 Paris.

— La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est ont le regret d'annoncer le décès de

**M. Georges VIVERGE,** directeur commercial, survenu à Paris, le 21 janvier 1980, 51, rue d'Anjou, 75006 Paris.

— M. Jean Warluzel, Le docteur et Mme Yves Warluzel et leurs enfants, M. et Mme Pierre Warluzel et leurs enfants, Mlle Nicole Warluzel, Mme Claude Warluzel et ses enfants, M. et Mme Michel Warluzel et leurs enfants, Le capitaine de frégate et Mme Hubert Follard et leurs enfants, M. et Mme Antoine Le Mière et leurs enfants, M. et Mme Patrick Warluzel, M. et Mme Jacques Warluzel et leur fille, Leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

**M. Charles WARLUZEL,** ingénieur en chef du Génie maritime (S.E.), officier de la Légion d'honneur, leur père, beau-père et grand-père, survenue le 18 janvier 1980 dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Georges, le 21 janvier 1980, Villa les Jarras, Chemin de la Calade, Toulon (83).

#### Remerciements

— M. et Mme Jean-Louis Moreau et leur fille Isabelle, profondément touchés de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de

**Yves MOREAU,** remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

#### Avis de messe

— A la mémoire de

**M. Maxime PERPOIL,** Directeur honoraire de la Banque française du commerce extérieur. Une messe sera dite en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16<sup>e</sup>), le samedi 26 janvier, à 10 h 30.

#### Concours

— Un concours sur titres est ouvert pour trois postes de professeur d'enseignement musical dans les écoles à Beffort. Les candidatures sont à adresser au bureau du personnel, mairie de Beffort, 8000 Beffort.

#### Soutenances de thèses

**DOCTORAT D'ÉTAT**

— Université de Paris-X, vendredi 1<sup>er</sup> février, à 9 h 30, salle 614, bât. G, M. Michel Rodier : « Mesure invariable et valeur ».

— Université de Paris-V, lundi 4 février, à 14 h 30, salle Louis-Liard, Mme Simone Elbaz : « Parler d'Orléans, application de la théorie fonctionnelle, phonologie, inventaire, syntaxe ».

— Université de Paris-V, samedi 8 mars, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Daniel Pecaut : « Classe ouvrière et système politique en Colombie (1830-1930) ».

Quand on est deux, mieux vaut deux.

— Indes Tonic et SCHWEPPE'S Lemon.

**GODECHOT et PAULIET**

86, avenue R. Poincaré (16<sup>e</sup>)

Place Victor-Hugo

**TEL : 727.34.90**

**DIAMANTS**

RUBIS - SAPHIRS - ÉMERAUDES

ACHATS - VENTES

EXPERTISES GRATUITES

**L'UNION FAMILIALE**

créée en 1935

Maison de confiance patrimoniale ne s'occupant exclusivement que de

**MARIAGES LÉGAUX**

Les divines de la plus sélecte de France

17, rue Dauphin - 75006 PARIS

4<sup>e</sup> étage - Téléphone 260.11.37

Messieurs les Directeurs reçoivent uniquement sur rendez-vous

**ne vous laissez pas grossir...**

Ce n'est pas si facile de maigrir. Alors, ne vous laissez pas grossir. Prenez de l'exercice, ne serrez pas votre ceinture. A table, refusez le deuxième passage des plats et buvez Contrex. Boire Contrex, c'est boire utile, utile pour stimuler l'élimination. Pour éviter d'avoir un jour à mener un combat plus difficile, faites confiance à Contrex.



**confiance à**

**Contrex**

... avec un régime raisonnable







# Le Monde DES LIVRES

## Daniel Boulanger, romancier

### • Quand le bouffon trahit le moraliste.

Le « Boulanger nouveau » est arrivé. Mais, quel qu'on dise, le cru de cette année est un peu différent. Il ne s'agit pas de nouvelles mais d'un récit et d'un roman. Je ne vois pas quelle subtilité distingue les deux couleurs anonymes, et, par esprit de contradiction, l'auteur plutôt curieux de mettre dans le même sac le Gouverneur Polygame et la Dame de cœur, pour mieux les opposer aux nouvelles. Quand Boulanger court sur la grande longueur qui, chez lui, ne dépasse, voire n'atteint jamais les deux cents pages, il n'est pas tout à fait le même que sur la courte. Chose curieuse, il est plus débridé, il porte la fantaisie à son comble et le burlesque domine.

Vingt ans séparent ledit roman, le Gouverneur Polygame, qui fut publié en 1960 aux Éditions de Minuit, dudit récit, tout neuf, de la Dame de cœur. Vingt ans où beaucoup d'eau a coulé sous le pont de Boulanger. En tout cas, vingt volumes au moins, dont une bonne dizaine ont accouché une étoile de première grandeur au ciel de la nouvelle. La période qu'il a faite dans le texte court, si dédaigné — parce qu'après tant d'autres distinctions le Grand Prix de Monaco est venu consacrer en 1979, — tend à discréditer ses œuvres d'un peu plus longue haleine. On lui refait le coup de Mampassant : admirable en ses courtes et faible en ses romans. L'amusant, c'est que Guy et Daniel, passant d'un genre à l'autre, vont exactement à l'inverse : Guy vers le réalisme, l'étude de mœurs, et Daniel vers la « déréalisation » maximale.

On a beaucoup parlé du petit monde provincial, clos, tout par-

fois d'odeurs, de saveurs culinaires, tout décoré d'assiettes de porcelaine, tout encombré de coquettes et de rideaux de cretonne, tout empoisonné de racontars, qui surgit des nouvelles de Boulanger. Malgré l'appel qu'elles font à l'attention de la vie par les songes, il est vrai qu'elles baignent plus dans le



• Dessin de Zoran ORLJIC.

réel que ses romans, où règnent l'absurde et l'insolite.

Prenez les deux illustrations qui nous sont fournies aujourd'hui. Il n'y a pas le moindre souci de ressemblance sociale ou psychologique dans le Gouverneur Polygame. A quatre-vingt-trois ans, le notable d'une petite ville, qui a fait carrière aux colonies, a ouvert une « maison divine » où il rassemble non pas douze épouses, mais treize femmes, pour des jeux érotiques mal définis et très peu décrits. Car, tout en assistant à leurs ébats pour leur encore de la vie, Polygame les charme d'abord par ses récits : il a mangé du

ner, dans une construction cin-

naire. La Dame de cœur est farce pure. Elle se joue dans une roquette entre une voyante qui n'a pas le don de prévoir l'avenir et son amant qu'elle entretient parce qu'il ne peut garder une place. Entre coups et caresses échangés, tous deux nous donnent la comédie de l'amour où, comme toujours chez Boulanger, la femme tient le beau rôle.

« Vive les dames ! » crient vingt ans avant le Gouverneur Polygame. Cet acte d'indépendance est chez lui une constante.

Quand on ne voit pas l'avenir, mieux vaut faire advenir ce

qu'on prédit. C'est à quoi s'emploie Madame MATHIE, qui requiert à cette fin les bons services de son ami, au risque de le perdre. Entrées, sorties, chassés-croisés, pas de deux, pas de quatre, oppositions et symétries, nous sommes dans un ballet réglé comme une excellente mécanique et dansé sur un rythme endiablé. Un dialogue sur et vit soutient le tempo. Non, il ne le soutient pas, il le crée, et c'est seulement pour cet échange de balles que le texte semble écrit. De l'art pour l'art, de l'esprit pour l'esprit, avec toutes les limites qu'enferme ce parti pris, c'est-à-dire qu'on oublie vite les manœuvres auxquelles l'auteur prête ses réflexions sur la vie.

On serait donc tenté de faire de Boulanger un moraliste. Il nous caricature et il caricature nos mœurs à travers ses pantins. Mais je me demande si cet artiste du langage, ce poète du dialogue, ce fabricant de comédies ne se sent pas d'abord lui-même. Et d'autant plus que ses facettes ruissellent de tous les feux de l'imagination. Car c'est bien là son terrain d'opération : imaginer des situations sangnantes, et les narrer, les parler, au plus près de la réalité. Ce mélange détonnant de réalisme et de féerie est moins un miroir qu'il nous tend qu'un système de défenses personnelles contre l'angoisse d'exister, de vieillir, de mourir, de ne trouver aucun sens à la vie.

Cet écrivain secret ne se livre jamais mieux que dans ses romans désinvoltes où, se grimaçant en moraliste, un bouffon débauché s'essouffle de ses trouvailles et de ses mots.

JACQUELINE PIATIER.

• LE GOUVERNEUR POLYGAME, de Daniel Boulanger, Gallimard, 185 pages, 24 francs.

• LA DAME DE CŒUR, de Daniel Boulanger, Gallimard, 182 pages, 24 francs.

## Le destin foudroyé des Fitzgerald

### • L'itinéraire en zigzag du couple le plus fou des années folles.

SCOTT et Zelda Fitzgerald présentent aux plus légendes. Leurs figures étonnantes, fantasques, traversent la période de l'entre-deux-guerres, emportées par le vent du succès et l'amour de soi, vers l'échec : la démence pour Zelda, l'élipse littéraire et une mort prématurée d'alcoolisme pour Scott.

On ne s'est pas fait faute de suivre avec complaisance ce qu'il y avait de plus extravagant et d'insolite dans l'itinéraire brisé de ce brillant jeune couple à qui tout semblait promis, et qui a tout perdu très vite. Hollywood a même tiré un grand film de la vie de Fitzgerald.

Toute légende a sa part de vérité. André Le Vot ne l'ignore pas, qui lui rend son dû, mais son intention est sûre : elle consiste à exister Scott Fitzgerald dans sa totalité autant que faire se peut, à travers ses contradictions et ses complexités psychologiques, à partir des textes aussi, où l'écrivain s'ébauche et s'affirme autant que l'homme se recherche et s'autodétruit.

Né en 1896, Fitzgerald a un prénom patriotique et compliqué, Francis Scott Key, hommage rendu à un ancêtre paternel qui servait pendant la guerre anglo-américaine de 1812-1814, le poème dont on tira l'hymne national, la *Bananière étoilée*. La famille du père de Scott Fitzgerald est patriennne, catholique, ancrée dans le Maryland. La branche maternelle est de souche irlandaise.

Au début du siècle, l'Ouest est conquis, les villes l'emportent sur la « grande prairie », c'est l'essor industriel de la côte Est, qui ne va pas sans heurts et débâcles, ainsi que le montre le destin du père de l'écrivain.

PIERRE KYRIA.

(Lire la suite page 21.)

## Les petites Marx

### • Quand Eleanor, Jenny et Laura s'écrivaient...

LES petites Marx sont comme leur père : elles adorent écrire, mais leur style n'est pas le même. C'est aux prises avec les éditeurs qu'elles confient leurs productions. Jenny écrit à Laura, qui écrit à Eleanor, qui écrit à Jenny, qui écrit à Laura, etc. Et leur correspondance, traduite par Olga Meier et merveilleusement présentée par Michelle Perrot, forme un document très précieux. Grâce aux confidences croisées des trois sœurs, on dirait que les murs de la maison Marx, à Londres, deviennent transparents.

Tout le roman familial défile. Karl Marx travaille en forcené ; il achève la première partie du *Capital* ; il retire des objets du Mont-de-Piété. Les filles ont des émois, des chagrins. Le père est malade, il se repose dans l'île de Wight ; il est autoritaire, rousé et sévère ; il a des tendresses aussi. Dans les fonds du tableau se profile la discrète épouse de Marx, Jenny von Westphalen, celle qui fut la « reine du bal de Trèves » jadis. Et passe la silhouette d'Engels, le « général », comme disent les trois sœurs, parfois avec affection, d'autres fois horripilées.

Le temps du bonheur, cependant, ne dure pas. A mesure des lettres, à mesure des années, la lumière s'assombrit. On se plaint, on récrimine, on souffre. Les parents vieillissent. Ils meurent en 1883 et, la même année, Jenny meurt aussi. La plus jeune, Eleanor, se suicidera plus tard, en 1898, en avalant du poison pour chiens. Laura vivra plus longtemps, mais quand elle a soixante-dix ans, en 1911, elle

se suicide un soir de fête avec

son mari, Paul Lafargue. Ces lettres disent qu'il n'est pas commode d'être fille de Marx. Pourtant, les trois sœurs adorent leur père, elles célèbrent son culte : « Tu photographies, écrit Laura, nous a beaucoup plu. J'admire surtout les yeux, le front et l'expression. Les premiers ont cette authenticité « ethnique » que j'aime tant ; sur l'ensemble, c'est la seule de tes photographies où se retrouvent à la fois l'expression de sarcasme et celle de bonté foncière ».

Bonté foncière, peut-être, mais c'est celle d'un ogre. Karl Marx pèse lourd sur ceux qu'il aime. Son amour est une possession. Parlant de sa plus jeune fille, Eleanor, il avoue en toute ingénuité : « J'espère, c'est moi ». Et il faut s'en rendre compte, dans la famille Marx. Homme d'ordre, pointilleux sur les principes, bourgeois de l'époque victorienne, le « roi Karl » ne badine pas, surtout avec l'amour.

Les filles en souffriront. Dans cette ville de Londres, où résident les Marx, passent beaucoup de Français. En 1868, Laura décide d'épouser Paul Lafargue. Marx grogne un peu, accepte, mais il éprouve le contrat de mariage avec la bague d'un tabellion. Un peu plus tard, après 1871, les exilés de la Commune prennent à leur tour le chemin de l'Angleterre, et Jenny, épouse de Charles Longuet, l'épouse.

### Les « nôtres » et les « autres »

Eleanor, elle, jette son dévolu sur Lassagay, mais Marx commence à en avoir assez de tous ces communs, de ces socialistes à la française. Et Lassagay lui est spécialement odieux : qu'est-ce que c'est que ce type-là, habillé d'écossais et brillard, une espèce de libertaire ? Non, vraiment, on ne le laissera pas entrer dans une famille bien sous tous rapports. Et Lassagay, Eleanor s'éprend alors d'un autre socialiste, avowing Marx

fronce encore ses gros sourcils, car les jeunes gens entendent vivre maritalement. Quelle indignité !

Comme elle n'est pas mariée, c'est sur Eleanor, surtout que s'étend l'autorité écrasante du père. On comprend que la mort de Marx soit en même temps une peine et une délivrance. Sa vie change. Eleanor se lance dans un paysage désencombré. Elle peut vivre avec Aveling (qui se comportera avec elle comme une canaille). Elle voyage. Elle prend feu pour la cause tricolore. Elle traduit *Madame Bovary* et les pièces d'Ibsen.

Elle devient journaliste. Son premier article, dans *Progress*, n'est pas futile : il expose la théorie de la plus-value. Tussay s'occupe de syndicalisme. Oratrice excellente, elle harangue jusqu'à cent mille personnes à Hyde Park. Elle défend à tout prix l'œuvre de son père. A ses yeux, le monde est divisé en deux races : « des nôtres » et les « autres ». Gardienne de l'orthodoxie marxiste, même à toutes les querelles du mouvement ouvrier, elle finit par exaspérer les militants socialistes, mais elle lutte pied à pied. Ainsi livrera-t-elle une terrible bataille pour que les papiers privés de son père (à l'exception de la correspondance avec Engels) lui soient confiés.

Doutoureux destin que celui de ces trois femmes, à cause de leur père, de leurs maris, de leur génie propre, mais aussi d'un siècle cruel. De la condition féminine, les lettres, principalement celles d'Eleanor, témoignent. Elles disent la monotonie des tâches ménagères, la longue attente des épouses et des filles, l'ennui des travaux de jour. C'est pourquoi il faut lire cette belle correspondance sur deux registres : l'un est plein du bruit et de la fureur du combat politique ; l'autre, plus étouffé, fait entendre les cris et les émolements de trois natures exceptionnelles, ardentes et mutilées.

GILLES LAPOUGE.

• LES FILLES DE KARL MARX, LETTRES INÉDITES, Aïda Michel, 385 p., environ 50 F.

## « Le Parasite », de Michel Serres

### Une cure d'intelligence

CELA commence généralement par un engouement d'étudiants : « Ah, le cours d'Intel ! — Sur quoi ? — Sur rien, justement, c'est ça qui est fort ! » Les « fans » se racontent les prouesses du maître, excitent sa virtuosité. Chatteries vieilles comme l'enseignement ! — Et soudain, la rumeur déborde les amphes. Les médias s'attachent le phénomène. Les intellectuels s'ingent ses tics. Les dirigeants laissent traîner ses œuvres sur la table basse du living. « Avez-vous lu Intel ? — Pas encore, ma femme est en train, elle lui trouve un charme fou à la tête... » Chaque printemps, la France qui croit penser s'offre ainsi sa coqueluche, pour quelques mois.

Cette année, vous verrez que ce sera le tour de Michel Serres. N'allez pas chercher pourquoi. A lire ce très sérieux professeur d'histoire des sciences à la Sorbonne, élu de Lucrèce, Leibniz, Zola, Musil et Carpeaux, on le croirait plutôt jaloux de sa rareté, loin du « charivari » des ondes d'Etat (le *Parasite*, p. 186). Lui qui ne se voit ni en Diderot de la *saïraie* ni en Voltaire du roi de Prusse, on l'imagine mal en Guy Lux de la philosophie ! Mais il a contre lui sa cinquantaine burinée d'ancien marin, cela compte, désormais, — et d'abord sa réduction d'écrivain.

Barthes et Foucault ont subi le même malentendu pour cause de style, et avant eux toute une lignée typiquement française de touche-à-tout érudits, d'Aldin à Valéry, de Bachelard à Jankélévitch. Plus que jamais depuis l'effacement des idéologies globales, nous sommes rassurés que de grands penseurs nous promènent dans leurs lectures et leurs expériences quotidiennes, à la lueur d'une marotte.

Bergson, c'était l'élan vital ; Teilhard : la convergence ; Foucault : le pouvoir. Pour Serres, tout n'est que *Parasite* !

NAÏF Descartes qui a mis le feu à la maison du *Cogito* avec l'espoir de la reconstruire sans rat au grenier ! S'il avait lu La Fontaine, autrement philosophe, il aurait su qu'on ne bâtit rien, sinon de vain et de cruel, sur l'horreur du désordre. Les rats dérangent le Fermier Général qui, parasite lui-même, dérange les rats. Le monde n'est qu'une suite de repas interrompus, qu'une longue histoire de pique-assiettes, de poux et de *feeding*. Pris dans ces trois accaptements, et trépassé comme il faut, le mot « parasite » permet de tout repenser, de la technique à l'économie, de la matière à la logique, de la culture à la guerre, de la Bible au lapin, là-bas, dans le potager.

par Bertrand Poirot-Delpech

A condition de renoncer à la bigoterie ancestrale de la Raison, Serres n'échafaud pas. Il traverse systèmes, faibles et solides avec les zigzags apparents d'un rongeur dans une bibliothèque. Impossible de résumer en cinq feuillets trois cent quarante pages de coq-à-l'âne savamment concertées. De la chasse, l'auteur passe au parasitisme des clercs, payant leurs repas en discours, rétrologues, humanistes, voltairiens et, aujourd'hui, économistes. Du pouvoir comme stockage par quelques-uns d'informations volées à la multitude, il glisse à la Pentecôte, à la « monnaie », à Hermès ; des formules de politesse du grec moderne, à l'Eucharistie et au Parasitisme ; des rapports de la logique et de la matière à ceux du maître et de l'esclave...

Après un détour entre cigale et fourmi, nous volons avec Rousseau copiant de la musique ou d'énant de laitage chez maman de Warren. Les maladies sont-elles des politiques, et l'inversement ? Les excréments suffisent-ils à expliquer propriété et idéalisme ? Avec la citerne du Joseph de Canaan, la Bible a-t-elle pressenti les mécanismes du capital et de l'inconscient ? L'hypocrisie religieuse n'est-elle pas qu'un moyen pour Tartuffe, qui abuserait aujourd'hui de son savoir économique ? Et si les rapports humains ne sont que captations en série, que croire du *Banquet* de Platon ? Qu'espérer de l'amour ?

Le prochain livre de Serres doit s'appeler *la Randonnée*. Celui-ci aurait déjà mérité ce titre. On n'y progresse pas ; on y va et vient, ramené à l'évidence que l'essentiel du paysage traversé se dérobera toujours, que le hasard reste maître du jeu.

J'ai plaisanté, en commençant, sur les marottes de charmes. Il va de soi que le propos est bien plus sérieux, qu'il marque une étape dans la pensée contemporaine, et ne sera pas sans conséquence.

En gros, Serres dit ceci : il n'y a pas de substance, ou si peu ; il y a de la « relation ». L'informaticien n'a fait que dévoiler et accentuer cette certitude. Les banques de données vont assurer un empire absolu sur la communication. Or on ne peut rien en dire. Le collectif est une « boîte noire ». Aucun système ne colle. On ne devine que des transformations, aux règles transitoires. La dialectique n'est que la logique de l'apparence. Comme Leibniz, Serres pense que les étangs et les poissons sont eux-mêmes pleins de poissons et d'étranges, partant connaissables seulement par fraction. Le réel n'est pas rationnel, mais improbable et miraculeux ; divin, sinon œuvre d'un Dieu ; et source d'émerveillement.

(Lire la suite page 20.)

# FELLINI

## Propos

Dans des propos pleins d'esprit et truffés de nombreuses notes personnelles, FEDERICO FELLINI s'exprime avec spontanéité et sincérité. Il évoque avec talent son travail, son époque, ses fantasmes... ainsi que ses contemporains. Une fresque qui constitue une véritable « Comédie humaine » du 20<sup>e</sup> siècle.

Editions Buchet/Chastel

15, rue de Condé 75006 Paris

# Lire LACAN

## Ecrits

(928 pages)

En collection de poche Points (édition abrégée)

Ecrits 1 (304 pages)

Ecrits 2 (256 pages)

## Le Séminaire

LIVRE I

Les écrits techniques de Freud (320 pages)

LIVRE II

Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse (384 pages)

LIVRE III

Les psychoses (à paraître en 1980)

LIVRE XI

Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse (256 pages)

LIVRE XX

Encore (144 pages)

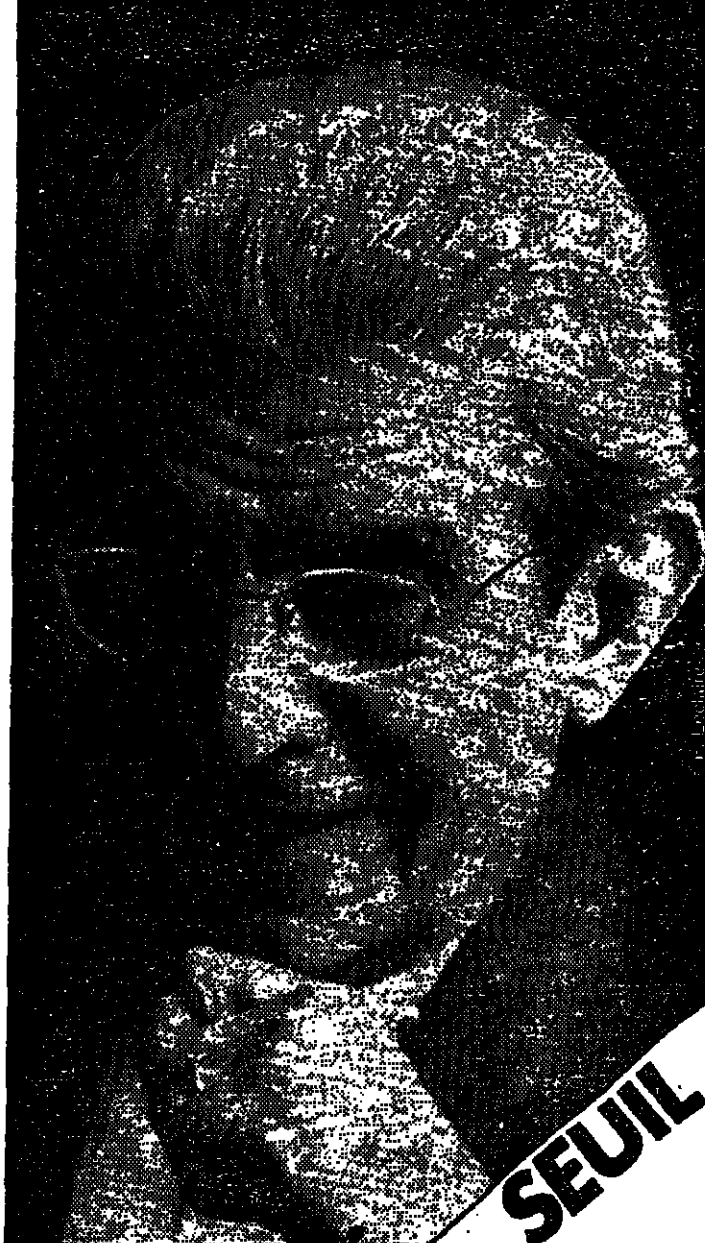
## De la psychose paranoïaque dans ses rapports avec la personnalité

(416 pages) (et en collection de poche Points)

## Télévision

(80 pages)

COLLECTION LE CHAMP FREUDIEN



SEUIL

### Les feuilles des « printemps nouveaux »

MM. Jean Elieinstein, David Douvett et Jean-Michel Toquer, membres du directeur de la SEDPLIS, dont le Monde date 13-14 janvier a annoncé la création, ont présenté les objectifs de cette nouvelle maison d'édition. Sur le plan éditorial, trois collections sont actuellement élaborées : deux autres, de dix volumes chacune, sont mises au point. La première, dirigée par Jean Elieinstein, traite de l'histoire mondiale du socialisme. Son animateur veut qu'elle soit un lieu « de débats et un exemple de pluralisme ». Elle fait appel à des auteurs français et étrangers. Parmi les collaborateurs, on relève, notamment, les noms de MM. Georges Beldin, Jean Bruhat, Henri Nogues, Philippe Robieux, etc. La seconde, « La France, ses révoltes et ses révolutions », est dirigée par Jean-François Kahn, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire les Nouvelles littéraires. Jean-François Kahn sera appuyé par un collectif d'universitaires qui analysera tous les types de révoltes — de la plus progressiste à la plus conservatrice — qui ont secoué la France. Les éditeurs envisagent, à côté de leurs ouvrages de caractère encyclopédique, la création d'autres collections, y compris de littérature générale, d'ici à trois ans.

MM. Douvett et Elieinstein ont défini l'esprit qui préside à leur entreprise. La SEDPLIS, au capital de 770 000 F détenu par quarante-deux actionnaires, dont la part maximale ne dépasse pas 45 000 F, ne dispose

## la vie littéraire

pas de « fonds occultes ». Ce sera une maison « classique », animée par des personnalités de « sensibilités diverses », qui, tout en se situant sur le « terrain de la gauche », élaborera des « produits différents » pour une « propre clientèle ». Ces précisions ont sans doute été apportées pour couper court à certaines interprétations. En effet, une partie de l'encadrement est issue du personnel licencié lors de la restructuration des entreprises éditoriales du parti communiste et qui a ainsi retrouvé un emploi.

### La copulation des insectes.

Il n'est pas évident, à première vue, que la copulation des insectes présente pour le psychanalyste un intérêt particulier. Pourtant, Tobie Nathan, dont les travaux s'inscrivent à la suite de ceux de Georges Devereux, est parti un jour de l'idée qu'il existe peut-être une correspondance entre les divers fantasmes érotiques décrits par la psychanalyse et la vie sexuelle des invertébrés. Il en a résulté, quelques années plus tard, un livre étrange, original et dans l'ensemble convaincant : *La Psychanalyse et son double* (éd. La pensée sauvage).

Cet essai, écrit Tobie Nathan dans sa préface, entend réagir contre la psychanalyse actuelle « bien éloignée du réalisme presque grivois de Freud » et ne pas éluder le fait

que la clinique analytique est aussi inscrite dans le réel. « Si, après sa lecture, ajoute-t-il, quelque clinicien se surprenait à parler à l'un de ses patients en se disant : avec X nous sommes des punaises — ou des araignées — et que cette constatation réclaircisse sur tel ou tel aspect de sa pratique, l'estime-rais être parvenu à mes fins. » — R. J.

### Poésie japonaise

Ishikawa Takuboku compte parmi les plus grands poètes japonais. Fils d'un moine bouddhiste, il est né en 1885, près de Morioka, dans la province d'Iwate. Il mena une vie difficile comme journaliste. Proche des milieux socialistes, il introduira la langue populaire dans la poésie japonaise. Lecteur de Nietzsche et de Bakounine, il ressentit la nécessité de traduire l'expérience poétique dans une forme libérée de tout académisme. Il mourut, en 1912, à l'âge de vingt-sept ans, en même temps que s'achevait l'ère Meiji.

Un recueil de poèmes : « *Ceux que l'on oublie difficilement* », publié en édition bilingue par les cahiers Artélys (84304 Malmaison) et admirablement traduit en français par Alain Gouvet, nous rend sensible l'indéfinissable et poignante mélancolie d'une émotion toujours parfaitement contenue : Au moment de nous séparer, / clignant les paupières, / un peu de froid sur mes joues. / ou encore : Cette femme qui pleurait dans ma chambre / était-elle souvenir d'un roman / ou de l'un de mes jours ? — R. V.

## vient de paraître

**Romans**  
DOMINIQUE ROLIN : *Plafond chez soi*. — Sous couvert de fiction, une insolite biographie. (Denoël, 230 p.)

CONRAD DETREZ : *Le Lait final*. — Des jeunes hommes, au sein d'un bidonville, aiment l'amour et la révolution. Un récit pittoresque par l'auteur de *Flirtes à brûler*, prix Renaudot 1978. (Balland, 165 p.)

BOILEAU-NARCEJAC : *Les Inconnus*. — La vengeance d'un chômeur et d'un « politique », l'un et l'autre rejetés. Un suspense « métaphysique » par l'auteur biographique d'Enfer les morts. (Denoël, 224 p.)

**Récit**  
PIERRE HULIN : *Exilés*. — Les tribulations abstruses d'un sympathisant communiste, employé dans l'agence de publicité du P.C.F. à l'époque de la « guerre froide ». (Ramsay, 200 p.)

**Lettres étrangères**  
LEN DIGHTON : *Le Retour de l'Espion*. — Séverin Champignon dirige près de Nice un empire du renseignement aux buts complexes. Par l'un des maîtres de l'écriture anglosaxonne. Traduit de l'anglais par Anne-Marie Soulez. (Fayard, 298 p.)

JAMES MCLENDON : *Les Travaux de la mort*. — Une exécution collective en Floride. Par un romancier américain, fils du directeur d'une prison d'État en Floride. Traduit de l'anglais par Anne Abihassan. (Laffont, 338 p.)

**Poésie**  
ARMEL GUERNE : *A contre-monde*. — Un recueil de poèmes dont l'édition originale a été publiée en hommage à Armel Guerne par « Poésie à Toulouse ». (Privat, 14, rue des Arts, 31000 Toulouse.)

**Linguistique**  
ROMAN JAKOBSON ET LINDA WANG : *La Chéropé phonique du langage*. — La pensée du chercheur canadien dans un livre-scolaire. La linguistique Jakobsonienne dégage les relations dynamiques qui parcourent la chaîne du langage. Traduit de l'anglais par Alain Kihm. (Ed. de Minuit, 340 p.)

**Essais**  
LEILA SERBAR : *Le Phéophte et la Mennée*. — La place de la femme, face à l'homme des enfants, au sein de leur corps, définie par l'auteur de *On tue les petites filles*. (Stock, 2, 187 p.)

JEAN-MICHEL PALMIER : *l'Expressionnisme et les Arts*. Tome 2. — Après avoir tracé le Portrait d'une génération dans le premier tome, l'auteur montre l'apport de l'expressionnisme à la peinture, au théâtre et au cinéma. (Payot, 332 p.)

**Mémoires**  
BAO DAI : *Le Dragon d'Annam*. — Après vingt-cinq ans de silence, l'empereur Bao Dai évoque son enfance, puis son rôle politique, l'indépendance et l'unité du Vietnam. (Plon, 382 p.)

FRANCIS-LOUIS CLOSON : *Commissaire de la République du général de Gaulle*. — Après le Temps des passions, l'auteur raconte dans ce nouvel ouvrage son expérience de commissaire de la République chargé de la région de Nord et du Pas-de-Calais, de septembre 1944 à mai 1946. (Julliard, 222 p.)

## en bref

« **ZOLA PHOTOGRAPHE** » est le thème retenu pour une réunion littéraire organisée par la Société littéraire des amis d'Emile Zola, le samedi 2 février 1980, à l'hôtel du Pont-Royal, 1, rue Montalembert, Paris-7<sup>e</sup>, à l'occasion de la publication du livre du docteur François Emile-Zola : *Zola photographe* (éditions Denoël).

**L'ACADEMIE MAILLARD A ETABLI SA SELECTION DE LIVRES DE POESIE** pour le quatrième trimestre 1979. Ont été distingués : « Les Ombres et leurs cils », de Valérie Kneuer-Gatta (Gallimard) ; « Poisson-Cœur », de Jean Manabino (Stock/Poésie) ; « Orbe », de Bernard Vargatig (Textes/Flammarion).

**L'AGORA DES POETES**. — Mardi 23 janvier, de 17 à 18 heures, au Centre, 35, avenue Franklin-Roosevelt, la nouvelle « Agora des poètes » de l'Institut du Centre national d'action culturelle et de l'Union des artistes écrivains permettant aux poètes de dire leurs œuvres. Les poèmes retenus seront publiés.

**L'EDITION DE LA POESIE EN FRANCE** est le thème de manifestations organisées par la Bibliothèque municipale de Nantes (5, place de l'Hôtel-de-Ville, 44000 Nantes). Tél. : 725-91-24, poste 533. Le vendredi 25 janvier, à 19 h 30, des animateurs de revues de poésies exposent, au cours d'un débat, le rôle de leurs publications. Le samedi 26 janvier, à 15 h, Bernard Delvalle, auteur d'une « Anthologie de la nouvelle poésie française », et une dizaine d'auteurs invités répondront aux questions du public. Jusqu'au 26 janvier, une exposition présente : « Les tribulations d'un « jeune » poète au système des éditeurs ». (Entrée libre.)

## en poche

### Une manière souveraine

C'EST un ravissement de retrouver la compagnie de Mme de Lafayette. Les éditions Des Femmes nous en donnent l'occasion, en publiant dans leur collection de poche *Histoire de Madame Henriette d'Angleterre*, la Princesse de Montpensier et la Comtesse de Tende. Ces trois récits, moins connus que la *Princesse de Clèves*, offrent autant de charme. Dès la première phrase de la *Princesse de Montpensier* on reconnaît cette allure souveraine qui provoquait les réveries de Radiguet : « Pendant que la guerre civile déchirait la France sous le règne de Charles IX, l'Amour ne laissait pas de trouver sa place parmi tant de désordres et d'en causer beaucoup dans son Empire. »

On ne saurait trop conseiller aux personnes passionnées de fréquenter Mme de Lafayette, car elle éveille les inclinations d'une manière qui en fait ressentir davantage le mystère. Elle montre, en particulier, combien le tourment et l'émotion se raniment l'un l'autre dans les extrémités où les sentiments nous conduisent, lorsqu'ils sont excessifs. « Les passions, dira Goethe, ne sont que des vices ou des vertus à un degré supérieur. »

La plus étonnante, dans une époque aussi relâchée que la nôtre, c'est de lire des textes sans larmes. Dans les récits de Mme de Lafayette, comme dans les *Lettres de la religieuse portugaise*, les sentiments les plus vifs conservent l'équilibre, mais leur expression est gouvernée avec une grande rigueur. Par la suite, la littérature française allait oublier trop souvent cette admirable retenue, et dépeindre l'immolation d'une manière immoderée. De nos jours, les auteurs gémissent volontiers. Ils paraissent ignorer que les aveux trop indiscrets deviennent des grimaces.

FRANÇOIS BOTT.

\* HISTOIRE DE MADAME HENRIETTE D'ANGLETERRE, LA PRINCESSE DE MONTPENSIER, LA COMTESSE DE TENDRE par Mme de Lafayette. Editions Des Femmes, préface de Claudine Hermann, 187 pages. Environ 40 F.

● PARMI LES REEDITIONS. — *Martin Edon*, de Jack London (le Livre de poche), et *Trois Coups de même auteur* (« 10/18 »), la *Maison du peuple*, de Louis Guilloux (le Livre de poche), *Discours contre Dieu*, par le marquis de Sade (textes réunis et présentés par Gilbert Lely « 10/18 »).

## La traversée

« *La traversée* » est un roman de Claude Courcier, paru chez Grasset. L'auteur, qui est aussi un poète, raconte l'histoire d'un homme qui traverse la France de l'est à l'ouest, à la recherche d'une femme qu'il a rencontrée dans un bar à Paris. Le roman est écrit dans un style simple et direct, avec une attention particulière portée à la description des paysages et des personnages. L'histoire est racontée à la première personne, ce qui donne au lecteur une impression d'être présent avec le héros dans sa quête. Le roman est divisé en chapitres courts, ce qui facilite la lecture et permet de suivre facilement le déroulement de l'histoire. L'auteur utilise un langage clair et précis, évitant les fioritures et se concentrant sur l'essentiel de l'histoire. Le roman est une œuvre d'art qui explore les thèmes de l'identité, de la solitude et de la recherche de l'âme sœur. Claude Courcier est un auteur reconnu pour ses romans et ses poèmes, et *La traversée* est une de ses œuvres les plus récentes. Le roman a été bien accueilli par la critique et le public, et est considéré comme une œuvre importante de la littérature française contemporaine. L'histoire est une exploration de la condition humaine et de la quête de sens, et le roman est une œuvre d'art qui mérite d'être lue et appréciée.

## L'apprenti sorcier

« *L'apprenti sorcier* » est un roman de Claude Courcier, paru chez Grasset. L'auteur, qui est aussi un poète, raconte l'histoire d'un homme qui découvre ses pouvoirs magiques et se livre à des expériences dangereuses. Le roman est écrit dans un style simple et direct, avec une attention particulière portée à la description des paysages et des personnages. L'histoire est racontée à la première personne, ce qui donne au lecteur une impression d'être présent avec le héros dans sa quête. Le roman est divisé en chapitres courts, ce qui facilite la lecture et permet de suivre facilement le déroulement de l'histoire. L'auteur utilise un langage clair et précis, évitant les fioritures et se concentrant sur l'essentiel de l'histoire. Le roman est une œuvre d'art qui explore les thèmes de l'identité, de la solitude et de la recherche de l'âme sœur. Claude Courcier est un auteur reconnu pour ses romans et ses poèmes, et *L'apprenti sorcier* est une de ses œuvres les plus récentes. Le roman a été bien accueilli par la critique et le public, et est considéré comme une œuvre importante de la littérature française contemporaine. L'histoire est une exploration de la condition humaine et de la quête de sens, et le roman est une œuvre d'art qui mérite d'être lue et appréciée.

CLAUDE COURCIER

\* Y A-T-IL UN PEU DANS LA SALLE ? de Dard-San Antonio, 100 pages, Grasset.

**JOSEPH GIBER**  
25%  
LA PLEIADÉ  
Dictionnaire Larousse  
BANDES DESSINÉES  
ASSIMIL  
ATLAS  
MUSICASSETTE  
40 BOULEVARD ST-MICHEL (6<sup>e</sup>)  
PARIS 6  
Tél. 21-37-38-58-63 - 81-82-84-85-86  
Cluay, Eclais, Luxembourg

هكذا من الأصل



romans

# La traversée d'une époque

● 1958-1968 : dix ans dans l'existence de Philippe Gavi.

LA quatrième de couverture d'un roman se révèle parfois singulièrement savoureuse. Ainsi celle de *La couleur du ciel a changé*. L'auteur y proclame ceci : « J'ai horreur des autobiographies. Jean s'est construit lui-même comme un grand garçon parmi d'autres... Il sort d'un angle mort, ce mec sous influence, prototype d'une décadence laborieuse... Il est forgé mille et une identités... Je me trouve dans cette liste, mais là s'arrête la similitude. Je ne suis pas vraiment qui des deux a pillé l'autre et écrit ce roman ». Quel qu'il en dise, Philippe Gavi ne m'ôte pas de l'idée que son Jean Brantin n'est pas tellement éloigné de lui. Et les aventures de ce « mec sous influence » (bonne ou mauvaise ?) peuvent, très certainement, être mises au compte de l'auteur. Voici donc une autobiographie déguisée en roman. Un pavé de quatre cents pages. On aimerait pouvoir écrire tout le bien possible de Philippe Gavi. Parce qu'il n'est pas antipathique, qu'il est à sa façon une « very important person », quelqu'un qui compte dans « l'establishment gauchiste » de ce pays. Co-fondateur de *Libération*, il a publié un livre intitulé *Les Ouvriers* (Mercure de France). On lui

doit encore le *Triangle indien* (Le Seuil) et *On a raison de se révolter* (La France sauvage), écrit en collaboration avec Jean-Paul Sartre et Pierre Victor. Il fut en son temps sinon un maoïste déclaré du moins un « compagnon de route ».

*La couleur du ciel a changé*, c'est la traversée par Jean Brantin d'une décennie qui n'a pas ébranlé le monde. Nul ne s'étonnera si, après renseignements pris auprès de nombreux libraires, on affirme ici que de nombreux « anciens combattants » des « comités Vietnam » et de Mai 68, ainsi que de nombreux jeunes gens qui, à l'époque de Paris insurgé au printemps, militaient en barbotine, se sont jetés avidement sur ce livre.

Jean Brantin est un petit bourgeois qui mène des études sérieuses à H.E.C. et se prépare à devenir un des futurs gestionnaires du pays. Quand s'ouvre en 1958, cette année funeste où un général porté par la peur d'une classe politique essouffie et la complaisance d'un peuple montonnier toujours en quête d'un Père, depuis Pétain, retrouve enfin le pouvoir.

Jean Brantin est vaguement politique. On devine même qu'il est fasciné par la parole « patriote » et « nationaliste » que tient le général. Mais il se veut de « gauche ». Il est adhérent à l'UNEF. Il habite au-dessus de chez ses parents, mais il a scotché au réfrigérateur l'affiche d'année 1958, c'est aussi une de ces choses

années de la guerre d'Algérie. Je m'attendais que cette guerre hantât les pages de Gavi. C'était un temps où beaucoup d'entre nous subissaient la condition d'insoumis, de déserteurs, vivaient dans une semi-illégalité. Eh bien non ! la guerre est là, certes, mais lointaine, une rumeur feutrée. C'est-assez curieux quand on pense à ce qu'étaient alors les rues de la capitale, à ce qui se passait dans certaines caves, dans certains commissariats.

Notre héros, qui a formé un « groupe de gauche », qui écrit à l'Express, à Sartre qu'il rencontre, qui « flotte » autour de Mendès France, qui recopie sur ses carnets des citations d'auteurs au programme de cette anthologie est sans doute, elle aussi, « prototype d'une décadence », — à surtout des problèmes de cœur. Encore qu'il conviendrait mieux de remplacer ce dernier mot par un autre. Jean Brantin a visiblement la femme en tête. Elles défilent, petites, brunes, blondes, grosses, bavardes, secrètes. L'une couche, l'autre pas. Brantin drague, colle des affiches, rédige un papier pour les Temps modernes, se confesse à un dominicain exalté, grignote au comptoir d'un café de Saint-Germain, boit un verre à La Rhumerie, court à une « surbrou » rejoint des copains au Nuage ou au Tabou. Quelle vitalité chez ce jeune homme enrobé de son corps, de ses humeurs, de son identité de petit bourgeois !

« Prototype », Brantin finira par s'envoler vers l'Amérique latine. Le virus « tiers-mondiste » l'a rattrapé. Fanana, Brésil, Lima et la nécessaire virée au Machupicchu, un aeste de participation à la « Révolution », avec un B majuscule, s'il vous plaît : un Régis Debray au petit pied glisse le long de la pente savonneuse de ses « contradictions internes ».

Quant au fond, ce livre est irritant. On pourrait penser que Gavi, avec insolence et humour, soumettrait à la « poigne » sur les 12, et closer au pilori une génération de révolutionnaires en robe de chambre. Malgré ma patience, je n'ai détecté ni insolence ni humour. C'est bien triste.

Quant à la forme, le recours au « collage » (journal de Brantin, de sa mère, témoignages d'amis, citations de télex d'agences de presse, etc.) a beaucoup mieux réussi à John Dos Passos. Et l'accumulation de faits menus, sans importance (vu Martine à 8 heures, rencontré Paul à H.E.C.) provoque rapidement une grande lassitude.

Alors, en conclusion, rendez-vous au prochain volume puis-que *La couleur du ciel a changé* n'est que le premier volet d'une trilogie.

ANDRÉ LAUDE.

\* LA COULEUR DU CIEL A CHANGÉ, de Philippe Gavi. Ed. des Arènes, 400 pages. Environ 55 F.

## L'apprenti sorcier

IL faut se méfier des généralités. Si vous affirmez : les écrivains écrivent pour être lus, aimés, gagner beaucoup d'argent et donc être heureux... on vous répondra : voyez Frédéric Dard.

En effet. C'est un cas éloquent du malheur de réussir. Il a écrit, sous son nom, des livres honorables. Mais il a aussi joué les apprentis sorciers, en créant le fameux commissaire San Antonio, et cette vedette l'a complètement éclipsé. Un énorme public réclame son « San-A » mensuel ou presque. Et quand Frédéric Dard affirme : « Mais enfin, le vrai mieux que cela... », ce public s'en moque bien.

San Antonio, c'est la dérision, les à-peu-près, les jeux de mots défilants, les interruptions brutales du récit au profit de remarques parfois saugrenues, toujours savoureuses. C'est une énorme liberté par rapport à l'action et à l'écriture, aussi énorme que la fidélité à l'écriture. Et c'est cette façon de ne pas prendre la littérature au sérieux qui a sauté au cœur de pas mal de Français, excédés de notre manque d'humour national. San Antonio, c'est plus qu'un personnage : c'est un style.

Or, et il ne s'en est jamais caché, Frédéric Dard n'en est pas fier. Vous avez beau lui répéter que San-A, c'est bon, que l'important, c'est de plaire, que le public a bien raison, en dernier ressort, l'auteur bouda. Il méprise « ses petits polars pour bibliothèques de gare ». C'est donc pour cela que, cette fois, il a décidé de surpasser son trop célèbre commissaire. Par quel moyen ? En écrivant un San Antonio avec sa plus belle plume de Dard ? Ou belle plume de Dard ? Ou belle plume de Dard ?

encore un San-A hyper-correct, à la manière d'Agatha Christie... Ce serait logique. Eh bien, pas du tout. Il fait exactement le

contraire : un roman Frédéric Dard, sauce San Antonio. Y a-t-il un Français dans la salle ? Comme toujours, c'est bon. San Frédéric nous offre une époque truculente, moderne, où la politique et l'amour se mêlent comme les cœurs des graffiti nafs. Un président de groupe de la majorité, régénéré par la passion, va tenter de renverser le gouvernement pour le bien de notre pays.

Cette histoire, Antonio Dard l'écrit au fil de ses humeurs, avec sa générosité coutumière. Il craint moins que jamais de provoquer ou de choquer. Les amateurs apprécieront, au passage, l'histoire de la queue du chat. Il y a même de bien belles pages, des envolées dignes de Pagnol. Et encore et toujours, nous retrouvons ce doute qui taraude notre homme, et qui lui fait écrire, parlant de sa personne : « Un petit amour d'adultère, à la sauve, à la man-que, à la con, plein de sa folle d'écriture, et qui écrit vaillamment, rien qui vaille beaucoup, hélas, mais en grande passion, crie-le et pardonne-lui. »

Autant pardonner à la terre de tourner, c'est tout aussi inévitable. Ecoutez, Frédéric Dard, la littérature, nous sommes sans doute de plus en plus nombreux à savoir de moins en moins ce que c'est. Mais si San Antonio daignait nous l'expliquer, nous y prendrions un plaisir extrême. Doutez de vous si vous voulez, c'est votre droit. Moquez-vous de tout, de nous, des institutions. Passez du coq à l'âne. Dépechez les limites, elles sont là pour ça. Mais surtout, surtout, ne vous arrêtez pas.

CLAUDE COURCHAY.

\* Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? de Frédéric Dard - San Antonio, « Fleuve noir », 414 pages. Environ 55 F.

## Le cinéma de la mémoire

● Une journée américaine de Jean Thibaud.

CE livre s'appelle, de manière aragonienne, *Amérique romane*, mais il pourrait s'appeler *l'Amérique mémoire*. Jean Thibauden y découpe et y fixe en effet des morceaux vifs du souvenir. Souvenir d'une maison américaine. Souvenir d'une journée américaine : celle du 15 avril 1967, où une manifestation pacifique, à New-York, lui a fait rencontrer Nancy. A partir de là, se met en place un cinéma de la mémoire qui avait déjà trouvé à s'exprimer en 1971 dans une émission de France-Culture intitulée « A Western Memory » et qui, aujourd'hui, prend la forme d'un livre attendu et inattendu.

### Une clameur insistante

De ce « roman », l'auteur dit : « A la fin, mon lecteur idéal serait celui qui prendrait des choses ou un rasoir et découperait certains passages et mettrait le reste dans sa poubelle... Cette Amérique va prendre forcément la forme d'un livre. Je lui préférerais celle du journal. » En réalité, ni livre ni journal, ce travail sur la mémoire est surtout l'expression du pouvoir, très réel et très rigoureux, que peut exercer une écriture sur un donné authentiquement vécu, authentiquement livré, à l'état de documents souvent, de lettres, de fragments, d'images mémorielles intenses.

Ce pouvoir va-t-il jusqu'à transformer le souvenir en fiction ? La question ne cesse d'être posée à travers ce texte. Mais la réponse est complexe à saisir. Elle tient peut-être essentiellement à la mise en évi-

dence, à travers un réseau de signes très subjectifs, d'une « conscience américaine » merveilleusement confondue ici avec une conscience américaine. Conscience qui intègre aussi bien les images de la *Chapuche* jamaïque de John Ford ou des romans de Fenimore Cooper, que les appels militants venus des États-Unis des années 60 : mobilisation historique contre la guerre du Vietnam, voix de Martin Luther King ou de Malcolm X, destruction des livres militaires dans les universités. Mais, par-dessus tout, la clameur insistante : « Faites l'amour, pas la guerre ! »

C'est bien cette clameur que Nancy perçoit, entend, met en pratique, laissant dans ce texte la trace obéissante, ineffaçable, de son corps nu. Rencontre, retrouvée, perdue, mêlant son anglais au français de ce livre, y inscrivait la marque d'une double culture, elle fait de l'Amérique d'abord une étonnante histoire d'amour. Mais elle en fait aussi une histoire politique dans le sens le moins suspect du mot, tant cette conscience américaine paraît porteur de lucidité, annonciatrice d'un nécessaire renversement des dogmes, traversée d'une promesse de vraie modernité.

Que cette modernité naisse de la mémoire et y retourne fait le prix de ce « roman » provocant. Il ouvre dans l'écriture d'aujourd'hui une voie qui ne peut que se chercher. Jean Thibauden, depuis *Une cérémonie royale* jusqu'à ce livre, en passant par *Imagines la nuit* et ses écrits sur Mai 68 en France, s'y est avancé plus que personne. C'est une voie qui, par le sens du montage des signes, la perception audio-visuelle du langage, l'écoute des messages de notre temps, tourne résolument le dos aux arrière-gardes.

RAYMOND JEAN.

\* L'AMÉRIQUE ROMANE, de Jean Thibauden, « Diogenes », Flammarion, 120 p., environ 40 F.

## JOSEPH GIBERT

25% DE REMISE sur les prix marqués (livres neufs)

26, BOULEVARD ST-MICHEL (6<sup>e</sup>)

MÉTRO ODÉON - LUXEMBOURG (R.E.R.)

AUTOBUS : 21-27-38-58-63 - 81-82-84-85-86-87-89

Arrêts : Cluny, Ecoles, Luxembourg

- LA PLÉIADE
- DICTIONNAIRES LAROUSSE
- BANDES DESSINÉES
- ASSIMIL (livres, enregistrements)
- ATLAS (historique, géographique)
- MUSICASSETTES

## GMAT - TOEFL U.S. UNIVERSITY PREP

Offered by the ONLY accredited American Institution of Higher Education in Europe

40 hr. prep. January 29 - April 3

16 hr. prep. February 18 - March 12

Mon. and Wed. 18:45 - 20:45

Higher Educational Skills Institute

AMERICAN COLLEGE IN PARIS

31, Avenue Bosquet - 75007 PARIS

Tél. 535-91-73, extension 35



œuvres mineures, MARILE DE PADOUÉ par C. Joudy et J. Quillet (bilingue français-italien), 16 x 24, 228 pages, relié ISBN 2-222-21222-5

Documentation gratuite sur demande

Editions du CNRS

15, quai Anatole France, 75008 Paris

## CAHIERS CONFRONTATION

dirigés par René Major

### N° 2. L'ETAT CELLULAIRE

La psychanalyse en état de qui-vive

Une expédition hasardeuse, une boussole rouillée - et voici qu'un jeune Français de vingt-quatre ans découvre la dure réalité de l'esclavage...



A. GUINNARD

## TROIS ANS D'ESCLAVAGE DES PATAGONS (1856-1859)

Vif, drôle et pittoresque : un témoignage sur les années folles du mirage californien

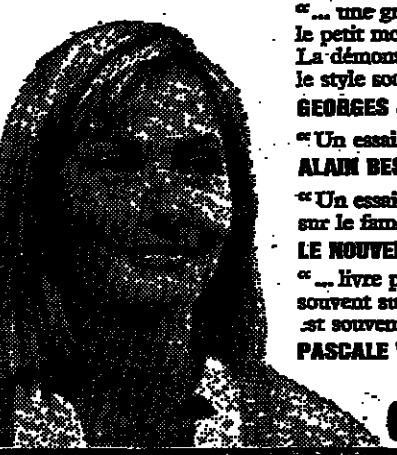
A. BENARD DE RUSSAIE

## JOURNAL DE VOYAGE EN CALIFORNIE à l'époque de la ruée vers l'or 1850-1852

AUBIER

## BLANDINE BARRET-KRIEGLER

## l'Etat et les esclaves réflexions pour l'histoire des Etats



«... une grenade inattendue dans le petit monde anti-étatique. La démonstration est rigoureuse, le style souvent éblouissant.»  
GEORGES SUFFERT (LE POINT)  
«Un essai vif, clair, prometteur.»  
ALAIN DESANÇON (LE FIGARO)  
«Un essai - brillant - sur le fameux monstre froid.»  
LE NOUVEL OBSERVATEUR  
«... livre provocant, novateur... souvent superbement écrit parce qu'il est souvent superbement pensé.»  
PASCAL WERNER (LIBERATION)

CALMANN-LÉVY

## Découvrez MICHEL DEL CASTILLO historien

## LES LOUVES DE L'ESCURIAL

«Les Louves de l'Escorial, comme tirées vives d'un tableau de Goya, femelles tapies dans le sombre palais, hantées par la volupté de la mort, surgissent d'un siècle halluciné. Michel del Castillo, sans manquer à la rigueur historique, fait sonner de beaux éperons d'or dans la défroque des Bourbons d'Espagne décadents. Il a le sens du sang, le regard noir des hidalgos, le respect de la misère et un goût très aristocratique de la mort acceptée.»

MARCEL JULIAN

Perrin





# lettres étrangères

## e. e. cummings et la suspicion

Un roman de guerre pas comme les autres.

POUR Cummings, la guerre de 14 n'est pas la nouvelle violence du Feu, de Barbusse, ni l'Adieu aux armes, d'Hemingway. C'est quelque chose de moins visible, et de plus prophétique aussi : la suspicion dans une nation en guerre (en l'occurrence la France). La lutte contre les suspects de toute sorte (race, sexe, religion et nationalité). La destruction de ceux que l'Etat regroupe dans des camps — ils existaient en 1914. L'essentiel n'est pas la torture (depuis on a fait mieux en Allemagne nazie, en Algérie française ou en Argentine), mais le décompte commun aux pays de l'Est et de l'Ouest, le virus libéral qui atteint la plupart des Etats au vingtième siècle et qui se nomme ici « goulag », ailleurs « chasses aux sorcières ».

Qui sont les femmes et les hommes internés en 1917 au « camp de triage » de La Ferté-Macé (Orne), France ? « Toute personne », explique Cummings, « que la police dénâchait dans la douce France et qui remplissait les conditions suivantes : 1) être innocent de trahison ; 2) être incapable de le prouver. Quand je dis trahison, je fais allusion à toutes les sales petites habitudes de liberté — de pensée ou d'action — qu'on ensevelit en temps de guerre, croyant naïvement que de leurs cadavres surgiront des violettes dont le parfum réjouira tous les hommes et de bonne volonté et leur apportera l'oubli des peines. » Mais, précise Cummings, aujourd'hui encore, en l'an de grâce 1920, le fort de Leavenworth, prison militaire pour les objecteurs de conscience, dégage un parfum que certains Américains trouvent délicieusement « américain », s'il se soumet Cummings refuse de se désolidariser de son compagnon. Il refuse également de se plier à la logique officielle du moment. La question : « Pourquoi s'être engagé ? » La réponse : « Parce que vous détestez les Boches ? » La réponse : « Non, parce que j'aime les Français. » L'affirmation : « Il n'est pas possible d'aimer les Français sans haïr les Boches. » Voilà le crime :

refuser le syllogisme des maîtres penseurs. Le camp. Déjà le principe de la destruction de l'homme : la hiérarchie — « Apollon », le monstre, le directeur et, dans son sillage étalonné, le gestionnaire, le cuisinier, les plantons. Déjà les instruments de la dégradation : la peur chez les prisonniers comme chez leurs gardiens — l'étonnante pyramide de la peur qui assure la stabilité de l'édifice. Le harcèlement sexuel des femmes qui vont au « cabinet » plus souvent qu'à leur tour. Déjà, le mécanisme le plus subtil de la décomposition et de la pacification qu'est l'interiorisation par la victime de la discipline et de la peur. Les êtres mutilés en viennent tout « naturellement » à mutiler « délibérément » les plus faibles qu'eux-mêmes. La solidarité est brisée, la résistance impossible, l'appartenance des « baptes » insupportable. Une effroyable galerie d'êtres réduits à des stéréotypes par le système du camp. Figures à la Goya. Caricatures obèses ou filiformes. Dessins médiocres d'humains transformés en bêtes ou en oiseaux. Personnages de bandes dessinées. Un univers hors du temps — où il ne se passe rien. Une énorme caisse à jouets grisâtres débordant de marionnettes désarticulées. Pourtant, chacun conserve ses particularités. Les bourreaux ne se confondent pas avec leurs victimes.

Bien sûr, il y a des « excès » dans ce roman hyperbolique d'un poète de vingt-cinq ans — mais à l'autant de clins d'œil qui commencent les maladroites. Lorsque le roman parut aux Etats-Unis en 1922, le public fut frappé par l'audace du langage, la fantaisie de la ponctuation, la liberté dans l'emploi de la majuscule et de la minuscule (e. e. cummings écrit son nom en minuscules).

Ce qui frappe aujourd'hui, dans ce classique américain du vingtième siècle, c'est un message de résistance au moment où les libertés sont plus que jamais menacées. C'est aussi, dans ce texte admirablement traduit — transcrit ? ré-écrit ? recomposé ? — par Jon Grossman, une écriture exigeante, chaleureuse et sceptique tout à la fois, celle d'un poète aussi jongleur que William Carlos Williams, aussi créatif que Ezra Pound — mais sans doute plus concerné par le destin de l'homme. Son plus court poème (1) :

Rien, l'injuste se lamente  
N'est juste (ni in-) le juste  
(riposte).

PIERRE DOMMERGUES.

\* L'ENORME CHAMBERES, d'E. E. Cummings, Christian Bourgois, 284 p., environ 53 F.

(1) E. E. Cummings 68 et 69 poèmes, de Christian Bourgois, 275 p., également traduit par D. Jon Grossman.

## Le destin foudroyé des Fitzgerald

(Suite de la page 17.)

A la tête d'une petite entreprise de meubles d'osier, il fut faillite, devint représentant de commerce, finit par être congédié ; à cinquante-cinq ans, c'est un raté ; son fils, qui a onze ans, en est profondément affecté. Reste la mère ; elle se montrera fantasque, abusive, ridicule.

Dans cette éducation chaotique l'écrivain a vu la source de ses faiblesses. Il écrit : « Pourquoi ne perdrai-je pas la raison ? Mon père était un faible d'esprit et ma mère une névrosée, rendus à moitié fous par ses gosses pathologiques. » Déjà, l'échec et la folie.

### Narcisse à Princeton

Jeune homme, Scott va fuir le complexe du pauvre et subir la fascination de condisciples élégants et riches. On verra ainsi le Narcisse transi découvrir ses premiers émois pour des jeunes filles dont la beauté rejoint une situation sociale avantageuse. Conscient de sa fragilité, il a le souci de briller, de se montrer le plus fort ; il le reconstruit : « J'étais convaincu d'avoir de la personnalité, du charme, du magnétisme, de l'assurance, et la faculté de dominer les autres. Sûr également d'exercer une fascination insidieuse sur les femmes. »

Ainsi, lorsqu'il se retrouve à Princeton, a-t-il moins envie de briller par ses facultés intellectuelles que par le côté esthétique, détaché et « good sport » qui est de bon ton dans une université pour gentlemen. Côté cœur, c'est évidemment la jeune fille la plus riche, la plus admirée qu'il choisira : une certaine Ginevra King. Aventure sans lendemain comme est sans gloire son étape universitaire.

La guerre. Sous-lieutenant, Scott rêve de s'y illustrer. Il n'en aura pas le temps : l'armistice est signé alors qu'il doit s'embarquer pour l'Europe. Il a raté sa guerre, mais, après des poèmes, il a écrit l'ébauche d'un roman au titre révélateur : *L'Egoïste romantique*. Et puis, il a rencontré Zelda Sayre, une fille du Sud, brillante, intelligente, passionnée et fantasque, autant que ravissante. Il l'épousa en 1919, pour le meilleur et pour le pire, et il ne s'agit pas ici d'une formule.

### Sur le toit du taxi

En elle s'incarne le type de la nouvelle femme américaine : audacieuse, enjouée, garçonne, prête à rivaliser en équilibre avec l'homme ; décidée à s'amuser, quitte à bousculer valeurs traditionnelles et tabous — le type même du *flapper* que l'on rencontre non seulement dans les romans de Scott, mais aussi bien ailleurs, singulièrement dans les nouvelles de Paul Morand. Y a-t-il, sous l'énigmatique personnalité à facettes de Zelda, un déséquilibre grave ?

En tout cas, lorsque John Dos Passos la rencontre en 1922 et se retrouve seul avec elle dans une nacelle de la grande roue du parc d'attractions de Coney Island, une de ses remarques lui

fait penser : « Cette femme est folle. » De même, Rebecca West écrit : « Son profil semblait exister sur deux plans différents (...) son visage était inégal et ressemblait aux portraits de fous par Géricault (...). Il y avait en elle quelque chose de très attrayant, mais d'effrayant. »

Après un séjour morose dans une agence de publicité, la publication de *L'Enfer du paradis*, le succès que vont rencontrer les nouvelles de Fitzgerald permettent à l'écrivain de vivre de sa plume.

Le couple est en vue, on attend beaucoup de sa fantaisie, comme ces extravagances qui réjouissaient les écrivains de New-York lorsque Scott se débattait au muséo-hall, que Zelda plongea nue dans le bassin d'Union Square et que tous les deux descendaient la Cinquième Avenue en taxi : l'un sur le capot, l'autre sur le toit. En fait, les heurts existent déjà entre eux : Zelda s'ennuie lorsque Scott écrit, elle veut être, elle aussi, un écrivain célèbre ; un jour elle en viendra à haïr ce mari qu'elle adore.

Naissance d'un enfant, voyage en Europe... L'œuvre de l'écrivain va se poursuivre et la légende dorée de la folie d'un couple aussi. Scott a depuis longtemps découvert les vertus magiques du gin, et l'« archange » blond que dessine Zelda peut devenir cette pitoyable figure qu'évoque notamment Hemingway dans *Paris est une fête*. Des scènes atroces, des parades, des chutes et de nouveaux départs. Le destin des deux êtres ira jusqu'au pire : en 1940, Scott Fitzgerald meurt d'une crise cardiaque, épuisé, oublié, acharné à gagner de quoi payer les traitements coûteux de Zelda, qui mourra, brûlée vive, dans l'incendie d'un centre psychiatrique en 1948.

### Un écrivain suicidaire

S'appuyant sur une documentation considérable, extrêmement riche, recoupant les témoignages de ceux qui connurent Scott et Zelda, comme Nancy Milford, Andrew Turnbull, Sara Mayfield, qui avaient déjà apporté leur contribution à la connaissance de l'écrivain (1), André Le Vot a réussi une biographie exemplaire : méthodique, sérieuse, agréablement écrite. Il a dégagé très nettement les thèmes de l'œuvre dont il retrace l'évolution, montrant les points de rencontre entre fiction et réalité.

Cette biographie est donc aussi une étude littéraire et thématique d'importance. Le rapprochement qu'André Le Vot effectue entre Scott Fitzgerald et Drieu La Rochelle semble juste : il est vrai qu'il y a chez l'un et l'autre du belâtre mou, et abusé, ainsi que le constat d'un écrivain suicidaire. A la fois complexes et victimes d'une période de transition, entre deux guerres, entre la prohibition et la grande dépression, entre le sentiment de l'échec et la quête d'une identité, la fascination de vaincre et le goût de se perdre.

La véritable célébrité de Scott Fitzgerald est, en tout cas, posthume. En 1939, les droits

(1) Nancy Milford, *Zelda*, Stock, 1970 ; Andrew Turnbull, *Scott Fitzgerald*, Le Livre de Poésie, 1969 ; Sara Mayfield, *Scènes from paradise*, Delacorte press, New-York, 1971.



\* Dessin de Bernard Gheer.

d'auteur de l'écrivain étaient inexistantes : 33 dollars ; et ses livres étaient devenus introuvables. Le dernier roman publié de son vivant, *Tendre est la nuit*, n'avait atteint qu'un tirage modeste : treize mille exemplaires. Le personnage était plus connu que l'auteur. Fitzgerald a eu sa revanche après la guerre et de plus en plus ; c'est ainsi que, entre 1961 et 1971, on ne dénombre pas moins de dix-sept ou-

vrages qui lui sont consacrés. Des centaines de milliers d'exemplaires pour ses romans, des adaptations cinématographiques (trois versions de *Gatsby*), ainsi que le souligne André Le Vot, l'industrie Fitzgerald bat son plein... Culte explicable d'une société en péril pour un écrivain du vertige.

PIERRE KYRIA.  
\* SCOTT FITZGERALD, d'André Le Vot, Julliard, 468 p., env. 72 F.

## Grand Prix du Roman de l'Académie française

Henri Coulonges

*L'Enfer du paradis*

*Le Livre de Poésie*

des femmes  
du MEF éditent...

### La dentelle du cygne

Annie Cohen

Intense, lyrique, superbe...  
Cécile Milon, Les Nouvelles Littéraires  
Pour écrire ce petit livre qui est un long poème sur la solitude et l'angoisse d'une femme, Annie Cohen a vécu une année entière fuch à Paris, son personnage.  
Maurice Couillard, Météo, Châteauneuf  
Oui, mais dix fois dans la nuit, on se reconnaît.  
Donatella Salsarini, Vendredi  
Qui est Marie ? Un peu de vous, un peu de moi. Si ce livre, le premier récit d'Annie Cohen avait une couleur, ce serait un gris irisé. Une musique douloureuse, une langue belle, souple au regard. Une aventure unique menée à son terme.  
Marie Odile Delcourt, Libération  
Et nous lisons ce livre magnifique, dur, courageux, merveilleux.  
Julie Pons, Des femmes en mouvements bébé  
... Faut-il met en scène un talent du mot juste, une conclusion remarquable, une sensibilité et exaltée qu'on ne peut se résoudre à quitter le livre et cette femme.  
Paula Jacques, F Magazine  
On ne saute pas une ligne de ce beau texte.  
Georges Brancchi, Le Titane de Genève  
Je ne puis que saluer Annie Cohen qui nous rend cette Marie si proche, si humaine.  
François Dupuy, Elle

La dentelle du cygne, Annie Cohen, 68 p., 25 F. 500 F. Paris



NICE DU 9 AU 14 MAI 1980

## LE 12<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL DU LIVRE

Un programme d'animation très séduisant : avec la participation d'un grand nombre d'auteurs.

Entrée gratuite





religion

Le credo de nos hommes politiques

**L**e projet de Jean-Yves Bouille est proche de celui de Christian Chabaniès : interroger des hommes politiques d'horizons divers sur la vie, la mort, le sentiment religieux, la souffrance, Dieu. L'auteur ne pose pas au théologien, journaliste, il questionne au premier chef, ce gardien de peser sur les réponses et de les juger. L'ouvrage s'en trouve allégé, aéré, malgré ses 212 pages. Ne pas avoir à parler politique pour un homme politique, quelle aubaine ! Pour l'auteur, journaliste parlementaire qui avoue ingénument l'ennui qu'il éprouve à s'enfermer dans ses occupations professionnelles, comme pour les lecteurs, ces excursions prennent, malgré la gravité du sujet, des airs de récréation.

Récréation qu'il guillemote la curiosité. Comment vont s'en tirer l'incroyant ou les mal-croyants ? C'est sur eux, bien sûr, que se tourne l'attention. Pour deux raisons : d'abord, par ce qu'en tout croyant sommeille un incroyant, et réciproquement ; en second lieu, chacun sait que la religion est une chose trop importante pour la laisser entre les mains des clercs et des théologiens.

Dans notre société politisée, ce sont avec les socialistes plus ou moins marxistes que l'on a le plus envie d'engager le dialogue, tout en sachant parfaitement qu'il restera ambigu, inchoatif. Des vingt témoignages (1) recueillis par J.-Y. Bouille dans son livre éloquent évo-

quent-ils deux, laissant au lecteur le soin et parfois le plaisir de découvrir les autres. Hommes de gauche, centristes, hommes de droite, montrant à l'envi que chacun a quelque chose à dire sur l'incroyable et que beaucoup s'appesantissent sur leurs racines familiales. Du même coup, que l'incroyance paraît jeune dans un pays tel que la France, dont nous savons pourtant qu'elle a produit Voltaire et Renan !

François Mitterrand part au quart de tour. Il loue le silence, célèbre la méditation, presque la prière ; il croit à la communion des saints. Devant un b.a.u. spectaculaire, il éprouve « l'obscur envie de remarquer quelque chose ». Il est attiré par les saints qui incarnent, à ses yeux, la rigueur, le courage, l'intransigeance, l'humilité. De la mort, il dit drôlement qu'elle est « la règle à calcul de la relativité », et de l'amour, qu'il tend à l'éternel.

Le besoin de croire, note-t-il, comme celui de manger est inné, et il estime que nous allons vers un « âge de foi ». Le « sermon sur la montagne » ? C'est l'amour, en dehors duquel « il n'y a rien ».

Mitterrand se définit comme agnostique. La différence entre un tel agnostique et un homme de foi paraît à certains ténue. Mais qui pourrait s'en plaindre, exception faite d'athées dont le sectarisme agressif ressemble comme un frère à celui d'un croyant intégriste ?

« On a besoin dans la nuit de croire au soleil »

De même que l'on fait des clercs avec les laïcs, on fait en France des communistes avec d'anciens catholiques. René Andrieu, membre du comité central du parti communiste et directeur adjoint de « l'Humanité », raconte que son père faisait ses prières et que sa mère était catholique. Lui-même eut un premier tir d'instruction religieuse au lycée. Voilà qui prouve au moins une certaine filiation, une certaine continuité sous les ruptures apparentes.

Comment ne pas le croire lorsque Andrieu dit « n'avoir jamais tourné la religion en dérision » mais que ça ne l'intéresse pas plus de « faire l'hypothèse-Dieu » que « de chercher à prouver que Dieu n'existe pas ». « Je me dis, enchaîne-t-il, si Dieu existe, tant mieux ; si Dieu n'existe pas, tant pis ; mais je n'ai aucune crainte, il saura reconnaître les signes ». Croire en Dieu, ce n'est pas seulement le reflet de la misère des gens, c'est aussi « une protestation contre cette misère [...]. On a besoin dans la nuit de croire au soleil ».

Le marxisme classique enseignait que la religion était appelée à disparaître en même temps que les formes d'aliénation. « La plupart des marxistes en sont revenus », souligne René Andrieu, qui ajoute : « Je ne crois pas du tout que dans un avenir prévisible la religion va disparaître ».

Andrieu devient peut-être moins persuasif lorsqu'il affirme que le parti communiste n'est ni théiste ni antithéiste, ou bien :

« C'est vrai qu'il y a une philosophie matérialiste, mais le matérialisme historique n'est pas incompatible avec la foi. On ne peut être à la fois matérialiste philosophique et chrétien. Mais, il n'est nullement obligatoire d'être matérialiste philosophique pour être communiste ».

La Christ ? C'était un révolutionnaire dans la mesure où il s'est battu pour les opprimés. « Si j'avais vécu à ce moment-là, peut-être aurais-je pu en faire un bout de chemin avec lui ». C'est un signe des temps que de tels propos soient devenus banales. Dans la bouche d'un authentique marxiste, ils ne sauraient passer inaperçus.

Jean-Yves Bouille a raison de dire qu'il y a seulement quinze ou vingt ans de telles interviews auraient été impossibles. Et le moindre paradoxe n'est pas que, face au terrain conquis par l'indifférence, il se trouve tant d'hommes qui savent — de l'extérieur — parler de la religion avec une sorte de complicité.

HENRI FESQUET.

\* QUESTIONS SUR L'ESSAI. T.V.L. de Jean-Yves Bouille (deux tomes). Editions du Cerf, 255 pages. Environ 55 F.

(1) Vingt témoignages : René Andrieu, Jacques Attali, Jean-Pierre Chevènement, Henri Caillaud, Jean-François Revel, Michel Robert, Jean-Louis Baudry, Edouard Belin, Louis Moresu, Christian Piquet, Jacques Barrot, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Delors, Michel Durafour, François Mitterrand, Gisèle Moreau, Monique Pelletier, Alexandre Saragat, Bernard Stasi.

Une enquête sur la foi

« Dieu existe. Qu'en faites-vous ? »

**I**l y a six ans, Christian Chabaniès avait publié une enquête parmi les incroyants. Cette année, il est allé poser la même question à des chrétiens : « Dieu existe-t-il ? », et il nous offre vingt-cinq témoignages, prélevés parmi les gens de la science, de la politique, de l'humanisme et de la « sociologie » ou plutôt de milieux sociaux caractéristiques. Il s'agit là, précisons-le, d'entretiens et non d'interviews. On l'auteur, partout à l'aise, discute largement avec ses partenaires et nous confie son propre credo. En une époque qui n'en est plus aux négations radicales de Dieu, mais qui ne parvient pas à retrouver un acquiescement bien résolu, un tel livre offre l'occasion de présenter des témoignages dont l'origine et les étapes, sinon le terme, sont étonnamment diverses : la foi est possible partout.

Les limites de la science

L'intérêt principal du livre n'est pas dans les argumentations de ce qui collectif. Nous cherchons pas des preuves, qui ne sont nullement dans le projet de Christian Chabaniès. L'auteur a voulu rassembler une belle gerbe d'expériences personnelles, et il y a réussi. Comment ne pas être sensible à l'émerveillement de l'astronome Charles Feherbach devant l'immensité de l'espace, la simultanéité des temps différents, l'énigme humaine, que le ciel lui donne à contempler ? Un souffle lyrique traverse aussi la confidence d'un Claude Michélet, dont le métier d'agriculteur le fait témoin tous les jours de la beauté de la création. Même émotion chez un Pierre Emmanuel, devant la splendeur d'une parole faite corps.

Les hommes de science ne sont plus les adversaires de Dieu. Ils admettent l'existence divine et la compatibilité de leur discipline avec l'exercice chrétien, et unanimement, on les voit réifier l'idée de hasard lancée par Jacques Monod : selon eux, elle explique mal le monde et sont moins rassurables que le principe d'une intelligence première. Au demeurant, leur affirmation s'arrête là. Après, c'est le saut personnel dans la foi, en quel les uns cherchent, comme Leprince-Ringuet, une dimension supplémentaire d'amour à la logique de la froide science, tandis que d'autres, tel André Lichnerowicz, entrevoient une conciliation entre temps et intemporalité, par le biais de la relativité, et accueillent le grand contraste entre les discours cohérents de la science et la renommée du « Dieu de sainteté et d'amour ». Mais tous proclament les limites d'une science qui décrit le monde, sans pouvoir en révéler le sens ni la cause.

Une telle humilité est frappante. On ne la retrouve pas toujours, lorsque l'intelligence raisonnable cède la place à la conviction personnelle. Or la chef de voûte de l'ouvrage est là :

car le style de la foi et le comportement du chrétien dépendent beaucoup plus de l'idée que l'on se fait de Dieu que de la simple opinion qu'il est ou n'est pas. Une autre question, informelle, sous-tend le livre de Christian Chabaniès ; non plus : « Dieu existe-t-il ? » mais « Qu'en faites-vous ? ». Et l'on voit se dégaier deux familles de croyants.

La première rassemble les adhésions robustes de gens bien carrés dans la vie. Non que leur propos soient exempts d'esprit et de cœur, mais la foi y apparaît comme un privilège dont on se réjouit et non comme une écharde qui blesse, inquiète, tire le croyant hors de lui-même. Plusieurs de ces chrétiens sont bien dans leur peau ; ils y restent, en louant Dieu. La démarcation entre foi en Dieu et foi en soi s'efface et parfois le discours tourne à l'autojustification. Quelques témoins fastigent « ceux qui en s'obstinent à l'homme croient qu'ils feront davantage pour la cause de Dieu ». La foi devrait faire passer les affaires humaines après les divines. Outre que le conseil laisse songeur, certaines confessions ne paient pas d'exemple : l'un y dénie les traces d'un contentement plus personnel qu'évangélique. Dans une telle perspective, le problème du mal, réduit à une entité mystérieuse, est renvoyé dans les lointains ; il « trouble un peu », ou « s'il y a des ratés dans le monde, ce n'est pas choquant », « le bon ordre des choses » subsiste.

Un partage fraternel

D'autres voix, heureusement, répondent : celle d'abord du mineur Jean Fabre, pour qui croire invite irrésistiblement au partage le plus fraternel. Celle de l'artiste, Robert Hosselin, empreint d'une générosité boueuse qui fait mouche : « Si celui qui regarde son menu dans un restaurant, le dimanche, regardait son prochain avec autant d'attention qu'il cherche ce qu'il va bouffer, on vivrait dans un autre type de société ». Celui d'un Georges Montaron, sur l'urgence révolutionnaire ; d'un Jacques Delors, l'un des rares à faire preuve d'humour envers lui-même, dans une tirade entre les exigences de la foi et l'action politique. Celle de François Dollo, sur la mort des autres et le sourire ; de Jacques Soustelle, sur les divisions des Églises ou le besoin des protecteurs divins, « cette ronde des dieux se tenant par la main autour de l'humanité » ; celle de Jacques Ellul, sur le caractère iconoclaste de la foi et sur elle dans le désert devant le souffle évanouissant de Dieu ; celle de François Barroux, sur le pouvoir du capital, en toutes les latitudes politiques, et sur le culte aux dieux inconnus. Et d'autres encore, chez qui la foi stimule l'intelligence, la largeur de vue et le sens du risque.

FRANCE QUÉRÉ.

\* DIEU EXISTE ? OUI, de Christian Chabaniès, Stock, 236 p., environ 55 F.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Une lecture nécessaire à la compréhension du monde d'aujourd'hui

le coran

dans la traduction de Jean Grosjean précédé d'une étude de Jacques Berque décoré par Zenderoudi

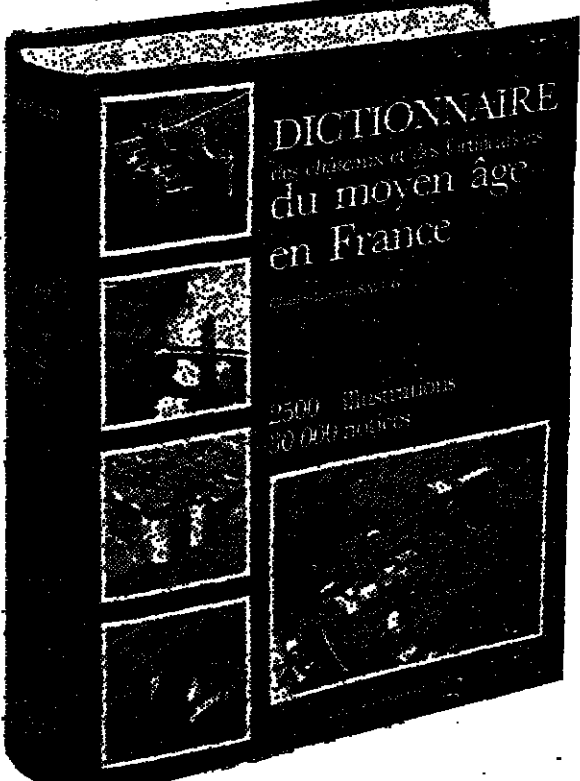
- «...Le livre sacré dans une langue admirable. Un événement.» Jean-Vincent Richard *Les Nouvelles Littéraires*
- «Sa traduction restitue non seulement le message, mais aussi le souffle poétique dans sa beauté sacrée.» Tahar Ben Jelloun *Le Monde*
- «...Préfacée par Jacques Berque dans une admirable étude.» Catherine Clément *Le Matin de Paris*
- «...Texte d'une richesse inouïe...» Philippe de Saint-Robert *Le Figaro Magazine*
- «Une édition particulièrement soignée.» André Moine *L'Humanité*
- «Il faut lire cette nouvelle version du Coran.» Walter Lewino *Le Nouvel Observateur*

Philippe Lebaud 28, rue Fortuny, Paris 17. Tel : 783 80 55 DIFFUSION SODIS

VIENT DE PARAÎTRE A l'occasion de l'année du Patrimoine Français

LE DICTIONNAIRE des Châteaux et des Fortifications du MOYEN AGE en FRANCE de Charles-Laurent SALCH

Un magistral volume de 1 296 pages, format 185 x 250 mm, 2 500 illustrations dont 64 couleurs, 30 000 notices environ, relié Pellicor doré au fer, jaquette couleur.



Prix de lancement 380 Frs exceptionnellement maintenu jusqu'au 29 Février 1980.

Joindre 25 F pour frais d'envoi en recommandé.

Le Dictionnaire illustré des Fortifications du Moyen Âge en France est une encyclopédie alphabétique de tous les sites fortifiés entre le X<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle. On y trouve :  
Tous les châteaux forts (fortresses, maisons fortes, mottes, sites, mottes ou tranchées, enclos, etc.).  
Tous les établissements religieux fortifiés (églises, abbayes, chapelles-dorjans, prieurs, commanderies, clochers, etc.).  
Toutes les défenses collectives (villes, villages, beffrois, hôtels de ville, cimetières, etc.).  
Toutes les fortifications économiques (moulins, ports, routes, phares, etc.).

BULLETIN DE COMMANDE VALABLE JUSQU'AU 29.2.1980 à retourner aux

EDITIONS PUBLITOTAL 14 Rue A. Seyboth - 67000 STRASBOURG - Tél. (88) 32.63.25 +

télex en majuscules

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

commande \_\_\_\_\_ exemplaire(s) du DICTIONNAIRE DES CHATEAUX ET DES FORTIFICATIONS DU MOYEN AGE EN FRANCE

☐ au comptant au prix de 380 F + 25 F pour frais d'envoi = 405 F\*

☐ en 3 mensualités de 130 F + 25 F pour frais d'envoi en recommandé février 155 F mars 130 F avril 130 F\*

Ci-joint règlement par ☐ CCP 3 virements ☐ mandat ☐ chèque bancaire\*

A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

(signature) \* joindre les coupons correspondants.

«La loyauté d'une pensée, la grande qualité d'un homme.» Lucien Guissard.

Jean Guehenno

de l'Académie française.

Entre le passé et l'avenir

Préface de Pascal Ory.

GRASSET

PLANTU PAUVRES CHÉRIS

préface de Claude Julien texte de Christophe Batsch



le Centurion

LE JOUR DU THÉÂTRE

La Maison de la culture de Grenoble en difficulté.

Deux ans après sa création, la Maison de la culture de Grenoble traverse l'une des plus graves crises de son histoire. Confrontée depuis deux ans à son déficit de gestion, la « Maison » risque de connaître des difficultés encore plus sérieuses si l'Etat ne lui accorde pour 1980 qu'une majoration de 9 % de sa subvention.

Son conseil d'administration estime que, dans une telle hypothèse, le budget d'activités de la Maison de la culture se trouverait cette année à un niveau correspondant à la moitié, en francs constants, de ce qu'il était en 1978. « Une mobilisation de la Maison de la culture autour d'un projet n'est concevable que dans une perspective qui ne soit pas la répression brutale de ses activités », déclare le conseil d'administration, dans un document remis le 5 janvier au ministre de la culture et de la communication, M. Jean-Philippe Lecat.

Au cours d'un conseil extraordinaire de l'association de la Maison de la culture de Grenoble, réuni mardi 22 janvier, les élus municipaux de Grenoble et de plusieurs communes de l'agglomération et des représentants du conseil général de l'Isère sont venus apporter leur soutien et rappeler le rôle essentiel de la Maison de la culture dans la vie culturelle locale. M. Hubert Dubedout, maire socialiste de Grenoble, qui renouvellera le 1<sup>er</sup> février M. Lecat afin de débattre avec lui des conditions d'un éventuel « sauvetage » de cet établissement, a qualifié d'« absurde » une éventuelle fermeture de la Maison.

Manifestant son inquiétude face à l'augmentation constante de la masse salariale, qui a représenté en 1979 51,4 % des dépenses totales (la Maison de la culture emploie quatre-vingt-trois personnes), M. Dubedout a demandé qu'un « effort de rigueur » soit mené. « N'a-t-on pas construit une Maison de la culture importante afin de répondre aux appétits culturels de la ville et du département, qui sont très grands ? »

La subvention accordée à la Maison de la culture de Grenoble par l'Etat et la ville représente 70 % des recettes totales de la Maison de la culture. Quant au représentant du ministre de la culture, Mme Marie-Christine Welfoff, elle a indiqué que l'Etat était prêt à faire un « effort exceptionnel » afin de participer à la politique de redressement de la Maison de la culture, sans toutefois indiquer si l'Etat ira jusqu'à accroître de 15 % sa subvention annuelle.

Trois spectacles à la Rose des vents.

Le théâtre de la Planchette, qu'anime Alain Weiss, va présenter en alternance trois créations à l'Espace Rose des Vents, à Villeneuve-d'Ascq, ville nouvelle de la banlieue lilloise. Il s'agit de *Enter et Vils*, un texte de Daniel Lemoine, un narrateur qui a pris son sujet dans le drame de la sidérurgie ; de *Viol*, du même auteur, une histoire d'une enseignante à partir d'un événement vécu. Les deux spectacles sont montés par Pierre-Edouard Heymann, animateur de la Rose des Vents. Le troisième, *La Douce*, est une des dernières œuvres de Doris Lessing, qui sera donnée en coréalisation avec le Théâtre de la Seine. Le directeur de cette compagnie, Edmond Tamis, assurera la mise en scène. (Du 31 janvier au 24 février, sauf le lundi. Réservations : Rose des Vents, rue Van-Cogh, 59650 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : (02) 92-38-35.)

Bunker dramaturgie

(Suite de la première page.)

Macbeth, quel qu'on fasse, reste Macbeth. L'imagination poétique de Shakespeare y est trop énergique, trop défilée. L'action de Macbeth a été, dès l'origine, un délire de l'esprit, « une conscience de la peur » et une « apocalypse du Mal », comme dit le critique anglais G. Wilson Knight. Les paroles et les gestes de Macbeth ont lieu dans la conscience et ce qui sur une scène de théâtre défigurerait aujourd'hui Macbeth, ce serait d'occuper ces mouvements de conscience sous une carapace matérielle prétendant copier de l'ancien, qui « choquerait » Macbeth, qui imposerait au spectateur la perception concrète d'une antiquité, si bien que la conscience du spectateur et la conscience de Macbeth n'auraient pas, entre elles, la voie libre.

L'intelligence de Rosner est d'orienter dès l'abord, par l'environnement, la conscience du spectateur vers le saisis de l'absolu du Mal qui est la substance de Macbeth. Ce qui est absolu du Mal était pour le public anglais de 1611, la guerre hitérienne et les camps hitériens se sont à présent pour nous (les informations de guerre que donne Shakespeare dans Macbeth sont d'une sauvagerie incroyable, et cela dans les deux camps). Une fois que cet absolu du Mal est clairement posé pour nous, le cauchemar de Shakespeare est mis vraiment sur orbite, Macbeth est bien Macbeth, Banquo est bien Banquo, et jamais peut-être les célèbres coups frappés à la porte du château de Duncan après le meurtre du roi n'ont atteint, pour nous, la densité qu'ils ont ici du fait qu'ils sont frappés contre la porte blindée d'un bunker de l'Atlantique.

Aussi bien, le résultat fait preuve : en réanimant l'esprit fœtal de la pièce de Shakespeare par une corrélation exacte des lieux, des vêtements, des lumières, des sons et des attitudes des protagonistes, Rosner a rendu accessible de bout en bout, subjuguante de bout en bout, une œuvre qui néanmoins comprend beaucoup de difficultés.

Un travail de poète

Deux acteurs dominent la distribution : Bertrand Bonvoisin, Jacques Rosner.

Trois jeunes encore, sortis du Conservatoire en 1978, Bertrand Bonvoisin crée un Banquo très shakes-

pearion, très insensé. Banquo est un être aussi immatériel que les autres protagonistes de Macbeth, mais il a cette particularité de partager plus que les autres, dès les premières scènes, le dégoûtlement inconscient de Macbeth : il est complice d'un mal qui lui échappe. Par la manifestation d'un désordre du regard, pourtant calme et presque sûr de lui, par un dérapage de gestes très dessinés, évidents mais fous, Banquo accomplit là un beau travail d'acteur, un travail de poète. Plus tard, nous l'apercevons sous les dehors d'un médecin anglais, hurluberlu fin — ça ne dure que trente secondes — mais c'est très fort.

En coulisses de Macbeth pendant la scène du dîner où apparaît le spectre de Banquo, puis en général de l'armée anglaise, Jacques Rosner, dans des rôles de second plan, apporte une présence extraordinaire lui aussi.

Il joue un peu en amateur, en chat touré, à la manière (pointue) de Plançon. Il a quelque chose de la sagesse redoutable que le grand philosophe Ernst Bloch prête au rabbin qu'il décrit dans son recueil de contes, *Traces* (un livre immense), il a aussi un côté jésuite, feutré, il transporte avec lui un monde de secrets, tout cela comme par mégarde, sans intervention précise — c'est à regretter qu'il n'ait pas interprété le rôle de Macbeth.

Le rôle de Macbeth est tenu par Michel Bouquet.

Bouquet se conduit lui avec beaucoup de réserve. Il indique délicatement la vraie dynamique du rôle : la peur. Il déguise aussi cette peur sous un flegme froid. Il exprime, avec une économie remarquable de moyens, que Macbeth ne sait pas où il se dirige, et que, pour lui, comme il le dit, « rien n'est ce qu'il n'est pas ». Cela jusqu'au moment où tous les meurtres sont accomplis, où, pour lui, tout est perdu, et Michel Bouquet, alors, invente un calme souriant, désin-

carné, enfin maître de la situation, qui est d'un grand acteur.

Patrick Bonnel, Marc Spilmann, Jean-Jacques Schaeffer, Dominique Balzer, Martin Vautour, jouent bien, prouvant les qualités du jeune Théâtre national, que Rosner dirige depuis 1975. Le bunker et les uniformes sont de Max Schoendorf, la musique de Dominique Probst.

MICHEL COURNOT.

\* Bouttes du Nord, 20 h. 30.

CINÉMA

« LA MORT EN DIRECT », de Bertrand Tavernier

Une femme apprend de son médecin qu'elle n'a plus que quelques semaines à vivre. Elle s'appelle Katherine Mortenho, elle est atteinte d'une maladie incurable. Des pilules doivent lui éviter de trop grandes souffrances. La télévision veut filmer ses derniers moments de vie, son agonie, pour une émission de vaste audience. Le contrat est passé, mais Katherine le rompt en s'enfuyant pour échapper à sa mort. Un homme, pourtant, la suit, dont elle ne va pas se méfier. C'est un reporter de télévision, Roddy, auquel on a greffé, dans les yeux, la tête, une caméra miniature ultra-perfectionnée. Chaque fois qu'il approche Katherine, celle-ci est, à son insu, connue en pâture aux téléspectateurs.

A l'origine de ce film de Bertrand Tavernier, il y a un étonnant roman de science-fiction, *L'Incurable*, de David G. Cooper, maître britannique du genre (1). Un roman que Tavernier a adapté avec David Reyfiel, scénariste de Sydney Pollack. Le film a été tourné en Ecosse, en langue anglaise parce que, selon le cinéaste, « cette conception de la mort, de la présence des médias est plus particulièrement évidente, plus perceptible dans un monde anglo-saxon ». Cela est vrai comme il est vrai qu'on ne peut pas trouver, en France, les moyens nécessaires à la réalisation d'un film de science-fiction. Mais Tavernier, en suivant l'intrigue du roman, ne s'est pas, pour autant, complu à la futurologie. Il a traité un thème qui l'obsède et qui est d'aujourd'hui : le voyeurisme

la société de consommation), et des voyardages paysagers d'Ecosse. La mythologie décorative des films de science-fiction est refusée au profit d'un fantastique social (l'échelle de nuit dans une église, le marché aux puces) plus dépayssant que l'univers des robots, des ordinateurs, des constructions de verre et de béton, des gadgets. Le regard du cinéaste Tavernier s'oppose à celui de l'homme-caméra manipulateur et manipulé par un instrument de mensonge et d'imposture.

Il observe Roddy traquant Katherine et retrouvant, peu à peu, la conscience, en s'éprenant d'elle. *La Mort en direct* est aussi une merveilleuse histoire d'amour (d'abord érotique), celle de Katherine, qui a été totalement dupée, qui veut mourir libre sans qu'on lui vole ses sentiments, ses émotions, et court vers le mystérieux premier mari dont elle a, remarqué, conservé le nom. Lorsque Roddy a compris ce qui faisait courir Katherine, il ne lui reste plus qu'à perdre sa vue qui transmet des images exhibitionnistes sur les écrans de télévision. Mais au bout de la route, Katherine trouve une autre imposture (celle de l'humanité) et la trahison de ses souvenirs.

La fin, inattendue, révélant le propos plus secret de Tavernier, est authentiquement tragique. Dans la position morale qu'il a choisie, notre cinéaste a été amené à diriger contre-courant ces grandes comédies étrangères que sont *Harvey Keitel* et *Max von Sydow*. Il y a quelque chose de magique dans leur interprétation et tous les acteurs prennent une dimension singulière. Dans ce monde de voyeurs et de coupables, d'assassins de la mort, Romy Schneider oscille entre l'angoisse, le désespoir et la volonté d'échapper aux souffrances, de préserver son honneur. Le visage défilé, grandiose, elle passe comme un chant de Verdi, elle impose, en fin de compte, la lumière et la sérénité. La voilà attachée à son image maintenant trop féroce des films psychologiques de Sautet Sublimée.

JACQUES SICLIER.

\* Voir les films nouveaux.

MUSIQUE

L'« ÉROSPHÈRE », de François Bayle

Métamorphose, transfert, voyage

C'était la foule au grand auditorium de Radio-France pour la création de *L'Érosphère* de François Bayle et l'on remarquait en particulier la présence de ses deux anciens et de ses confrères les plus éminents, ce qui prouve combien, même secrètement, croit la renommée du compositeur, chef de département des recherches et créations musicales de l'INA-GRM, l'un des poètes les plus profonds de la musique électro-acoustique. Les Espaces Inhabitables (1967), *L'Expérience acoustique* (1969-1972), la *Divine Comédie* avec Hermann Koppel (1974-1975) et maintenant *L'Érosphère* marquent les étapes principales d'une œuvre longuement méditée et largement déployée, où la recherche sonore est devenue indépendante de l'écriture du sens.

François Bayle peint, selon son expression, « des images acoustiques sur des écrans virtuels », qui n'ont d'autre interprète que l'écoute de l'auditeur « pénétrant dans » cette enveloppe de matières sonores invisibles, de vibrations d'air composées selon la réaction des lois de l'énergie, au contact des propriétés de notre perception, attention, invention : « derniers mots importants » en ce qu'ils indiquent que l'œuvre, et étrange fit-elle, n'est conçue que sous le contrôle de la sensibilité poétique. « Ainsi, conclut Bayle, se libère le désir, selon les trois formes habituelles qu'emprunte la psyché : métamorphose, transfert, voyage ».

Dans le titre d'*Érosphère*, un peu déplaçant par son côté trop purement racoché, mais qui désigne, avec quelque emphase, « le tissu nerveux qui enveloppe notre monde habité d'un réseau de fréquences, le usage de chaleur que diffusent des mégamilliards d'émetteurs biologiques, l'anneau où circule la force de ce cosmos électromagnétique et acoustique, générique en tout cas pour une œuvre qui ne peut, en quatre-vingt-cinq minutes, qu'effleurer l'*Érosphère* ».

Il est fait de trois grandes parties, précédées et suivies de trois « Éros » (bleu, rouge et noir), courtes pièces composées sur des sons d'ordinateur, à partir de la voix humaine, comme de belles flammes électroacoustiques et insaisissables qui tourbillonnent dans un vent mystérieux.

Des trois volets, le premier est le plus énigmatique et demande-rait une lecture soignée. Le fil du bruit ne signifie pas son

extinction, mais le moment où la « matière solide » se transforme en musique, en son signifiant : mais l'on a quelques peines à suivre, à travers sept « territoires », la succession de ces travaux violents qui se résolvent en visions lumineuses et poétiques, malgré la qualité de ces séquences où l'on croit reconnaître, par exemple, un hommage à l'étude aux chemins de fer, de Pierre Henry, avec ce jeu très subtil sur le sifflet d'une locomotive.

La terre qui gémit et chante

Dans *Tremblement de terre* trois douz. Les atmosphères sont plus tranchées, la structure beaucoup plus thématique et ténue, les sons électroniques ou concrets plus caractéristiques et plus « naturels » : une pluie de gouttes de lumière ou un réveil d'oiseaux pépiants, une étrange machine qui roule comme une vieille presse d'imprimerie, crues ou crasses, des vagues de chœurs lointains, des boules qui s'entrechoquent, des vents, des pas, des signaux qui viennent de tous les points de l'univers, avec la mystérieuse prégnance de ces sons dont on ne connaît pas l'origine, tout cela est relié symphoniquement par une prodigieuse imagination poétique dont les mots se surajoutent, rendent raison. Est-ce la terre qui gémit et chante dans sa rotation douloureuse ? L'auteur évoque plus précisément « des images que l'on sent, où se dessinent un travail secret » (1). Troisième volet de cette œuvre, l'écoute dans le ciel ; après l'activité fébrile de transformation du premier, après les climats très définis et composés du second, c'est une vaste contemplation statique et extatique, sur une sorte de longue pédale d'orgue à deux sons, en réalité le chant d'une direction de l'Opéra, où M. Dillies présente, apparemment immobile, mais travaillant par mille varia-

tions infinitésimales qui tout à la fois conservent son caractère délicieusement sonore et perpétuent son charme dans ces renouvelés, en dialogue avec les chœurs de mille gouttelettes de lumière qui palpitent et pétillent, et parfois quelques gros raclements comme le son d'un avion toujours domine l'ample respiration de cette couple aux dimensions du ciel de notre imagination. Et les dernières flammes de l'Éros brûlaient avant de disparaître dans le cosmos.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Tremblement de terre* très douz. a été enregistré avec deux autres œuvres de Bayle, *Espaces Inhabitables* et *Trois Sénes d'oiseaux* (disque INA-GRM, G 101 BA, RM 38).

« L'AFFAIRE CARMEN »

Le Syndicat des musiciens de Paris a donné, mardi, une conférence de presse sur « l'affaire Carmen » qui a confirmé la chronologie des faits que nous avons donné (le Monde du 18 janvier) et apporté quelques documents complémentaires qui vont tous dans le même sens. Des musiciens de l'Orchestre de l'Opéra ont affirmé qu'ils n'avaient jamais été au contact du projet de venue du London Symphony Orchestra et n'avaient pas été consultés par M. Dillies à propos de la lettre du 18 octobre de ce dernier. Tout en réaffirmant que le Syndicat de Paris soutenait la position de principe défendue par cette lettre, M. Georges Benoit, secrétaire général du Syndicat, a dénoncé la « tentative méprisante » de faire porter la responsabilité de l'échec aux musiciens de Paris. M. Dillies n'était représenté à cette conférence de presse. — J. L.

NOTES

Variétés

Henri Tachan et Leny Escudero

Spectacles traditionnels, mais d'une certaine qualité en ce début d'année. A l'Olympia, Henri Tachan semble devoir présenter chaque année avec ses élan passionnés, sa force de battant, sa maîtrise de dramaturge en jouant avec les mots des chansons qui ont pour thème la tendresse, l'amour, l'amitié ou parfois prend follement la voie de la dévotion.

GAÛTE-MONTPARNAISE. Leny Escudero emplit tous les soirs le théâtre — ce qui est devenu rare depuis que cette curieuse petite salle étroite et en demi-cercle se consacre aux variétés — avec des ballades sentimentales et poétiques et ses chansons sur l'air du temps, mais Sane et Vanzetti ou sur l'épave de son enfance, celle de la guerre civile dans les années trente. Accompagné par une petite troupe de chanteurs, il a une voix qui se fait entendre, la voix chargée d'émotion et en forme de cri, Leny Escudero, la cinquantaine proche, garde toujours en sa faveur la sincérité de cœur. Il a aussi maintenant ce style grandiloquent pour chanter des chansons d'écriture classique et généralement bien faites. On le retrouve moins enthousiasmé, plus sobre dans les romances d'Agatha Christie, les soupçons pèsent sur une demi-douzaine de personnages, tous membres d'une famille, où les petits secrets font naître de grands besoins d'argent. De ce scénario à suspense, Terence Young a tiré un film très chic, très moab et très malin. Cette Europe du beau monde qu'il nous peint devient celle des pontifs. Pas un trait d'humour et, pour révéler la saute, quelques scènes de sadisme parfaitement décalées.

Par sa finesse, son élégance et les souvenirs qui nous lient à elle, Audrey Hepburn réussit à sauver l'héroïne du drame. Elle est entourée d'une pléiade de vedettes internationales qui se contentent de faire acte de présence (Romy Schneider, Ben Gazzara, James Mason) ou qui semblent dans le rôle (Omar Sharif, Maurice Ronet).

JEAN DE BARONCELLE.

\* Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 30.

Rock

Lew Lewis au Gibus

L'histoire de Lewis est étroitement liée à celle de Dr Feelgood et de Eddie and the Hot Rods, les deux chefs de file du pub-rock, ce mouvement qui a marqué l'Angleterre en 1975, annonçant le phénomène punk par son retour à la simplicité du rock. Présentant occasionnellement des harmonies lors des premiers concerts de Dr Feelgood, auquel une solide amitié le liait, puis s'intégrant de façon régulière au sein du groupe Eddie and the Hot Rods, Lew Lewis a vécu l'effervescence qui s'est créée aux alentours de Canvey Island, un croissant industriel où les groupes devaient chaque soir jouer le concert de leur vie au risque de se faire arrêter par un public avide de sensations fortes et de rythmes explosifs.

Le succès venant à une échelle nationale et le groupe défilant peu à peu les ténements du rythme blues pour un rock plus « blanc », Lew Lewis quitte Eddie and the Hot Rods pour entamer une carrière solo qui le voit seconder tous les pubs et les petites scènes du pays, au point de temps à autre les premières parties dans l'ombre de groupes plus connus et avec lesquels il n'a rien de commun. Fidèle aux racines de son style de rythme blues, Lew Lewis reprend, avec une maîtrise digne d'un professionnel, des compositions originales qui perpétuent cet esprit, des classiques, des vieux titres de James Brown, avec l'énergie et le feeling approprié.

ALAIN WAÏS.

\* Au Gibus tous les soirs à 1 heure du matin, jusqu'au samedi 26 janvier.

Cinéma

« Liés par le sang » de Terence Young

Qui a tué le P.D.G. d'une colossale entreprise de produits pharmaceutiques ? Et qui veut tuer sa fille, digne héritière de ce patron de choc ? Comme dans les bons vieux romans d'Agatha Christie, les soupçons pèsent sur une demi-douzaine de personnages, tous membres d'une famille, où les petits secrets font naître de grands besoins d'argent. De ce scénario à suspense, Terence Young a tiré un film très chic, très moab et très malin. Cette Europe du beau monde qu'il nous peint devient celle des pontifs. Pas un trait d'humour et, pour révéler la saute, quelques scènes de sadisme parfaitement décalées.

Par sa finesse, son élégance et les souvenirs qui nous lient à elle, Audrey Hepburn réussit à sauver l'héroïne du drame. Elle est entourée d'une pléiade de vedettes internationales qui se contentent de faire acte de présence (Romy Schneider, Ben Gazzara, James Mason) ou qui semblent dans le rôle (Omar Sharif, Maurice Ronet).

JEAN DE BARONCELLE.

\* Voir les films nouveaux.

BOBINO JACQUES VILLERET

كتاب من الأصل

















# SPORTS

## AUTOMOBILISME

### Les motos maîtresses du deuxième Paris-Dakar

Le Rallye Paris-Dakar s'est achevé le 23 janvier par la victoire de Cyril Neveu sur Yamaha. Cyril Neveu avait déjà remporté la victoire l'an dernier.

Dakar. — Il faut être fou, ou tout au moins sortir de la norme, pour faire un rallye comme celui-ci. Bien sûr, les organisateurs du Paris-Dakar ont établi un cahier des charges qui nécessite de longs travaux de préparation sur les véhicules (hauteur minimale au sol, autonomie accrue, etc.). Mais n'en étant qu'à sa deuxième édition, le rallye reste une authentique aventure.

Bien sûr, on vous dira que certaines marques étrangères « mettent le paquet », côté logistique. Rien ne dit qu'il n'y ait pas eu d'ailleurs, au sein même du Paris-Dakar, un véritable effort de coopération entre les deux équipes. On assistera, ces prochaines années à de belles empoignées entre les grandes marques de véhicules « utilitaires ou pas » et « aventure » y perdra sûrement. Pour l'instant, ce ne sont ni les camions ni les voitures qui font la loi, mais les motos. Cyril Neveu vient de gagner le deuxième Paris-Dakar car les deux-roues restent plus à l'aise que les quatre ou six roues motrices dans certains passages.

Mais cette course est un excellent terrain d'essai pour les véhicules « utilitaires ou pas ». L'élément radio (tombé définitivement en panne dès les premières étapes sur certains véhicules), les filtres à air, les pneus. C'est la raison pour laquelle on y voit des prototypes. Une R-5 à six roues motrices (équipe de Léonard-Dumortier) notamment : après l'arrivée, alors que tous les autres concurrents s'installaient à l'aise, elle s'est littéralement jetée de l'échelle, escaladant des dunes en guise de démonstration.

#### Batteries solaires

Dans la rubrique des curiosités, on a vu une Range-Rover équipée — outre sa batterie classique et son alternateur — de photovoltaïques rechargeables en permanence. Deux plaques solaires fixées sur le capot. L'énergie solaire a apporté

(1) Il s'agit de deux T.R.M. 4.000 (véhicules toutes roues motrices) (X 4) de 11,2 tonnes de P.T.A.C. moteur Diesel type 797 développant 133 CV. La Régie avait également mis quatre véhicules à la disposition des organisateurs pour accomplir diverses tâches d'assistance au profit de l'ensemble des concurrents. Tous les véhicules en course ont été assistés au cours de la course. Pour Renault — Véhicules Industriels, on constate que les camions ne sont pas des véhicules prévus pour la compétition en général, la démonstration de robustesse et de fiabilité est particulièrement réussie.

#### De notre envoyé spécial

un véritable confort à l'équipage : les 14 watts développés en puissance lui ont assuré le fonctionnement d'un ventilateur de cabine ainsi que celui d'un réfrigérateur. « C'était le confort total, nous n'avons manqué de boissons fraîches ».

Enfin, on ne peut passer sous silence l'exploit de certains originaux qui traversèrent le Sahara sur des engins mieux faits pour les boulevards. C'est un spectacle extraordinaire de voir une Peugeot 504 arriver au terme d'un tel rallye, mais on manque d'adjectifs quand on découvre qu'un

homme a fait les 10.000 kilomètres du deuxième Paris-Dakar assis sur le siège de sa Vespa.

JEAN FRIDRICI.

Classement général final. — Cyril Neveu (Yamaha), 46 h. 32 min. 47 sec. ; 2. Marel (Yamaha), 47 h. 17 min. 58 sec. ; 3. Kotoulin (Lufthansa (Volksvagen Italia), 48 h. 24 min. 36 sec. ; 4. Santoni-Colese (Volksvagen Italia), 48 h. 38 min. 12 sec. ; 5. Pissani (Yamaha), 49 h. 12 min. 38 sec. ; 6. Marreau (Renault 4 Simplex), 49 h. 35 min. 38 sec. ; 7. Lioret (Yamaha), 49 h. 58 min. 58 sec. ; 8. Remouil (S.M.W.), 50 h. 8 min. 20 sec. ; 9. Bagnot-Vallin (Volksvagen Italia), 50 h. 54 min. 28 sec. ; 10. Vassard (K.T.M.), 51 h. 19 min. 46 sec. ; 11. Padon (Honda), 52 h. 27 min. 5 sec.

## LE RALLYE DE MONTE-CARLO

### Un sprint de 186 kilomètres

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — La dernière des trois parties du rallye de Monte-Carlo comprend dix épreuves spéciales et 186 kilomètres de sprint à parcourir dans l'arrière-pays monégasque. Elle sera disputée dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 janvier. Après l'itinéraire commun, l'Allemand Walter Rohrl (Fiat 131 Abarth) compte 8 min. 53 sec. d'avance sur Per Eklund (Volksvagen Golf G.T.I.), 10 min. 35 sec. sur Anders Kullang (Opel Ascona), 11 min. 4 sec. sur Björn Waldegård (Fiat 131 Abarth), tous trois Suédois. Bernard Darniche (Lancia Stratos) est distancé de 13 min. 14 sec.

Si Walter Rohrl ne connaît aucun ennui grave dans le parcours final, toutes les chances de remporter le quarante-huitième Rallye de Monte-Carlo sont désormais en son côté. Il dispose de services d'assistance nombreux et efficaces et le fait que sa 131 soit suivie d'une Volksvagen Golf et d'une Opel Ascona l'assure chez Fiat tout sera mis en œuvre pour lui fournir le meilleur service. La situation ne saurait être plus nette et c'est important dans un service de course aussi latin que celui du groupe Fiat qui a quelquefois décidé que la victoire devait revenir à celui-ci plutôt qu'à celui-là. Contrairement à un grand prix de formule 1 où, le départ donné, le pilote est maître de sa course et de son destin, il peut arriver en rallye que de hautes considérations « stratégiques » fassent pencher la balance d'un côté plutôt que de l'autre. Et c'est souvent de la célérité ou de la bonne volonté des services d'assistance que dépend le classement final et le choix des.

#### Retour de Darniche ?

Les comptes-faits on s'aperçoit que Rohrl dispose de 533 secondes d'avance sur Eklund, soit pour les 186 kilomètres du parcours final Monaco-Monaco, une marge de manœuvre de 3 secondes par kilomètre. Il ne saurait pas commettre d'erreur dans la dernière nuit du rallye. Le temps s'est nettement raccourci depuis quarante-huit heures et l'état des routes dans l'arrière-pays monégasque, même en montagne, a bien évolué. D'un kilomètre à l'autre on trouve de tout : glace, neige, verglas, soupe, asphalte. Le choix des

pneus et des crampons sera à coup sûr déterminant.

Dans ce sprint qui va opposer la Fiat de Rohrl à la Volksvagen de Eklund et à l'Opel de Kullang, Waldegård, coéquipier de Rohrl chez Fiat et Darniche dont la Lancia appartient au groupe Fiat, sont naturellement en position d'attente. Nettement distancés par Rohrl — Waldegård est à 11 min. 4 sec. et Darniche à 13 min. 14 sec. — les deux pilotes sont cependant bien placés par rapport à Eklund et Kullang et arrivent à quelques choses à leur avantage. Darniche, handicapé jusqu'à présent par une forte grippe, paraissait rétabli mercredi soir. Il rêva certainement de rééditer son exploit de 1979 où il avait remporté le rallye dans la dernière nuit, avec 6 secondes d'avance. Rêver est le mot. L'année dernière il s'agissait, avec sa Lancia, de battre Waldegård alors chez Ford, et il avait toute liberté de manœuvre. Aujourd'hui il est encloué qu'il obtienne la « permission » pour autant qu'il soit en mesure de combler son handicap (13 min. 14 sec.) — de manœuvrer la position de Walter Rohrl (1). Fiat n'a que faire d'une victoire de la Stratos dont la production en toute petite série est au demeurant arrêtée alors qu'il est possible de donner un bon coup de fouet aux ventes de la 131 et Rohrl touche au but en vainqueur. Il n'empêche que Darniche a accompli par deux fois les meilleurs temps dans les deux dernières épreuves spéciales du parcours commun.

FRANÇOIS JANIN.

(1) En 1979, avant le parcours final, le handicap de Darniche sur Waldegård était de 6 min. 1 sec.

## PATINAGE ARTISTIQUE

### LES CHAMPIONNATS D'EUROPE A GÖTEBORG

#### Les petits matins du patineur

De notre envoyé spécial

Göteborg. — Comme Dutronc, il aimerait pouvoir chanter « Il est cinq heures, Göteborg s'éveille... », mais le cœur n'y est pas. La dernière nuit avant l'épreuve est rarement une nuit de repos. Un rapide coup d'œil à la fenêtre. Déjà, les chasse-neige s'affairent. Les petits matins suédois incitent plutôt à retrouver le lit douillet. Cinq heures, c'est pour l'instant l'heure à laquelle tout aspirant champion de patinage se lève tous les jours pendant des années. A fortiori le jour des figures imposées d'un championnat d'Europe.

Le temps d'essayer d'avaler un petit déjeuner avec son entraîneur et le patineur quitte son hôtel avec, à la main, le sac dans lequel il a soigneusement plié sa combinaison et rangé ses patins. L'air vit, voisin de séro dégré, le trajectoire qui le sépare du Scandinavium. Déjà, il patine dans sa tête, traçant ses boucles à la perfection. Depuis la veille, il connaît les trois figures strictes au sort parmi les six qu'il travaillera trois heures par jour à l'entraînement. Deux autres tirages au sort ont déterminé son ordre de passage et son pied de départ.

Arrivé au Scandinavium, il s'habille dans l'un des vestiaires où dans un bout de couloir, et se prépare psychologiquement. Les figures imposées ne comptent plus aujourd'hui que pour 30 % dans sa note finale, contre 60 % jadis, mais leur influence est, en fait, plus importante, puisqu'elles permettent de former des

groupes de patineurs de valeurs à priori voisines pour le programme court du lendemain.

A 7 heures, les quatorze mille places des tribunes du Scandinavium sont presque vides. Les spectateurs ne viendront que pour les programmes courts de l'après-midi ou les figures libres de l'après-midi. Le patineur repère quelques présences amies : entraîneurs, parents, parfois camarades qui ne patinent pas aujourd'hui. Regarde complices. Il a un quart d'heure pour s'habituer à la glace et répéter son exercice.

Les neuf juges sont là aussi dans leurs foulards. Tous d'anciens patineurs de haut niveau. Sous leur masque figé, le patineur ne peut s'empêcher de penser qu'ils ont déjà choisi sa note en fonction de ce qu'ils ont vu à l'entraînement, de sa réputation, de sa nationalité ou des intérêts d'un rival venu du même pays que l'un des juges.

Vient le moment d'exécuter la première figure en fonction de plusieurs critères : la symétrie par rapport à une ligne imaginaire, l'amplitude (trois fois la taille du patineur), la précision

(Le patineur doit passer trois fois sur chaque pied dans la même trace), le tout avec un minimum d'impulsions et un maximum de fluidité dans les gestes. L'opération terminée, les juges, qui formaient une double haie autour du patineur, se penchent sur les traces, les scrutent, les épousent, parfois avec leur balayette, puis regagnent leur place et sortent de leur poche-kangourou la note qu'ils avaient prévue.

Il est 13 h. 30. Chacun peut passer à table avec la satisfaction du devoir accompli, même s'il peut paraître désuet par son manque de création, ses limitations de l'expression corporelle, son appétit d'une pédagogie axée sur l'ordre et la discipline. Le patinage artistique ne peut-il se passer des figures imposées ?

GÉRARD ALBOUY.

#### RESULTAT FINAL DU PATINAGE PAR COUPLES

1. Irina Rodnina - Alexandre Zaitsev (U.R.S.S.), 147,42 pts ; 2. Marina Cherkasova - Sergueï Shkhalov (U.R.S.S.), 143,02 pts ; 3. Marina Petrova - Stanislav Leonovich (U.R.S.S.), 138,28 pts ; 4. Sabina Basso - Tassilo Thierbach (R.F.A.), 132,04 pts ; 5. Manuela Magn - Uwe Beyerndorff (R.F.A.), 128,50 pts.

## BOBSLEIGH

### Des Français pour Lake-Placid

De notre correspondant

Grenoble. — L'annonce de la participation d'une équipe française de bobsleigh aux Jeux olympiques de Lake-Placid intervient à l'issue des épreuves du championnat d'Europe de la spécialité, disputé à partir du 21 janvier et pendant une quinzaine de jours à Saint-Moritz (Suisse).

Aux J.O. de Sapporo en 1972 et d'Innsbruck en 1976, les Français étaient classés neuvièmes dans une discipline extrêmement difficile et où notre pays ne pouvait aligner que quelques représentants : la Fédération française de bobsleigh ne compte que deux membres, qu'une quarantaine de « fanatiques ».

Après le trop bref fonctionnement de la piste de bobsleigh de l'Alpe d'Huez, lors des J.O. de Grenoble en 1968, les équipes durent s'entraîner notamment à Saint-Moritz, à Corviglia d'Anpezzo, à Cervinia, à Garmisch-Partenkirchen, qui disposent d'installations prestigieuses.

Depuis deux ans, sur l'initiative du président du comité national de bobsleigh, M. Jacques Christaud, le nombre des licenciés a été multiplié par cinq. Des compétitions de bobsleigh sur route furent organisées, notamment à Macot (Savoie), à Manigod et à Thônes (Haute-Savoie). Enfin, la piste olympique de luge de Saint-Moritz est en cours de transformation, pour permettre l'ouverture d'un centre de bobsleigh sur une longueur de 1.200 mètres. Actuellement, les 400 derniers mètres sont utilisés pour l'entraînement des bobsleure, qui pilotent des machines très sophistiquées et chaque gramme

compte puisque le poids du bob à deux équipes comprises, ne doit pas dépasser 375 kilogrammes et 630 kilogrammes pour le bob à quatre.

Alors qu'une équipe de bob à quatre a participé au mois de décembre 1979 aux épreuves pré-olympiques de Lake-Placid (Gérard Christaud, pilote, et Patrick Lachaud, décollateur), et qu'une équipe de bob à deux et de bob à quatre sont engagées pour les compétitions olympiques du mois de février, la sélection française a été récemment mise en question par le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, M. Jean-Pierre Soisson. Celui-ci a posé comme condition de leur départ pour les Etats-Unis un classement parmi les dix premiers aux championnats d'Europe de Saint-Moritz. La Fédération internationale de bobsleigh a, pour sa part, accepté de prendre en charge l'équipe nationale française et le ministre a refusé la sélection pour des raisons financières. Les Français iront avec certitude aux Jeux olympiques s'ils figurent parmi les quatre ou cinq premiers aux championnats d'Europe. Leur sélection sera plus incertaine s'ils se classent entre la sixième et la dixième place.

CLAUDE FRANCHILLON.

# OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE a/solde Pal. Just. à Pontolise (95), pl. N.-Flamini, jeudi 7 fév. 1980, à 14 h. **APPART. à MONTMORENCY-95** 3 pièces, entr., cuis., s. de bain, déb., w.c., lat. R. r.-de-ch. 2° porte à droite, 79 bis, rue des Chénoues. MISE A PRIX 39.000 F. S'adresser à M. BUNSON, avoc. 032-31-62 à Pontolise (95) ; 23, rue P.-Butin.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 7 février 1980, à 14 heures. **BOULIQUE à PARIS (9°)** 6, rue du Cardinal-Mercier. MISE A PRIX : 35.000 F. S'adresser à M. Bernard de SARRIAC, avoc. 10, av. Marceau, Paris (7) 720-22-38 ; à M. Roger ENQUIN, avoc. à PARIS (19), 18, avenue Pierre-I-e-de-Savoie (tél. 720-94-60) ; et à tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de GRASSE.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 7 février 1980, à 14 heures. **PROPRIÉTÉ à PARIS, 2, 4 et 6, rue Pali-Kao** et 72 et 74, boulevard de Belleville (20° arrondissement) comprenant trois bâtiments de plusieurs étages et un petit bâtiment d'un simple rez-de-chaussée, avec une cour au milieu des bâtiments. L'ensemble d'une contenance de 468 mètres carrés environ. **MISE A PRIX : 500.000 FRANCS** S'adresser pour tous renseignements à M. Manfred ERMERLIK, avoc. au bureau de PARIS, 115, rue Lafayette (téléphone 878-78-88) ; au greffe des créés au Tribunal de Grande Instance à PARIS ; à tous avocats près les Tribunaux de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE ; et sur place pour visiter à Paris, possible du CREDIT FONCIER DES FRANCES et de la CREDITAT BANK S.A.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, 4, bd du Palais, le jeudi 14 février 1980, à 14 heures. **APARTEMENT, CAVE et BOX** dans l'immeuble à 17, rue Labrousse et 18 et 22, rue Castagnary, à PARIS, 15° arrondissement dans le bâtiment C, escalier 3, au 12° étage, un appartement à gauche, porte droite, composé d'une entrée, cuisine, salle de séjour, 4 chambres, 2 rangements, dégagement, salle de bain, w.c., salle d'eau avec w.c. ; au 3° sous-sol, une cave n° 27 du plan et un emplacement de voiture formant box n° 31 du plan. **MISE A PRIX : 350.000 FRANCS** S'adresser pour tous renseignements à M. François INBONA, de la S.C.P. MORRIS, LUCAS, INBONA, socié d'avocats, 4, avenue Sully-Prudhomme, à Paris (7°). Tél. : 555-74-05.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, 4, boulevard du Palais, le jeudi 14 février 1980, à 14 heures. **EN DEUX LOTS - A PARIS 13° arrondissement** avenue d'Italie (n° 17, 19 et 21) et av. de Choisy (n° 133, 135, 137 et 139) **APARTEMENTS, CAVES et PARKINGS** PREMIER LOT : — Au 27° étage : un appartement de 2 pièces à gauche, cuisine droite, porte face. — 2° s/sol : 1 cave n° 161 du plan. — 3° s/sol : parking n° 137 du plan. **MISE A PRIX : 150.000 F** DEUXIEME LOT : — 3° étage : un appartement de 2 pièces à gauche, cuisine droite, porte face. — 2° s/sol : 1 cave n° 170 du plan. — 3° s/sol : parking n° 138 du plan. **MISE A PRIX : 150.000 F** **TOTAL DES MISES A PRIX : 300.000 FRANCS** S'adresser pour tous renseignements à M. François INBONA, avoc. de la S.C.P. MORRIS, LUCAS, INBONA, socié d'avocats, 4, av. Sully-Prudhomme, à Paris (7°). Tél. : 555-74-05.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES (78), le mercredi 13 février 1980, à 14 heures. **PROPRIÉTÉ à COURGENT (Yvelines)** rue de la Vallée et chemin de Montchouvet. Composant : principal corps de bât. comp. de rez-de-chaussée, cuisine, chauffage, W.-C., grande pièce, 2 autres pièces, grand couloir, a. de bain avec W.-C. ; 1° étage, 5 chambres, 1 a. de bain et petit grenier, grenier perdu au-dessus ; autre bât. rez-de-chaussée comp. de 2 pièces pouvant servir de gar. ; 2° étage comp. de 7 pièces - Maison de gardien - Jardin. **Le tout d'une contenance totale de 92 ares 55 centiares.** **MISE A PRIX : 240.000 FRANCS** Vendue occupée par les débiteurs. S'adresser pour tous renseignements à M. Jean BILLYARD, avoc. 79 bis, boulevard de la Reine à 78000 VERSAILLES (tél. 950-02-99).

Vente au Palais de Justice à PARIS, le jeudi 7 février 1980, à 14 heures. **EMPLACEMENTS VOITURES PARIS-11°** 1° sous-sol (53) - 2° sous-sol (33) - 3° sous-sol (64) - 4° sous-sol (62) 50, rue de Malte et 15, boulevard JULES-FERRY LIBRES DE LOCATION COMMERCIALE L'ancien LOCATAIRE quittera les lieux le 31 janvier 1980. **Mise à Prix 1.500.000 F.** S'adr. M. BUCHER, avoc. à Paris, 1, rue G.-Berger, tél. 786-48-01 ou 786-28-94 ; au greffe des créés du Tribunal de Grande Instance de PARIS ; et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à Paris, le jeudi 14 février 1980, à 14 heures. **APARTEMENT, CAVE et PARKING à PARIS (15°)** dépendant de l'ensemble immobilier rue Lecourbe (n° 325 à 341), rue Vasco-de-Gama (n° 43 à 57) et rue Desnouettes (n° 74). **MISE A PRIX : 150.000 FRANCS** S'adresser à M. RIBADEAU-DUMAS, avoc. 47, avenue de Lamballe, à Paris (16°) - Tél. : 224-46-40.

Monde  
de-France  
prise du travail chez les taus parisi  
Rien n'est réglé

JEAN PE

Bourgogne

Fin de la grève de  
Carm - La grève des aut  
et mécaniciens des aut  
l'association de Carm  
menace le 3 janvier, a  
jeudi matin 24 janvier.  
somme réclamant une ha  
salaires de 5 et 10. La di  
accordé une majoration  
et deux jours de congé  
mentaires.

BROCANTE DU BATIMENT  
Cheminées, carrelages, toiles, poutres, stèles.

CHANTIER OUVERT AU PUBLIC  
La Brocante du Batiment  
révoce ses portes et pro  
pose au public de voir la  
durée des travaux des pri  
exceptionnelles sur toutes ses  
cheminées d'époque.

A partir du 3 février  
1980 profitez-en et venez  
faire l'achat de l'année sur  
votre cheminée.

Jusqu'au 3.02.80  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
SUR TOUTES NOS CHEMINÉES.

BROCANTE DU BATIMENT  
128, Quai de Jemmapes 75010 Paris.  
Tél. 203.47.51.

L'authentique moins cher que la copie.

سكزا من الأصل



# Le Monde

## régions

### Ile-de-France

#### Reprise du travail chez les taxis parisiens

##### Rien n'est réglé

Après quatre jours de grève, les taxis parisiens roulent de nouveau dans la capitale. Dans l'après-midi, une petite affluence collée sur les vitres des véhicules annonce en effet une augmentation de 15 % des tarifs. Mais le gouvernement n'a pas cédé et l'arrêté préfectoral du 18 janvier est toujours en vigueur : 10 % immédiatement, et 5 % au 1<sup>er</sup> juillet prochain. C'est donc dès aujourd'hui une preuve de force qui s'engage entre les chauffeurs de taxi et les pouvoirs publics. Arbitres, les clients.

« Ce n'est pas avec quatre jours de grève que l'on peut faire céder Monory », nous disait ce jeudi 24 janvier un chauffeur de taxi qui applique naturellement la majoration de 15 %, mais qui ne fait aucune difficulté quand le client n'accepte pas d'aller au-delà de 10 %. Les consignes de l'inter-syndicat des chauffeurs de taxi demandent d'éviter les incidents avec les clients paraisant donc suivies. Mais les questions de fond ne sont pas toujours résolues. Par exemple, la détaxe de l'essence « accordée à d'autres professions, mais pas à nous ». L'Assemblée nationale a voté un amendement prévoyant cette détaxe au cours de la prochaine discussion budgétaire, mais l'application de l'article 49 le rend caduc. Les chauffeurs de taxis ajoutent : « Un représentant V.P. se fait rembourser 1,50 F

du kilomètre, nous le kilomètre, ça nous revient à 1,50 F. Enfin il existe un problème technique qui ne sera pas de nature à démentir l'atmosphère pour appliquer la hausse de 10 % puis de 5 % : les compteurs des véhicules doivent être changés deux fois. Coût de chaque changement : 200 francs.

Pour les pouvoirs publics, les prochains jours seront décisifs, et tout dépendra de l'attitude des clients. Mais si, comme le souligne M. Edouard Frédéric-Dupont (Union pour Paris), adjoint au maire, la décision d'augmenter les tarifs des taxis en deux étapes a été prise, c'est parce que cette augmentation, venue en ligne de compte pour le calcul de l'indice des prix » (le Monde du 14 janvier), l'économie d'une grève aurait pu être faite. Car, toujours selon M. Frédéric-Dupont, les chauffeurs de taxi étaient prêts à seulement augmenter leur tarif aux mois de février ou mars, mais de 15 %. Interrogé le 23 janvier sur France-Inter, M. René Monory, ministre de l'économie déclara : « Pour ce qui est des taxis, j'ai procédé comme je l'ai fait avec les autres professions lorsqu'il s'agit d'augmentations de prix. J'ai mené, avec mes collaborateurs, les négociations avec un certain nombre de gens représentatifs de la profession des taxis, et nous nous sommes mis d'accord sur une augmentation de 10 % immédiat, puis de 5 % au 1<sup>er</sup> juillet. Tout le monde était d'accord, mais il se trouve que la base n'a pas suivi les gens représentatifs. »

Les clients, eux, auront parfaitement le droit de refuser une hausse illégale (1). Seule, en effet, est exigible la somme inscrite au compteur, majorée de 10 %. Les services de police veilleront à l'application de ces instructions préfectorales. Mais il est utile de posséder de la monnaie dans ses poches pour éviter toute discussion.

Réfin, ce mouvement de grève aura peut-être également le problème du statut des chauffeurs parisiens, qui dépendent de la préfecture de police, alors que ceux de province sont rattachés directement à leur mairie respective.

JEAN PERRIN.

### Corse

#### Avant la manifestation du 26 janvier

#### LE CONSEIL GÉNÉRAL PLAIDE POUR L'« APAISEMENT ET L'UNITÉ »

Le conseil général de la Corse-du-Sud a adopté, le mercredi 23 janvier, un vœu en faveur de l'« apaisement » et de l'« unité » après les événements de Bastia et d'Ajaccio. Ce texte a été voté par les douze conseillers appartenant à la majorité présidentielle de l'Assemblée départementale, qui compte vingt sièges. Les représentants des formations de gauche se sont abstenus.

Selon le vœu, « le rôle fondamental de l'État est d'assurer la justice et l'ordre public et la seule garantie contre les dérapages et le recours au droit coutumier trop facilement utilisé aujourd'hui à des fins partiales ». Le texte met « la population en garde » contre « toute exploitation abusive du sentiment de solidarité qui caractérise l'âme insulaire » et « s'élève contre l'ingérence de certains membres du Parlement européen ». La prise de position des élus départementaux intervient avant le rassemblement, organisé le samedi 24 janvier à Ajaccio, par le collectif « Un groupe mouvements nationalistes, partis de gauche et organisations professionnelles ».

D'autre part, depuis le jeudi 24 janvier, des agriculteurs corses appartenant à la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (F.D.S.E.A.) et au Centre départemental des jeunes agriculteurs (C.D.J.A.) occupent des caves viticoles dans les régions de Porto-Vecchio, de Sartène et d'Ajaccio. Ces caves appartiennent aux sociétés d'exportation de Sommarin. Le but de ces occupations est de protester contre « certains cumuls », ont déclaré les agriculteurs dont on ignore le nombre.

### Rhône-Alpes

#### Plusieurs milliers de camions sont bloqués AU TUNNEL DU MONT-BLANC

##### (De notre correspondant.)

Grenoble. — Le tunnel du Mont-Blanc était à nouveau bloqué le 24 janvier, à la suite d'une avalanche de neige. Un camion à la sortie de la station italienne de Courmayeur. La circulation des voitures et des camions était totalement interrompue dans la machine. D'autres avalanches menaçaient la plate-forme d'accès italienne au tunnel, les véhicules qui s'y trouvaient ont dû être déplacés de toute urgence. Il a été décidé de fermer le tunnel à la circulation le 22 janvier, au trafic des poids lourds, car des couloirs de neige franchissaient constamment la chaussée sur la route du val d'Aoste et de nombreux camions s'étaient mis en travers de la route, rendant très incertaine la circulation sur l'un des axes européens les plus fréquentés.

Ce jeudi matin, mille huit cents camions attendaient du côté français une éventuelle ouverture du tunnel. Un nombre équivalent de camions était immobilisé sur le versant italien, à la gare routière de Bonneville (Haute-Savoie), où précède l'accumulation d'un grand nombre de véhicules pose de sérieux problèmes de ravitaillement et d'urgence de la vie des camionneurs bloqués. Ceux-ci ont à nouveau dénoncé, jeudi, le « laxisme » des autorités italiennes, qui n'assurent pas un déneigement correct de la route italienne. — D.F.

### Bourgogne

M. Charles Delattre, réélu président du comité économique et social de Bourgogne, a été réélu, le 23 janvier, président du comité économique et social de Bourgogne, qu'il préside depuis 1974. Il avait contre lui deux autres candidats, M. Marcel Blanchard, ancien président de la chambre régionale de commerce et d'industrie (qui fut candidat malheureux aux élections législatives en Saône-et-Loire) et M. Jacques Favier, du parti socialiste, représentant au C.E.S. le syndicat F.O. — (Corresp.)

Fin de la grève des bus à Coen. — La grève des chauffeurs et mécaniciens des autobus de l'agglomération de Coen, commencée le 3 janvier, a pris fin jeudi matin 24 janvier. Le personnel réclamait une hausse des salaires de 5 %. La direction a accordé une majoration de 3,5 % et deux jours de congé supplémentaires.

### Picardie

#### LA VILLE D'AMIENS SE LANCE DANS UN AMBITIEUX PROGRAMME D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU D'AUTOBUS

##### (De notre correspondant.)

Amiens. — La guerre des bus, qui paraissait apaisée, repart de plus belle à Amiens (Somme) (le Monde du 13-14 décembre). Au cours de la dernière réunion du conseil municipal, M. René Lamps, maire communiste, a annoncé qu'il intentait un recours devant le tribunal administratif pour contester l'arrêté du préfet, M. Jean Rochet, annulant plusieurs délibérations du conseil. Celui-ci reproche en effet à la municipalité d'avoir fait un usage illégal du versement transport (1 % de la masse salariale des entreprises installées sur le territoire de la commune).

D'autre part, une procédure de recours hiérarchique est engagée, c'est-à-dire que la ville a décidé de porter le dossier devant le ministre de tutelle.

Sur le terrain, la politique des transports en commun va être développée. En 1980, 20 % des déplacements à l'intérieur du périmètre du schéma directeur d'aménagement et d'équipement (S.D.A.E.) devront — c'est l'objectif — s'effectuer par bus. Des couloirs réservés seront créés. Les conducteurs auront des radio-téléphones à leur disposition afin que les cadences soient synchronisées.

Il ne fait pas de doute qu'en affirmant ainsi ouvertement ses projets d'améliorer la municipalité d'Amiens veut mettre le gouvernement en contradiction avec lui-même : car d'un côté les municipalités ont une politique de transports en commun, et de l'autre refusent des crédits aux villes qui font des efforts en ce sens. — M. C.

### Provence-Alpes-Côte-d'Azur

#### COLÈRE CHEZ LES AGRICULTEURS DU VAR

#### Quand l'Arabie Saoudite achète au prix fort

Draguignan. — Les organisations professionnelles agricoles du Var viennent de réagir avec vigueur à l'acquisition, par un banquier saoudien, d'un domaine de 350 hectares sur la commune d'Ampus, près de Draguignan. Elles contestent le montant élevé de la transaction — 7 millions de francs — qu'elles jugent « sans aucune mesure » avec la valeur agricole de la propriété et qui a contraint la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur à lui interdire financièrement de faire jouer son droit de préemption. La vente peut encore, cependant, être rendue inopérante par le biais de la législation soumettant les transferts de capitaux en France à une autorisation du ministère de l'économie.

Exploité depuis toujours — il a compté jusqu'à deux mille têtes de moutons — le domaine du Mont-Vieux, à Ampus, est devenu en 1966 la propriété de deux agriculteurs d'Algérie, MM. Rime et Condard, qui l'ont remis en vente l'an dernier. A l'époque, la SAFER a encore la possibilité de demander une contre-expertise. Mais en « gelant » ainsi le terrain, sans être assurée de pouvoir réaliser l'opération, elle s'expose à payer éventuellement des dommages-intérêts aux vendeurs. Ainsi décidera-t-elle de baisser pavillon.

Dans un communiqué, les organisations professionnelles agricoles du département lui ont apporté leur soutien en lui demandant de poursuivre son action « par tous les moyens légaux dont elle dispose ». Elles considèrent, d'autre part, que l'estimation faite par l'expert « ne correspond pas à une réalité agricole » et n'admettent pas « que puisse être ainsi compromise une politique d'installation (de jeunes agriculteurs) et d'aménagement (des exploitations) absolument indispensables au département ». Elles se disent prêtes enfin à engager elles-mêmes auprès des pouvoirs publics « toutes les actions nécessaires pour qu'en tout état de cause cette acquisition ne puisse se réaliser dans les conditions projetées ».

#### De notre correspondant régional

rière à celle des domaines : entre 6 500 000 et 7 000 000 de francs, c'est-à-dire le prix qui est offert par le banquier saoudien. La SAFER a encore la possibilité de demander une contre-expertise. Mais en « gelant » ainsi le terrain, sans être assurée de pouvoir réaliser l'opération, elle s'expose à payer éventuellement des dommages-intérêts aux vendeurs. Ainsi décidera-t-elle de baisser pavillon.

Dans un communiqué, les organisations professionnelles agricoles du département lui ont apporté leur soutien en lui demandant de poursuivre son action « par tous les moyens légaux dont elle dispose ». Elles considèrent, d'autre part, que l'estimation faite par l'expert « ne correspond pas à une réalité agricole » et n'admettent pas « que puisse être ainsi compromise une politique d'installation (de jeunes agriculteurs) et d'aménagement (des exploitations) absolument indispensables au département ». Elles se disent prêtes enfin à engager elles-mêmes auprès des pouvoirs publics « toutes les actions nécessaires pour qu'en tout état de cause cette acquisition ne puisse se réaliser dans les conditions projetées ».

#### Les capitaux étrangers

L'affaire a été évoquée récemment au conseil général du Var. En réponse à une question du sénateur et maire de Saint-Jean-la-Montagne, M. Maurice Janetti (P.S.), le préfet, M. Pierre Manière, a précisé que la transaction était soumise à l'avis du ministère de l'Agriculture et dépendait en dernier ressort de la décision des services du Trésor relative à l'introduction de capitaux étrangers en France. En l'occurrence, la direction dépar-

#### AU CONSEIL RÉGIONAL

#### Il faudrait vingt-quatre avions Canadair pour lutter contre les feux de forêt

##### De notre correspondant régional

Marseille. — Plus de trente mille hectares de forêt et de garrigues (40 % au moins dans le seul département des Bouches-du-Rhône) ont été dévastés par les incendies dans la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur au cours de l'été 1979. Afin de « penser les plaies », le conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur a apporté une aide immédiate de 6 millions de francs aux communes sinistrées ayant eu plus de cent hectares ou plus de 10 % de leur superficie incendiés (1).

En outre, un crédit de 10 millions de francs a été inscrit au budget de 1980. Le conseil régional souhaite que ces moyens financiers soient utilisés dans le cadre d'un programme global pour la forêt, dont les mesures d'intervention élaborées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) devraient être une des composantes.

Il propose plus particulièrement à l'Etat de mettre en œuvre, dans le cadre du huitième plan, trois programmes d'actions prioritaires concernant l'accroissement des moyens de lutte contre l'incendie (avec le ministère de l'Intérieur), le lancement d'opérations originales touchant aux activités agricoles (avec le ministère de l'Agriculture) et enfin la filière bois (avec le ministère de l'Industrie). Pour lutter contre les incendies, la commission « forêt » du conseil régional estime qu'il faut engager

une vaste campagne de sensibilisation auprès des habitants et surtout des touristes et mettre en place, dans les zones à « hauts risques », un système d'alerte permanent. Elle insiste, d'autre part, sur la rapidité et la coordination des interventions qui pourraient être obtenues par la création de petites unités de sapeurs-pompiers professionnels et une plus grande décentralisation des moyens permanents sous un commandement unique. Elle préconise enfin une meilleure répartition des moyens matériels « lourds » (les besoins sont estimés à l'équivalent de vingt-quatre Canadair), et humains (sapeurs forestiers et soldats du contingent). — G. P.

(1) L'aide de la région concerne une superficie de 26 000 hectares. La subvention moyenne est de 225 F par hectare.

GUY PORTE.

(1) L'acquéreur a indiqué qu'il projetait de créer sur le domaine du moulin-vieux un élevage de pur-sang arabes.

**BROCANTE DU BATIMENT**  
Cheminées, corbeilles, toiles, poutres, statues.

**CHANTIER OUVERT AU PUBLIC.**

La Brocante du Bâtiment rénove son entrepôt et propose au public pendant la durée des travaux des prix exceptionnels sur toutes ses cheminées d'époque.

Alors jusqu'au 3 Février 1980 profitez-en et venez faire l'affaire de l'année sur votre cheminée.

Jusqu'au 3.02.80  
**PRIX EXCEPTIONNELS SUR TOUTES NOS CHEMINÉES.**

**BROCANTE DU BATIMENT**  
123, Quai de Jemmapes 75010 Paris.  
Tél: 203.47.51.

L'authentique moins cher que la copie.

**Le Monde**  
DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro :

**LES SOUFFRANCES DES TRANSSEXUELS**

Un homme convaincu d'être une femme, une femme convaincue d'être un homme. Un remède : la chirurgie. Mais pas de miracles.

Par Catherine Riboit et Yves Mamou

**PARADJANOV, CINÉASTE INDÉSIRABLE**

Le cinéaste arménien Serge Paradjanov, arrêté, condamné en U.R.S.S. Nous l'avons interrogé à Tiflissi.

Par Anassian

POUR TRAVERSER LA MANCHE EN VOITURE

**CAR FERRIES Sealink**

VOUS OFFRE

**POUR LA SAINT VALENTIN**

PENDANT TOUT LE MOIS DE FÉVRIER

pour **200 F.**

une traversée aller et retour à deux avec la voiture

billet valable 10 jours

Demandez ce prix réduit en prenant vos réservations dans les gares bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages.

\* 1 passager en plus : 100 F. - Enfant : 50 F.

**SNCF**



# Le Monde

# économie

## ÉNERGIE

POUR RÉDUIRE LA DÉPENDANCE PÉTROLIÈRE DE LA FRANCE

## Le gouvernement veut accroître la consommation de charbon accélérer le « programme vert » et développer la récupération de chaleur

M. André Giraud a commenté, mercredi 23 janvier, la communication sur l'énergie qu'il avait faite le matin devant le conseil des ministres (voir page 11). Ces aspects non nucléaires de la politique menée dans ce domaine ne doivent rien au hasard : il s'agit pour M. Giraud de prouver que l'action gouvernementale ne se limite pas à la seule mise en œuvre du plus important programme électro-nucléaire d'Europe, alors que le même jour plusieurs organisations dénonçaient la politique du « tout-nucléaire » des pouvoirs publics.

Voici le résumé des décisions et orientations arrêtées par le gouvernement :

● **Les économies d'énergie** — L'année 1979 a marqué un tournant, a déclaré M. Giraud. Le comportement des consommateurs a changé, les investissements industriels et de la part de l'Etat ont été considérables. Les économies d'énergie réalisées atteignent environ 18 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (MTEP), alors que l'objectif fixé par le gouvernement pour 1979 est de 35 MTEP. Globalement, le pétrole, qui assurait 67 % de l'approvisionnement énergétique de la France en 1978, ne représentera plus que 37 % en 1979.

Deux modifications sont apportées au régime des primes versées à l'industrie. En 1978, il avait été décidé de ne pas accorder de primes aux investissements ayant un coût supérieur à 3 600 francs par MTEP économisée. Ce plafond est porté à 7 000 francs. A l'inverse, le seuil de 800 francs par MTEP économisée, en dessous duquel aucune prime n'était versée, est porté à 2 000 francs.

Enfin, le gouvernement accordera dans ce domaine de nouvelles aides aux collectivités locales. Des conventions pourront être passées avec l'Agence pour les économies d'énergie et une prime de 400 francs par MTEP économisée pourra être attribuée aux communes de plus de quarante mille habitants. Les autres communes recevront la prime par l'intermédiaire de comités spécialisés ayant signé la convention avec l'Agence.

● **Le programme sur les hydrocarbures nationaux** — Les décisions et orientations arrêtées lors du conseil de planification du 10 janvier sont confirmées (le Monde du 12 janvier).

● **Politique charbonnière** — Le gouvernement entend développer la part du charbon dans la consommation de l'industrie et des chauffages collectifs. L'objectif a été fixé à 10 millions de tonnes en 1985 et 20 millions

de tonnes en 1990 (contre 3 aujourd'hui). Pour favoriser le passage du fuel au charbon, des mécanismes financiers, comparables à ceux mis en œuvre pour développer les économies d'énergie, seront mis en service. Compte tenu des économies de devises ainsi réalisées, ces avantages financiers devraient être à peu près d'un montant égal à la moitié de ceux qui sont consentis pour les investissements économisant l'énergie. La protection commerciale du charbon sera favorisée et des recherches seront entreprises afin d'améliorer sa mobilité.

Afin de valoriser les réserves du bassin de Provence, il a été décidé de réaliser des investissements miniers d'un nouveau puits à l'ouest de Gardanne, ainsi que des travaux d'infrastructure et de construire une nouvelle centrale électrique d'une puissance de 600 MW. Le coût total des investissements sera de 2,5 milliards de francs.

Enfin, M. Giraud recueillera les syndicats de mineurs afin d'examiner avec eux les conséquences de cette nouvelle orientation de la politique charbonnière.

● **Energie solaire** — L'utilisation de l'énergie solaire dans l'habitat et les équipements sociaux sera favorisée. L'objectif 1980 est d'aboutir à l'équipement de quarante mille chauffe-eau solaires, soit le doublement du parc existant. A cet effet, des contrats pourront être conclus entre le ministère de l'Industrie et les constructeurs de logements qui pourront bénéficier de l'exonération de l'avance remboursable versée à l'EDF pour les logements chauffés à l'électricité dans la limite du nombre d'équipements de production d'eau chaude solaire mis en œuvre. En général, cette aide sera égale à 50 % dans la limite de 10 000 F.

Une procédure d'aide aux maîtres d'ouvrage pour les études préliminaires de leurs projets susceptibles de comporter une variante solaire sera mise en œuvre. En général, cette aide sera égale à 50 % dans la limite de 10 000 F.

La démarche est adroite. Est-elle convaincante ? Les têtes de chapitres du dossier remis à la presse mercredi — économies d'énergie, programme d'hydrocarbures nationaux, consommation de charbon, programme d'équipements non nucléaires d'énergie électrique, politique solaire, programme vert pour l'énergie, récupération et réseaux de chaleur — sont de nature à satisfaire les partisans d'une véritable politique de diversification. De là à en conclure que le gouvernement change de cap, il y a un pas qu'il serait prématuré de franchir. Le gouvernement souhaite développer

la part du charbon dans la consommation énergétique et c'est sans doute une bonne chose, même si cela se traduit par une augmentation des importations coûteuses en devises. Qu'il mette l'accent sur l'importance qu'il attache au développement de la géothermie et des réseaux de chaleur est notable ; qu'il affirme une nouvelle fois son intention de mettre en œuvre un « vaste programme vert » est prometteur. Parler pour autant de redoublement énergétique paraît cependant excessif, tant paraissent minces les moyens mis en œuvre pour une telle politique. — Ph. L.

### IMPORTATIONS RECORDS DE CHARBON PAR LA FRANCE EN 1979

Avec un total de 25,7 millions de tonnes (contre 25,595 en 1978), les importations françaises de charbon ont atteint, en 1979, un niveau record depuis la seconde guerre mondiale. Les pays membres de la C.E.E. ont fourni 19,13 millions de tonnes (contre 9,72 en 1978), dont la plus grande partie a été livrée par la R.F.A. : 5,94 millions de tonnes (contre 5,81). Les autres fournisseurs les plus importants ont été l'Afrique du Sud : 3,78 millions de tonnes (contre 4,34 millions), la Pologne : 4,67 millions (contre 4,78), les Etats-Unis : 3,78 millions (contre 1,499), et l'Australie : 2,46 millions (contre 1,76). Cinq pays assurent ainsi 95 % de l'approvisionnement extérieur de la France en charbon (28,34 millions de tonnes sur 29,70). Soit 28 % de plus que la production nationale totale (22 millions de tonnes).

## SOCIAL

### Les négociations entre les médecins et la Sécurité sociale

« Climat tendu », mais une nouvelle réunion est prévue

« Le climat reste tendu mais les discussions ont été remises sur les rails », déclare tout à la fois la C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français) après la réunion, mercredi soir 23 janvier, entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux sur le renouvellement de la convention qui lie le corps médical aux régimes d'assurance-maladie.

La C.S.M.F. a présenté un contre-projet qui propose un système d'antidiscipline et une sorte de « contrat économique » avec des obligations et des sanctions, mais la C.S.M.F. refuse de « mettre les médecins sous la coupe des caisses ». « Nous admettons que nous ayons des comptes à rendre, mais notre position est la seule qui respecte l'indépendance du médecin et la responsabilité de celui-ci devant ses pairs ».

Même attitude mais plus prudente à la Fédération des médecins de France (F.M.F.) qui a

aussi présenté ses suggestions et estime que « le débat ne s'est pas engagé sur le fond ». Du côté des caisses, on admet que les positions demeurent toujours « assez éloignées ».

Une nouvelle réunion est prévue mercredi 30 janvier. Ensuite, la C.S.M.F. consultera ses adhérents au cours d'une assemblée générale extraordinaire — non pas à la fin de la semaine comme cela a été indiqué dans le Monde du 24 janvier, mais le 3 février. A la C.S.M.F., on l'annonce d'une « guerre des tarifs » n'est pas exagérée, on parle aussi, aujourd'hui, de « l'indépendance ».

D'accord sur l'objectif — une maîtrise des dépenses de santé — les syndicats de médecins et caisses divergent fondamentalement sur la méthode à employer. Mais, comme l'indique le sondage ci-dessous, les syndicats médicaux doivent aussi tenir compte d'une base qui, à 67 %, demeure attachée au système conventionnel. — J.-P. D.

### SELON UN SONDAGE

### 67% des généralistes sont favorables à la médecine conventionnée

Quelle est l'attitude des médecins généralistes à l'égard de la réforme de la convention réglementant les relations entre l'assurance-maladie, les médecins et les patients ? Le sondage réalisé sur ce thème du 11 au 21 décembre 1979, par la Sores pour le journal Le Généraliste (1) sur un échantillon national de 300 médecins généralistes représentatifs de l'ensemble de cette population, est à plus d'un titre intéressant. Les cinq questions posées fournissent parfois des résultats inattendus. Rappelons d'abord, qu'au début de l'année 1979, les généralistes représentaient 58,3 % du corps médical et que M. Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a affirmé à plusieurs reprises son attachement à la médecine générale, pivot de l'organisation sanitaire du pays. Cinquante-quatre pour cent des

médecins interrogés sont favorables à l'élaboration d'une nouvelle convention, des dispositions catégorielles spécifiques pour le généraliste et l'immense majorité de ces praticiens (89 %) souhaitent que le remboursement des consultations auprès d'un spécialiste libéral ou hospitalier, ne soit autorisé que si le malade a, au préalable, consulté un généraliste. Ce pourcentage est de 94 % dans le nord et le nord-est du pays, et de 74 % pour les moins de trente-cinq ans. Une telle disposition, nous a déclaré le docteur Jean Guillard, président de l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, organisme syndical le plus représentatif, serait « gravissime pour la santé publique ». Le libre choix du médecin par son patient serait ainsi supprimé et, contrairement à une idée répandue, un tel système augmenterait les dépenses de l'assurance-maladie. En effet, précise le docteur Guillard, le spécialiste consacrant bien son domaine évite les tâtonnements et les investigations coûteuses et non motivées.

Une petite frange (21 %) des généralistes sont favorables au droit permanent à dépannage (D.P.) des tarifs conventionnés. En revanche, une petite majorité (58 %) souhaite la mise en place d'une tarification promotionnelle tenant compte du profil de carrière. La médecine conventionnée recueille l'approbation de 67 % des médecins interrogés (77 % pour les plus de cinquante ans), le libéralisme absolu 18 %, et la médecine salariale seulement 11 %, ce qui peut surprendre, alors qu'il semble que les jeunes promotions souhaitent de plus en plus souvent le salariat. En revanche, 18 % des praticiens exerçant en groupe sont favorables à ce dernier mode d'exercice.

Enfin, la moitié des omnipraticiens sont plutôt favorables à une limitation des actes (46 %) parmi les médecins exerçant en groupe et 51 % parmi ceux exerçant seuls. — Dr Ph. L.

(1) Le Généraliste, 11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

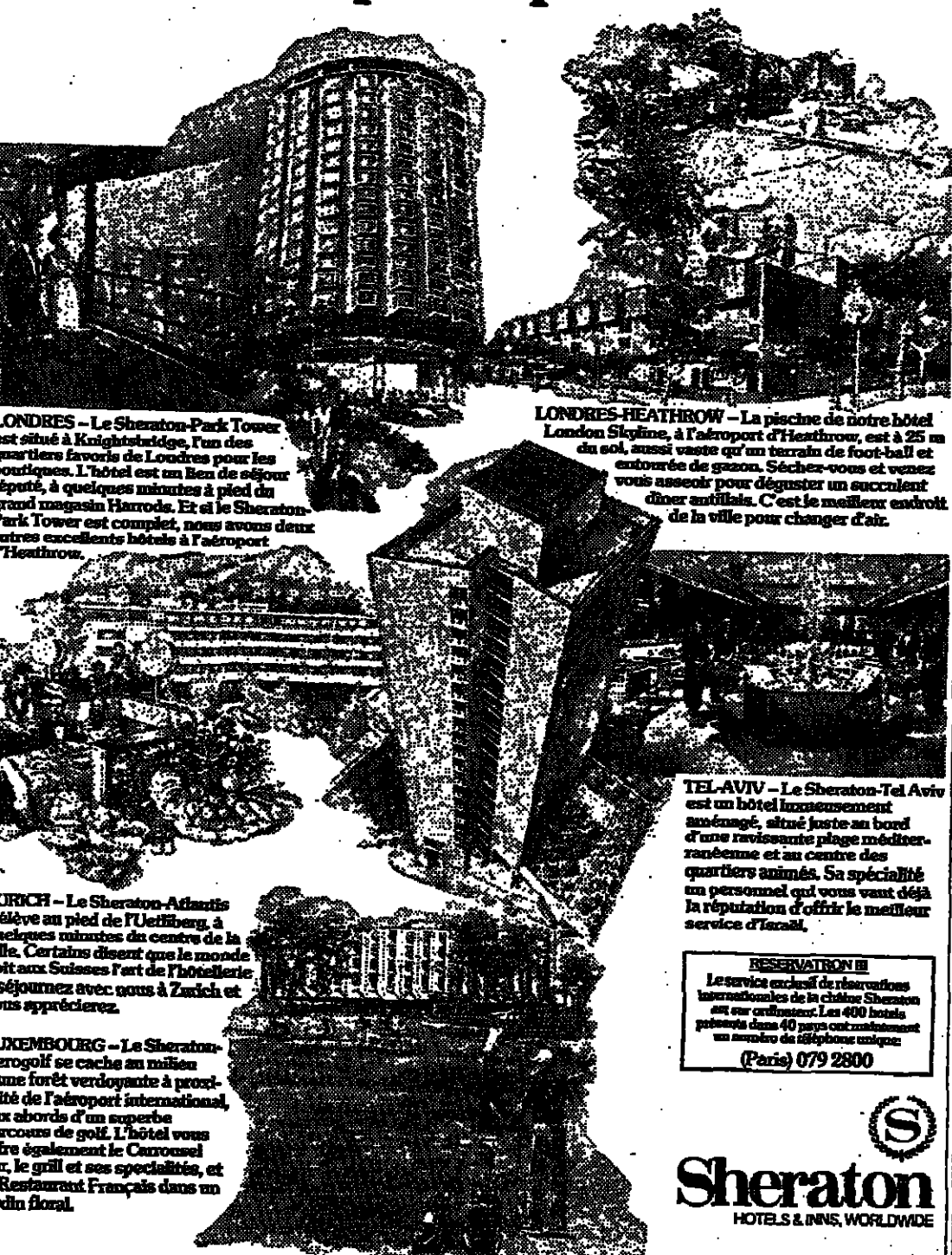
### La pétition contre le « tout nucléaire » aurait recueilli un demi-million de signatures

La pétition nationale, lancée en juin 1979 par vingt-deux organisations — dont le P.S.U., le Mouvement des radicaux de gauche et la C.F.D.T. — « Pour une autre politique de l'énergie — Pour un débat démocratique sur l'énergie », a, selon ses promoteurs, recueilli un demi-million de signatures. Afin de relancer l'intérêt pour cette initiative, dont la clôture intervient fin mars, et sous de se manifester de façon solidaire, après le récent intervention du président de la République sur le sujet, les représentants de ces organisations ont tenu, le 23 janvier, dans les locaux de l'Assemblée nationale, une conférence de presse, au cours de laquelle la critique du « tout nucléaire » a été faite par le porte-parole du mouvement. L'objectif a été fixé à 10 millions de tonnes en 1985 et 20 millions

tent, a-t-elle précisé, le recours à un programme nucléaire minimal. Nous ne partageons pas cette opinion. Mais nous nous opposons au danger grandissant d'une prolifération du nucléaire, notamment dans le domaine militaire, une certaine convergence s'est créée dans la pensée de tous les citoyens. Afin de relancer l'intérêt pour cette initiative, dont la clôture intervient fin mars, et sous de se manifester de façon solidaire, après le récent intervention du président de la République sur le sujet, les représentants de ces organisations ont tenu, le 23 janvier, dans les locaux de l'Assemblée nationale, une conférence de presse, au cours de laquelle la critique du « tout nucléaire » a été faite par le porte-parole du mouvement. L'objectif a été fixé à 10 millions de tonnes en 1985 et 20 millions

Enfin, l'animateur des Amis de la Terre, M. Lalonde, a souligné que certains conseils régionaux semblaient acquis à la mise en place de nouveaux plans énergétiques. Refusant le thème du « mal nécessaire », il a indiqué que le mouvement actuel aboutirait peut-être à une nouvelle conception de la démocratie. A côté de ces ténors, la représentante de l'organisation Coordination nationale antinucléaire, dont, a-t-elle affirmé, les adhérents se battent sur le terrain, a pu à peine faire entendre sa voix. M. B.

## Sheraton: la chaîne d'hôtels de luxe au développement le plus rapide.



LONDRES — Le Sheraton-Park Tower est situé à Heathrow, l'un des quatre grands hôtels de la chaîne Sheraton. L'hôtel est un bon de séjour réputé, à quelques minutes à pied du grand magasin Harrods. Et si le Sheraton-Park Tower est complet, nous avons deux autres excellents hôtels à l'écart de Heathrow.

LONDRES-HEATHROW — La piscine de notre hôtel London Skyline, à l'aéroport d'Heathrow est à 25 m du sol, aussi vaste qu'un terrain de football et entourée de gazon. Séchez-vous et venez vous asseoir pour dégraisser un excellent dîner. C'est le meilleur endroit de la ville pour changer d'air.

TEL-AVIV — Le Sheraton-Tel Aviv est un hôtel luxueusement aménagé, situé juste au bord d'une ravissante plage méditerranéenne et au centre des quartiers animés. Sa spécialité est un personnel qui vous veut déjà la réputation d'être le meilleur service d'hôtel.

ZÜRICH — Le Sheraton-Adlonis s'élève au pied de l'Uetliberg, à quelques minutes de centre de la ville. Certains disent que le monde doit aux Suisses l'art de l'hospitalité — séjournes avec nous à Zurich et vous apprécierez.

LUXEMBOURG — Le Sheraton-Aéroport se cache au milieu d'une forêt verdoyante à proximité de l'aéroport international, aux abords d'un superbe parcours de golf. L'hôtel vous offre également le Croissant Bar, le grill et ses spécialités, et le Restaurant Français dans un jardin floral.

**RESERVATION III**  
Le service central de réservations internationales de la chaîne Sheraton est au 01-46.11.11. Les 400 hôtels présents dans 40 pays sont réunis sous un seul et même numéro unique (Paris) 079 2800

**Sheraton**  
HOTELS & INNS WORLDWIDE

### OCCASION UNIQUE

PROFITEZ DE MON PASSAGE A PARIS

POUR ACHETER UNE ŒUVRE de SALVADOR DALI

(en argent, certifiée et numérotée)

« LES 7 JOURS DE LA CRÉATION DU MONDE »

Exposé actuellement au CENTRE GEORGES-POMPIDOU. Dix collections sont à disposition. Pour renseignements, téléph. au n° 774-78-28

Le système pacte pour l'emploi  
LES OBJECTIFS DES OBJECTIFS SONT ATTENDUS  
comme le C.N.P.F.

### Et vous choisissez



### Chez Saft-Leclanché un ordinateur de stimulateurs cardiaques

Dans le monde, 600 000 porteurs de stimulateurs cardiaques. 200 000 malades dont la vie dépend du bon fonctionnement d'un appareil alimenté par des piles minuscules. En 1979, après plusieurs années de recherche, les ingénieurs de Saft-Leclanché à Poitiers ont donné naissance à une nouvelle génération de piles au lithium chromate d'argent. 180 000 stimulateurs à travers le monde fonctionnent sans défaillance aucune — et pour certains d'entre eux plus de dix ans — grâce à ces piles. Pour prendre en charge le suivi de la fabrication, la qualité de chacune d'entre elles, Saft-Leclanché a fait appel à un ordinateur Hewlett-Packard HP 100. Le système contrôle tous les composants de chaque pile en vente et enregistre les caractéristiques électriques. A la moindre anomalie ou erreur de manipulation, il déclenche le verrouillage immédiat de tout le processus.

هكذا من الأصل



SOCIAL

Les négociations entre les mineurs et la Sécurité sociale

Le CNPF, se déclare satisfait des résultats obtenus du pacte III pour l'emploi, « les trois quarts des objectifs ayant été atteints » au 1<sup>er</sup> janvier 1980. En effet, l'objectif de ce pacte est d'aboutir à quatre cent mille postes pour la première tranche (1<sup>er</sup> juillet 1979 - juillet 1980) et déjà à trois cent mille postes ont été proposés aux jeunes. Mais il faut préciser que « deux cent cinquante-cinq mille environ ont été occupés pour le moment », M. Chotard, vice-président du CNPF, attribue le décalage entre l'offre des entreprises et la demande des jeunes au manque d'information et à la complexité des formalités administratives.

Dans les difficultés rencontrées dans la mise en application de ce pacte le responsable national a cité d'autre part « le lenteur de l'administration du travail dans les délais de réponse aux demandes d'habilitation des entreprises », parlant même de « sabotage du pacte dans certains endroits et à certains moments ».

Apportant des précisions sur l'évolution des différentes formules du pacte III, M. Chotard précise que « ce sont les contrats emploi-formation qui ont le plus nettement progressé », passant de 20 300 en 1977 à 28 200 en 1979, soit une augmentation de 38,9 %.

Les contrats d'apprentissage se sont élevés de 85 000 en 1977 à 92 100 en 1979, soit une hausse de 7,3 %. En revanche, a-t-il souligné, l'embauche avec exonération des charges sociales pour les entreprises a atteint 63 100 en 1979 contre 60 400 en 1978. Le point faible du dispositif, selon M. Chotard réside dans les stages pratiques en entreprises qui « n'ont pas eu de développement souhaité ».

Le CNPF demande donc que des améliorations soient apportées à cette formule.

Interrogé sur le nombre d'embauches définitives auxquelles donneraient lieu ces 300 000 postes, M. Chotard a estimé qu'il était impossible de donner une réponse. « Chacun de ces postes donne lieu à un contrat de travail », il n'est pas possible de savoir s'il sera définitif. La notion même d'embauche définitive n'existe pas dans la législation du travail.

Le troisième pacte pour l'emploi

« LES TROIS QUARTS DES OBJECTIFS SONT ATTEINTS » estime le C.N.P.F.

Le CNPF, se déclare satisfait des résultats obtenus du pacte III pour l'emploi, « les trois quarts des objectifs ayant été atteints » au 1<sup>er</sup> janvier 1980. En effet, l'objectif de ce pacte est d'aboutir à quatre cent mille postes pour la première tranche (1<sup>er</sup> juillet 1979 - juillet 1980) et déjà à trois cent mille postes ont été proposés aux jeunes. Mais il faut préciser que « deux cent cinquante-cinq mille environ ont été occupés pour le moment », M. Chotard, vice-président du CNPF, attribue le décalage entre l'offre des entreprises et la demande des jeunes au manque d'information et à la complexité des formalités administratives.

OCCUPATION D'UN PUIS DANS LES HOUILLÈRES DU NORD

(De notre correspondant.)

Lille. — A Balmaes, près de Valenciennes, le puits Sabatier des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, est occupé depuis mercredi 23 janvier à l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Une vingtaine de mineurs occupent le puits à 725 mètres de profondeur. Ce puits, qui doit être fermé en avril, emploie encore cinq cents personnes. Une motion de la C.G.T. avait demandé lundi M. Boquet, député communiste du Nord, puisse participer à la réunion du comité d'établissement où serait débattue la fermeture du puits ; la direction a refusé. La C.F.D.T. ne s'associe pas au mouvement, estimant qu'il risque d'aboutir à une fermeture accélérée de Sabatier.

Selon la direction, le puits n'offre plus de possibilités d'extension de charbon dans des conditions normales ; la C.G.T. affirme qu'il reste 20 millions de tonnes de charbon exploitables à condition d'envisager quelques investissements.

AU CONSEIL NATIONAL DE LA C.F.D.T.

M. Chérèque : pour une guerre de mouvement et non de tranchées

Le conseil national de la C.F.D.T. a ouvert ses travaux pour trois jours, ce jeudi 24 janvier, avec le rapport de M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint.

« L'heure n'est pas au repli, dans un syndicalisme frileux et défensif ou dans un syndicalisme « réponsif » à tout », déclare M. Chérèque dans son introduction. « L'heure est de nouveau au bilan lucide mais confiant (...) pour une politique syndicale encore plus offensive (...) mobilisée parce que nous sommes d'une forte ambition de transformation. »

La montée des actions, depuis septembre, constate M. Chérèque, « ne débouche pas pour autant sur un rapport de force capable de faire fléchir le gouvernement et le C.N.P.F. ». Mais la C.F.D.T. a choisi « la guerre de mouvement et non la guerre de tranchées ». Elle montre son « autonomie de pensée et d'action », qui résulte du réajustement de mars 1978, qui a été confirmé par le congrès de Brest. « Il n'y a pas d'autre voie, constate M. Chérèque, que le socialisme autogestionnaire se mesure d'abord dans les actes et dans les faits de tous les jours. »

Indépendamment des thèmes d'action revendicative : emploi, bas salaires et pouvoir d'achat, réduction de la durée du travail, droit d'expression des travailleurs dans les entreprises, etc., les débats porteront évidemment sur les rapports avec la C.G.T. et les autres organisations syndicales et l'actualité internationale.

On sait que le bureau de la C.F.D.T. est unanime, condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan, a estimé, selon le mot de M. Maïre, que « l'ombre

de Kéroul » plane sur le mouvement syndical et constitue un obstacle à la mobilisation sociale et à l'union des forces populaires. La C.F.D.T. espère, a dit M. Maïre, que son effort d'information « contribuera à un vaste mouvement de protestation populaire et conduira la C.G.T. et le P.C.F. à renouer à des positions plus conformes aux traditions de la classe ouvrière française ».

De son côté, la C.G.T. réunit son comité confédéral national les 24 et 25 janvier. Après ces délibérations, les dirigeants des deux centrales fixeront le rendez-vous dont le principe est déjà acquis.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	1 <sup>er</sup> MOIS	2 <sup>es</sup> MOIS	3 <sup>es</sup> MOIS
	+ ou - sur	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U.	4,0500 4,0320	- 50 - 55	- 125 - 135	- 200 - 210
\$ can.	3,4935 3,4955	- 60 - 30	- 115 - 75	- 220 - 180
Yen (100)	1,6365 1,6390	+ 30 + 70	+ 85 + 110	+ 315 + 365
DM	2,3380 2,3410	+ 65 + 90	+ 125 + 150	+ 420 + 475
Florn.	2,1180 2,1215	+ 15 + 30	+ 25 + 45	+ 120 + 165
F.S. (100)	14,1100 14,0925	+ 135 + 165	+ 285 + 320	+ 820 + 890
F.S. (100)	2,6175 2,6215	+ 130 + 165	+ 250 + 290	+ 750 + 880
L. (1 000)	5,6180 5,6225	- 480 - 380	- 820 - 880	- 2220 - 2875
S. (1 000)	9,2225 9,2325	- 450 - 375	- 825 - 750	- 2700 - 2400

TAUX DES EURO - MONNAIES

	8	8 3/8	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8
\$ E.-U.	611/16	51/16	14	14 3/8	14 5/8	15	16 3/16	24 9/16
Florn.	10 1/4	11	10 1/2	11 1/4	10 5/8	11 3/8	10 5/8	11 3/8
F.S. (100)	13	14 1/2	14	14 3/4	14 1/4	15	16	14 3/4
F.S. (100)	15	16 1/2	15	15 3/4	15 1/4	16	16 3/4	15 3/4
L. (1 000)	15	16 1/2	15 1/2	16 1/4	15 3/4	16 1/2	16 1/2	15 3/4
Euro	15 1/2	16	15 3/8	16 1/8	15 7/8	16 1/4	16 1/4	15 3/4
Fr. franc.	11 1/2	12	11 7/8	12 1/8	12 1/8	12 5/8	13 1/4	13 1/8

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

En Irlande

Manifestation monstre de salariés contre la législation fiscale

De notre correspondant

Dublin. — La campagne des syndicats irlandais en faveur d'une réforme de la fiscalité s'amplifie : 700 000 de leurs membres, soit près des trois quarts de la force ouvrière ont manifesté, le 23 janvier, à travers le pays. Pour la manifestation dans la seule capitale, la plus grande jamais vue dans l'histoire de l'Irlande, entre 250 000 et 400 000 personnes ont défilé, soit deux fois plus que lors de la dernière grande manifestation contre la fiscalité en mars 1978.

La manifestation a été organisée par le syndicat des enseignants, le G.T.O., qui a demandé instamment que le gouvernement allège le fardeau fiscal des salariés (qui, selon un rapport récent, représentent plus de 80 % de contribution sur le revenu), impose les agriculteurs (environ 22 000 sur 170 000 sont actuellement imposables), mette fin aux fraudes fiscales de ceux qui travaillent à leur compte et renvoie en vigueur la taxe sur la fortune.

Le gouvernement de M. Lynch avait tenté de pacifier les syndicats l'an dernier, en introduisant un prébêtement spécial de 2 % sur la vente de certains produits agricoles, mais les organisations paysannes ont refusé d'accepter le système et ont depuis soumis leur propre plan. Cependant, l'intensification de la campagne pour une véritable réforme du système représente un grave problème pour le successeur de M. Lynch, M. Haughey, surtout à un mois de la publication du budget. Celui-ci, dans son adresse à la nation, il y a deux semaines, a insisté sur la nécessité de réduire le prébêtement de l'Etat qui, l'année passée, a été de l'ordre de 1 milliard de livres sterling, soit 15 % du P.N.B., et n'a pas laissé de doute sur ses intentions de diminuer massivement les dépenses publiques. Les syndicats, pour leur part, tout en demandant des abattements d'impôt pour leurs membres, rejettent cette politique.

JOE MULHOLLAND.

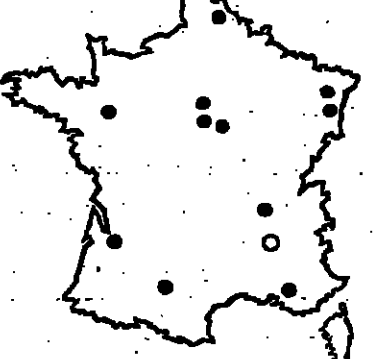
Et si vous choisissiez Hewlett-Packard comme partenaire informatique ?

Vous aussi pourriez optimiser vos résultats.

Dès son installation à Paris, en 1964, Hewlett-Packard France a connu une expansion soutenue. De 1968 à 1978, son chiffre d'affaires a augmenté en moyenne de 20 % par an, pour atteindre 525 MF en 1978, dont 138 MF pour la seule usine de Grenoble.

Le dynamisme et la continuité que traduisent ces quelques chiffres sont, en eux-mêmes, une garantie. En choisissant Hewlett-Packard France, vous trouverez toujours les matériels et les hommes nécessaires à votre développement informatique.

(ses effectifs ont augmenté de 22 % en 1978 et comptent maintenant 1100 personnes) HP France assure à ses techniciens et ingénieurs une formation très poussée, garantie pour ses clients d'une assistance avant-vente et d'un service après-vente extrêmement efficaces.

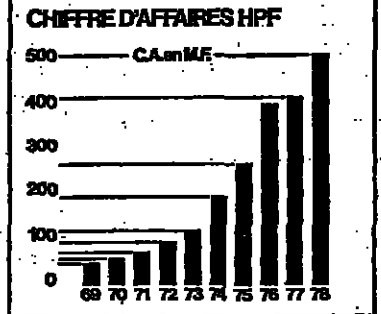
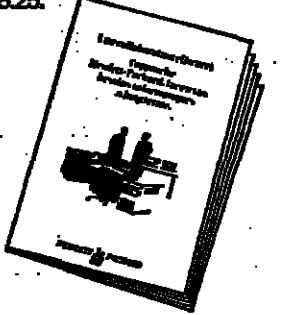


Une maintenance rapide et proche de vous.

Dans un souci d'efficacité et de service maximum, HP France a opté pour une organisation souple et adaptable, et pour ce faire, a poussé très loin la décentralisation. L'implantation de ses bureaux de vente à Orsay (siège social), Aix, Blanc-Mesnil, Bordeaux, Enry, Lille, Lyon, Metz, Rennes, Strasbourg et Toulouse apporte à tous ses clients la certitude d'interventions très rapides.

Partenaire à part entière travaillant en prise directe avec vos responsables, Hewlett-Packard France est à même d'assurer à votre matériel informatique ses performances optimales.

Pour mieux nous connaître, demandez-nous la brochure très complète que nous venons de publier : HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex Tél. 907.78.25.



Une technologie de pointe qui s'adapte à votre développement.

Etabli dans 65 pays, Hewlett-Packard emploie aujourd'hui 43 000 collaborateurs au service de plus de 200 000 clients. HP consacre 10 % de son budget à la recherche et développement, partout dans le monde ; une technologie très avancée appliquée à des produits d'avenir conçus pour s'adapter à des besoins en constante évolution. Cette avance technologique vous met à l'abri des risques d'obsolescence rapide des matériels.

Partenaire rigoureux, HP France met à votre disposition des matériels dont la fiabilité et le caractère modulaire contribuent à votre développement, par leur souplesse, s'adaptent à l'évolution de vos structures et de votre organisation.

Une équipe de haute compétence au service de vos techniciens.

La réussite de Hewlett-Packard France ne repose pas seulement sur des performances techniques, mais aussi sur la qualité des hommes et de leur compétence. Créateur d'emplois



Chez Saft-Leclanché un ordinateur Hewlett-Packard assure aux piles de stimulateurs cardiaques une fiabilité vitale.

Dans le monde : 600 000 porteurs de stimulateurs cardiaques, 600 000 malades dont la vie dépend du bon fonctionnement d'un appareil alimenté par des piles minuscules. En 1970, après plusieurs années de recherche, les laboratoires de Saft-Leclanché à Poitiers donnèrent naissance aux premiers prototypes de piles au lithium chromate d'argent. En 1978, 180 000 stimulateurs à travers le monde fonctionnent sans défaillance aucune - et pour certains d'entre eux depuis plus de cinq ans - grâce à ces piles.

Pour prendre en charge le suivi de la fabrication et du contrôle de qualité de chacune d'entre elles, Saft-Leclanché a fait appel à un ordinateur Hewlett-Packard HP 1000. Ce système contrôle tous les composants de chaque pile et il en vérifie et enregistre les caractéristiques électriques et physiques. A la moindre anomalie ou erreur de manipulation, il déclenche le verrouillage immédiat de tout le processus.

En fin de chaîne, chaque pile est conforme à 100 % aux normes rigoureuses du cahier des charges imposé par une utilisation aussi critique.

L'imprimante délivre une fiche individuelle pour chaque pile indiquant : le numéro de la pile, la date de fabrication, le poids, la hauteur, les caractéristiques électriques. De plus, au terme de chaque jour de fabrication, plusieurs piles-témoins sont placées dans des conditions d'utilisation voisines de celles du stimulateur cardiaque. Le HP 1000 enregistre donc plusieurs dizaines de milliers de paramètres. Il effectue ainsi un contrôle statistique à long terme qui permettra d'améliorer encore les performances des piles.

Le système informatique HP, parfaitement intégré à la chaîne de fabrication et au système de contrôle de qualité, apporte, une fois de plus, outre la rapidité et la simplicité d'utilisation, une fiabilité vitale.

# CONJONCTURE

SELON M. MONORY

## Le pouvoir d'achat des salariés peut être maintenu cette année

« Il n'y a pas eu de perte du pouvoir d'achat des salariés en 1979 », a déclaré M. Monory, mercredi soir 23 janvier, à France-Inter, au cours de l'émission « Face au public ». « Pour 1980, la politique du gouvernement reste celle d'un maintien du pouvoir d'achat. »

Interrogé sur les raisons de l'inflation en France et sur l'indépendance du SMIC, M. Monory a déclaré : « Nous sommes sûrs d'être un des pays les plus indexés sans que ce soit officiellement. Le prix augmentant entraînant automatiquement une hausse du SMIC. Mais le SMIC augmentant, il entraîne lui-même un certain nombre de hausses. Il est vrai que nous avons un système sur lequel il faudra revenir. Car, lorsque tout est indexé, en général ce sont ceux qui ont le moins bien traités qui ont le moins d'augmentation de leurs revenus. »

Parlant de la liberté des marges du commerce et des services, M. Monory a déclaré : « J'ai libéré à la fin de l'année 1979 les marges commerciales, ce qui n'était pas du tout prévu. Il reste un certain nombre de services. Il reste également quelques pro-

duits, en particulier les fruits et légumes, qui sont encore sous le régime de coefficients multiplicateurs. Au cours de cette année, nous verrons ce que nous pouvons faire pour obtenir une évolution. Mais nous prendrons les précautions nécessaires pour aller modérément. »

Concernant la santé de l'économie, il a précisé : « Ce qui se passe à l'étranger aura une influence chez nous. Mais nous prendrons le moment venu, si nécessaire, des mesures de soutien, de telle sorte que le taux d'expansion soit de l'ordre de 2 à 3 % en 1980. »

Répondant enfin à une question sur l'emploi, M. Monory a déclaré : « Il faut procéder au véritable recensement des demandeurs d'emploi, car dans certains cas — peut-être pas nombreux — la préoccupation des prestations sociales oblige à une inscription qui pourrait être évitée. Il faudra entreprendre des recherches. Je ne crois pas qu'à partir de l'industrie on puisse créer beaucoup d'emplois. On en crée dans les services commerciaux, ce qui est mille, mais malheureusement on en a perdu un peu dans l'industrie. »

## La hausse des prix en France en 1979 a atteint en moyenne 10,5 %

Le coût de la vie en France en décembre a augmenté de 0,8 %, l'indice des prix à la consommation calculé par l'INSEE s'étant inscrit à 234,3 contre 230,5 en novembre sur la base 100 en 1970. En un an (décembre 1979 comparé à décembre 1978), la hausse est de 11,8 %. Calculé sur les trois derniers mois connus (octobre à décembre), le rythme annuel de l'inflation est de 11,2 %. En moyenne annuelle (ensemble de 1979 comparé à ensemble 1978), la hausse est de 10,5 %.

En décembre, les prix alimentaires ont augmenté de 0,6 % (+ 0,5 % en novembre), ceux des produits manufacturés de 1,3 % (1 % en novembre) et, enfin, ceux des services de 0,3 % (0,5 % en novembre). Dans ces trois secteurs (alimentation, produits manufacturés, services), la hausse en un an est respectivement de 9,8 %, 13,4 %, 11,5 %.

● L'indice trimestriel du coût de la construction s'est établi, pour le troisième trimestre 1979, à 105 (base 100 au quatrième trimestre 1963). Par rapport à l'indice du second trimestre 1979, qui était de 110, la progression est de 2,94 %. En un an (par rapport au troisième trimestre 1978, dont l'indice était de 102), la progression est de 11,23 %.

Cet indice, qui sert au calcul des bonifications d'épargne-construction, est souvent utilisé comme base de référence dans les baux locatifs des appartements à loyer libre, où le dernier indice connu doit être cité. Lorsque le bail prévoit la progression de cet indice, le pourcentage de hausse appli-

cable lors de la révision des loyers.

● Un rapport sur les conceptions économiques et sociales dans la Communauté, établi à la demande de la Commission de Bruxelles par un groupe d'experts et présenté le 24 janvier par M. Jacques Delors, se livre, en cent vingt-six pages, à une analyse historique et structurelle des problèmes européens à travers les spécificités nationales. Soulignant, en conclusion, qu'« aucune de nos nations, apparaît-elle en core aujourd'hui comme solide et prospère, n'est à l'abri de certaines formes de rupture du tissu social », le groupe propose aux neuf « un approfondissement de la démocratie politique, économique et sociale ».

# AFFAIRES

## M. Jérôme Seydoux devient président du groupe Chargeurs réunis (S.A.)

M. Francis-C. Fabre dirigeait la société depuis 1946

M. Francis C. Fabre a présenté, le 24 janvier, au conseil d'administration des Chargeurs réunis (S.A.), sa démission des fonctions de président qu'il assumait depuis 1946. Il a été nommé président d'honneur et le conseil lui a rendu hommage pour avoir su édifier « un groupe diversifié, indépendant et solide ».

Le conseil a nommé, pour lui succéder à la tête du groupe, M. Jérôme Seydoux président du conseil d'administration des Chargeurs réunis (S.A.).

Sur proposition du nouveau président, le conseil a confirmé M. Dominique Boyer, vice-président, dans ses fonctions de directeur général, et M. Jacques Chanteloube dans celles de directeur général adjoint du groupe.

## Un patron inhabituel

C'est une personnalité attachante, inhabituelle et parfois un peu déconcertante que celle de M. Jérôme Seydoux, successeur de M. Francis Fabre à la présidence des Chargeurs réunis, à l'âge de quarante-neuf ans.

Au cours de ses vingt premières années d'activités financières et industrielles, sa carrière s'est faite par bonds successifs d'une société à l'autre, un peu à la manière américaine, plus traditionnelle et plus respectueuse de la progression dans la hiérarchie.

Bien des fois, il est vrai, ont dû se pencher en 1934 sur le berceau de M. Seydoux, l'aîné des quatre enfants de M. René Seydoux Fonrier de Clausonne, le seul des frères Seydoux qui n'ait pas été diplomate. En épousant Geneviève Schlumberger, M. René Seydoux s'alliait à l'une des grandes fortunes franco-américaines : 35 % environ de l'héritage de Marcel et Conrad Schlumberger, qui fonderont en 1925, une société de prospection pétrolière par la voie électrique, qui a donné naissance au puissant groupe Schlumberger, numéro un mondial de la prospection pétrolière (avec plus de 3 milliards de dollars de chiffre d'affaires et plus de 500 millions de dollars de bénéfices).

### Une période « américaine »

Après avoir fait, de son propre aveu, des études « moyennes » (l'Ecole nationale d'électrotechnique, d'informatic et d'hydraulique de Toulouse), M. Seydoux, après son service militaire accompli, en 1937, de partir pour New-York, où pendant deux ans, il travailla comme analyste financier dans la « banque d'investissement » de M. Paul Lazard.

Cette période « américaine » sera déterminante, car, avant de devenir industriel, M. Seydoux va acquérir une formation de financier. En 1938, M. Lazard lui demande de choisir entre New-York et Paris, et il opta pour Paris : c'est l'entrée dans une autre affaire familiale et alliée, la banque protestante Neufville-Schlumberger (et plus tard Mallet). D'abord analyste financier, il devient en 1955 associé-gérant, et spécialiste en conseil financier des entreprises. A ce titre, il sera, chez Neufville, la cheville ouvrière de l'O.P.A. lancée, sous auspices par B.S.N. sur Saint-Gobain, en coopération avec la banque Lazard, qu'il retrouvera plus tard.

En 1960, c'est le retour dans l'affaire de famille, Schlumberger, dont le président, M. Jean Riboud, lui confie la tâche de redresser la situation d'une filiale récemment acquise : la Compagnie des compteurs, « vieille dame » nonagénéraire, autrefois prospère, mais criblée de dettes. Avec son collaborateur, M. Noël Goutard, il entreprend, entre 1970 et 1975, de remettre à flot l'entreprise en remodelant ses structures et en assainissant son bilan, dure expérience industrielle. Il lui faudra aussi « dégraisser » (vingt mille personnes sur vingt-sept

millie), tailler et rogner, ce qui lui vaudra d'inévitables inimitiés et le reproche d'être trop « financier », ce dont il se défend vigoureusement : « Je consacre aux hommes 80 % de mon temps. »

Entre-temps, il s'est singularisé au sein du patronat en annonçant publiquement son intention de voter pour M. François Mitterrand aux élections présidentielles de 1974, au nom de l'alternance. Fidèle à ses idées politiques, il prendra plus tard une part importante à la création du quotidien le *Matin de Paris*, qu'il continue à soutenir de ses deniers personnels pour « assurer l'expansion d'idées différentes, indépendantes dans toute démocratie ».

En 1975, à la suite, semble-t-il, de divergences avec M. Jean Riboud, il quitte Schlumberger, et, avec l'appui d'Antoine Riboud et de René Poulenc, président de Rhône-Poulenc, il prend la présidence de Pricel, autre « vieille dame », spécialisée dans le textile.

Gillet-Thaon, Texunion, et un certain nombre de participations diverses. Là, pendant cinq ans, il va remodeler, vendre des participations dans le textile et dans la banque (Veuve Morin Pons à Lyon), pour accumuler un trésor de guerre de 400 millions de francs.

Avec le concours de la banque Lazard, qui détient déjà 22 % des Chargeurs réunis, il acquiert alors 32 % du capital de cette troisième vieille entreprise française qui a besoin de capitaux frais pour ses bateaux, ses avions, etc., et d'un président jeune pour remplacer celui qui s'en va.

Pour ce protestant, de mentalité très anglo-saxonne, c'est un nouveau « pari » : on peut gagner de l'argent dans une « vieille profession », en donnant une nouvelle impulsion et au prix de quelques restructurations et modifications de frontières. Il estime en avoir gagné déjà deux : pourquoi pas un troisième ?

FRANÇOIS RENARD.

## PORTAIT DE L'ENTREPRISE EXPORTATRICE MODÈLE

Elle dispose d'une « gamme de produits », dont un, au moins, est très « spécialisée », « récent » et d'une « technologie avancée ». Sa gestion financière et commerciale est « dynamique », son marché « porteur ». Bénéficiant d'une « implantation industrielle à l'étranger », elle est, ou a été, le « numéro un français » de son secteur : ce pourrait être le portrait-type de l'entreprise exportatrice, tel qu'il ressort d'une enquête effectuée par le Crédit national auprès de quatre-vingt-quatre de ses sociétés clientes occupant une position significative sur un ou plusieurs créneaux au niveau européen ou mondial. Dans la réalité, les choses vont parfois différemment.

Si les produits sont effectivement souvent « spécialisés » (gomme arabique, batou-pompe, rain artificiel), des productions « plus lourdes, plus industrielles » (chimie, caoutchouc, verre, matériaux de construction, etc.) permettent aussi d'obtenir des succès. De même n'est-il pas toujours nécessaire de mettre en œuvre des technologies « très avancées », et l'on peut s'assurer une bonne position avec des techniques tout à fait « standardisées » (trente-trois cas

relevés sur les quatre-vingt-quatre sociétés). Bien sûr, dans la grande majorité des cas (soixante-dix-huit), les sociétés ne sont placées sur des « marchés porteurs », mais, parfois, le marché a stagné, ou même régressé, ce qui n'a pas empêché seize entreprises de réussir tout à fait bien. D'autre part, soixante-trois des firmes retenues travaillent sur un créneau délimité de plus de dix ans, ce qui tempère sérieusement le mythe du produit nouveau, voire « révolutionnaire ». De reste, quatre sociétés sur cinq commercialisent plusieurs produits, même si dans la majorité des cas elles n'occupent une position privilégiée que sur un seul d'entre eux.

Enfin il n'y a pas de taille idéale pour acquérir une position importante dans la concurrence mondiale : les grands groupes, comme les P.M.E., ont toutes leurs chances. Mais il vaut mieux déjà disposer d'une forte position sur le marché français (82 % des cas), encore que sur des marchés « très étroits », des P.M.E. peuvent parfaitement être performantes.

Au total, il n'y a pas de recette miracle pour réussir à l'étranger. Il faut seulement « faire preuve d'imagination, d'activité et d'esprit d'initiative », et aussi le vouloir... — P. C.

# AGRICULTURE

## Le grenier à sucre blanc du monde est menacé estiment les betteraviers français

Triple coup dur pour les betteraviers français, qui tenaient, le mardi 23 janvier, leur assemblée générale à Paris : l'interprofession exemplaire qu'ils réalisaient avec les fabricants de sucre se dégrade, la Commission européenne veut réduire le niveau des prix garantis, enfin, les pouvoirs publics français accordent peu d'intérêt à l'alcool de betterave utilisé comme carburant.

En onze ans, la production sucrière métropolitaine est passée de 1,8 à 4 millions de tonnes par an. La France est ainsi devenue le sixième producteur mondial et le second exportateur de sucre, derrière Cuba. « Il y a eu parallélisme entre l'évolution des recettes de la sucrerie française

et celle des betteraviers », estime M. Garinot, le président des planteurs. Ce succès et ce parallélisme sont dus, selon lui, « à dix ou douze ans de collaboration exemplaire ». Or les relations interprofessionnelles sont remises en cause par les sucriers qui entendent gérer seuls, selon la C.G.B., les quotas de production de sucre attribués au niveau européen, et décider « de l'abandonnement de sucreries parfaitement viables au profit de quelques monstres de 10 000, voire 15 000 tonnes-jour ».

Cette restructuration industrielle a des implications sur les conditions de transport, de livraison et finalement sur la localisation des productions.

Ce climat conduit la C.G.B. à demander, comme l'a fait la Fédération des exploitants, que soit inscrite dans la loi d'orientation agricole l'obligation, pour les interprofessionnels, de recourir à une procédure d'arbitrage lorsque la conciliation a échoué.

M. Debatisse, qui a présenté à l'occasion de cette assemblée générale les grandes lignes de la politique qu'il compte proposer fin février au Conseil central de planification consacré aux industries agro-alimentaires (le *Monde* du 23 janvier) s'est montré réservé sur ce point : il a indiqué qu'il n'interviendrait dans un différend qu'en cas de carence de l'interprofession.

L'éventualité d'une redistribution des quotas de production par usine et d'un aménagement industriel est plus grande encore avec le projet de règlement sucrier pour 1980-1985 qu'a élaboré la Commission européenne. La C.G.B. n'accepte pas que le potentiel sucrier de l'Europe soit réduit comme le propose la Commission, au moment où les risques qu'engendrent les dépenses alimentaires et énergétiques s'aggravent partout dans le monde, où la tendance du marché mondial s'inverse, où la consommation rattrape la production et où les échanges de sucre blanc se développent tandis que ceux de sucre brun régressent. Bref, dit-on à la C.G.B., il y a contradiction à vouloir réduire les exportations européennes d'environ un million de tonnes, alors qu'en un an les cours mondiaux de sucre blanc ont doublé.

Malthusianisme dangereux encore du fait de la crise de l'énergie. M. Cayre, le directeur général de la C.G.B., s'est fait le champion des utilisations non conventionnelles de la betterave à sucre : comme matières premières pour la chimie (production de levures et de sucro-glycérides pour les industries alimentaires, les cosmétiques ou les détergents). Comme source d'énergie aussi.

En fait, si l'administration semble d'accord pour que des expériences soient entreprises afin de préparer l'avenir, elle croit plus pour le moment à la compétitivité de l'alcool d'origine agricole pour l'industrie que comme carburant. La filière du méthanol avec laquelle il n'est point besoin de plantes alcoolifères, comme la betterave, étant la moins coûteuse. Ce n'est donc pas demain qu'on mettra du sucre dans nos moteurs.

JACQUES GRALL.

## UNIVERSITÉ DE GAR YOUNIS

L'Université de Gar Younis désire que les entreprises générales et sociétés de construction internationales ayant une vaste expérience dans le domaine des contrats de construction internationaux lui écrivent en lui indiquant leur expérience passée. Les sociétés sélectionnées seront ensuite contactées pour un appel d'offres portant sur deux projets de construction principaux pour l'Université de Ben-Ghazi.

Le dossier d'appel d'offres concernant ces deux projets sera prêt fin janvier 1980. Les demandes écrites devront être en arabe ou en anglais et inclure une documentation appropriée faisant foi de l'expérience acquise pour être incluses dans la liste finale des sociétés qui seront retenues pour ces deux projets.

Les demandes seront adressées à :

The Secretary,  
Two Principal Tenders Board,  
Gar Younis University,  
P.O. Box 1308,  
Ben-Ghazi  
(LIBYE).

## MONNAIES

### PLUSIEURS PAYS DU PROCHE-ORIENT DÉPOSERONT AUPRÈS DU F.M.I. UNE PLAINTE CONTRE L'ÉGYPTE

Washington (A.F.P.). — L'Arabie Saoudite et plusieurs autres pays du Proche-Orient ont déposé, le 21 janvier, une plainte devant le F.M.I. contre l'Égypte, qu'ils accusent d'avoir gelé plusieurs milliards de dollars par eux déposés dans ce pays.

D'après plusieurs informations de presse, émanant notamment du Koweït, l'Égypte a gelé des avoirs saoudiens, koweïtiens et irakiens. Dans les milieux bien informés de Washington, on affirme que cette situation résulte peut-être de l'insécurité de l'Égypte à payer des intérêts sur ces montants.

## RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz



## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL AVIS DE PRÉ-SÉLECTION

Conversion au gaz naturel (lot n° 5)

La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (S.T.E.G.) se propose de lancer un Appel d'Offres International en vue de passer commande pour la fourniture, le montage et la mise en service du matériel nécessaire à la conversion au gaz naturel :

- d'une cimenterie,
- d'une verrerie,
- d'une usine de textile,
- de quatre briquetteries,
- d'une usine de cellulose,
- de trois turbines à gaz de 20 MW chacune,
- d'une centrale thermique vapeur de quatre groupes de 30 MW.

Les entrepreneurs désireux de soumissionner doivent faire parvenir leur demande de participation au plus tard le 29 février 1980 accompagnée de toutes leurs références.

Le dossier ainsi constitué devra être adressé à la :

Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz

Direction du Gaz

38, rue Kamel-Ataturk - TUNIS

Les fournisseurs qui seront agréés en recevant directement notification et pourront retirer les dossiers d'Appel d'Offres à partir du 10 mars 1980.

JACQUES GRALL.

50 من الأصل



## AFFAIRES

EN REGROUPEMENT LEURS ACTIVITÉS HORLOGÈRES

### Matra et le groupe allemand V.D.O. vont constituer un ensemble de taille mondiale

Le groupe Matra et la firme allemande V.D.O.-Adolf Schindling ont décidé de réunir dans une société commune, dont le capital sera détenu à égalité par les deux partenaires, toutes leurs activités horlogères (filiales et participations). Cette société sera dotée d'un directeur de quatre membres présidé par M. Étienne Casignol, récemment entré dans le groupe Matra.

La direction financière sera confiée à M. Patrick Charveriat, actuellement directeur financier de Jaz, la direction technique à M. Edouard Hirt (groupe V.D.O.) et la direction commerciale à M. J. Belmont (groupe Yema).

Un conseil de surveillance comprenant huit membres assistera les quatre hommes dans leur tâche.

Mathe-Uhren GmbH, Saphir (Jaeger LeCoultre, Favre Leuba) et V.D.O. Quartz Zeit GmbH. Les deux parties sont convenues que toutes conserveront leurs identités et leurs marques propres. Mais ce rassemblement de forces ayant pour principal objectif de relever le défi de l'électronique face à la dangereuse montée de la concurrence étrangère, Matra et V.D.O. ont décidé de bien définir les tâches dans le domaine de la recherche et du développement des mouvements à quartz. Pour ne pas mélanger les genres, la concentration des moyens technologiques sera organisée sur deux grandes lignes directrices. La première passera par un axe Colmar-Francfort (Jaz + Mathe + V.D.O. Quartz Zeit), l'autre par le Jura français et la Suisse (Yema + Saphir + Jaeger LeCoultre + Favre Leuba).

#### Face au péril nippon

Dans son effort pour maîtriser et améliorer les nouveaux produits horlogers issus de l'électronique, le nouveau groupe bénéficiera de l'appui des deux firmes américaines fabricantes de composants, Harris et Solid State Scientific, liées par prises d'intérêt et des accords de coopération, l'une avec Matra, l'autre avec V.D.O. Jaeger.

Dans ce montage, Jaeger jouera un rôle de toute première importance. Dotée de moyens financiers plus conséquents, la société active dans ses laboratoires de Levallois-Perret la mise au point de son nouveau afficheur numérique électrolytique en cours d'expérimentation en liaison avec le Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (L.E.T.I.) appartenant au Commissariat à l'énergie atomique. En 1982 une usine sera construite pour la production en série de ces afficheurs et un ou deux ans plus tard, Jaeger devrait être en mesure de commencer l'approvisionnement des différentes sociétés du groupe.

Sur ces bases, Matra V.D.O. Horlogerie vise à contrôler 4 % du marché mondial à l'horizon 1985, avec une production globale de dix millions de pièces, ces chiffres

pouvant être portés à 6 % et à dix-sept millions en 1990. A vrai dire, la création de ce puissant groupe horloger franco-allemand ne constitue pas, à proprement parler, une surprise. Se situant dans le droit fil des ambitions tous azimuts nourries par Matra dans l'électronique, elle conditionne la survie de l'horlogerie.

Incapable, sans véritables moyens financiers, de produire elle-même les divers composants dont elle avait besoin pour fabriquer ses montres et ses réveils à quartz, l'industrie horlogère française était contrainte, par la force des choses, de s'approvisionner chez des fournisseurs étrangers auxquels elle était complètement inféodée. Le salut ne pouvait venir que d'un regroupement. Pourquoi pas avec ses cousins germaniques ? Les Allemands possèdent déjà, dans l'horlogerie du gros volume du moins, un outil de production très conséquent.

De plus, avec l'aide substantielle de l'Etat fédéral, leur progrès dans l'électronique horlogère sont notables et ils disposent même de solides références dans la fabrication de composants. La tentation était donc grande pour Matra, déjà alliée avec V.D.O. au sein de Plafinco dans l'électronique automobile, de jeter une tête de pont sur l'autre rive du Rhin. C'est chose faite avec une répartition des tâches qui, à l'avenir, pourrait peut-être s'affiner encore.

En fait, devant le péril japonais, Français et Allemands ne font que redécouvrir les vertus de la concentration expérimentées cinquante ans auparavant par les Suisses lors de la grande crise des années 30, avec comme aux, c'est plus vraisemblable, l'aide de grandes banques.

Reste à savoir ce qu'il adviendra de la multitude de petites firmes horlogères indépendantes. La question est posée. Mais compte tenu des pourparlers discrets engagés entre V.D.O. et France-Ebauches, l'on ne peut déjà tout à fait exclure l'hypothèse d'une entrée du premier fabricant français d'Ebauches dans le groupe Matra-V.D.O.

ANDRÉ DESSOT.

### UN CONSORTIUM BANCAIRE PARTICIPERAIT AU RENFORCEMENT DE MONTEFIBRE AUX CÔTÉS DE LA MONTEDISON

Un consortium de banques italiennes dirigé par la Mediobanca pourrait prochainement accorder un concours financier de 100 milliards de lires (300 millions de francs) au groupe Montefibre pour l'aider à sortir de ses difficultés. De son côté, la Montedison, société mère de la Montefibre, participerait pour un montant équivalent à la reconstitution des fonds propres de la filiale.

Cette injection de capitaux frais, soit un total de 200 milliards de lires (600 millions de francs), permettrait au groupe Montefibre, dont les pertes en l'espace de cinq ans avoisinent 600 milliards de lires (1,8 milliard de francs), de lancer son programme de redressement, qui comporte en particulier un désengagement progressif des activités « textiles », une rationalisation des fabrications des fibres synthétiques et l'achèvement des investissements entrepris pour construire une nouvelle usine de fibres à Acerra, près de Naples. Aucun accord n'a cependant été encore signé avec ce consortium bancaire. Des négociations se poursuivent pour obtenir ce concours. On se montre très optimiste dans les milieux industriels sur leurs conclusions.

Cet accord favoriserait l'entrée dans le capital de la Montedison d'un actionnaire américain minoritaire dont le nom n'a pas encore été révélé (« Le Monde » du 27 décembre 1979), qui subordonnerait sa prise de participation à la résolution des problèmes financiers de la Montefibre.

Le litige qui oppose la Banque centrale transnationale Bank Markazi Iran et la filiale française de la Citibank sera jugé au fond, le 5 mars, devant le tribunal de grande instance de Paris. Le 21 janvier, le tribunal des référés de Paris avait maintenu les saisies-arrêts sur les 51,7 millions de dollars en seuil de la Montefibre. Selon des informations publiées par le Financial Times, la Banque Markazi intenterait de nouvelles actions à l'encontre d'autres filiales françaises de banques américaines.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### JAEGER

JAEGER AFFIRME SA POSITION DANS LES ECONOMIES D'ENERGIE PRISE DE CONTROLE DE SOPAC REGULATION

Jaeger vient de prendre le contrôle de la société Sopac Régulation après avoir signé avec la société Journal & Gaudier l'accord concernant la Compagnie électrotechnique de régulation (C.E.R.), qui reprend le département « régulation de chauffage et climatisation » du groupe Joucomat.

La prise du contrôle de Sopac Régulation, intervenant sous réserve des autorisations administratives nécessaires, permettra à Jaeger d'apporter cette société, dont le chiffre d'affaires consolidé a atteint, en 1979, 80 millions, les compétences techniques et financières indispensables à la progression de son activité. Fidèle à sa politique de diversifi-

cation dans des créneaux offrant des synergies avec ses domaines de compétence, notamment dans l'électronique industrielle, Jaeger affirme donc sa position sur le marché de la régulation, apportant son concours à la mise en œuvre du plan national d'économies d'énergie.

En outre, se trouvent ainsi renforcées les bases nécessaires au développement de cette activité du groupe Jaeger, laquelle devrait connaître dans les prochaines années une expansion importante, et qui va bénéficier des acquis et du savoir-faire du groupe dans les domaines de la mécanique de précision, de l'électronique et de l'attachage, appliqués aux productions de série.

### VOYAGE DE MONSIEUR LAURÉ PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, A ROME

M. Lauré, président de la Société générale, s'est rendu à Rome les 21 et 22 janvier. Il a eu des entretiens avec d'importantes personnalités italiennes de la banque, de la finance et de l'industrie, notamment M. Ruggero, directeur général du Trésor, M. Dini, directeur général de la Banque d'Italie, l'ambassadeur Guazzaroni, conseiller du président de la République pour les affaires économiques européennes, M. Setta, président de l'IRI, M. Nordio, président de l'Ente, et les responsables des

principales banques et institutions financières à Rome. Ces entretiens ont porté sur le développement des relations bancaires et financières franco-italiennes et le rôle particulièrement actif qu'y joue la Société générale. Le président Lauré a annoncé, à cette occasion, la très prochaine ouverture d'une agence à Milan et, simultanément, le transfert à Rome du bureau de représentation que la Société générale entretenait à Milan depuis douze ans.

#### DOCKS DE FRANCE

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire toutes taxes comprises, de l'exercice 1979, incluant celui de COPRADEL et de ses filiales s'élève à 4 492 millions de francs. A structure de consolidation comparable, la progression par rapport à l'exercice précédent est de 14,5 %.

#### ÉTABLISSEMENTS ALFRED HERLICO ET FILS

Chiffre d'affaires facturé en 1979 : 345 411 000 F contre 333 947 000 F (+ 4,32 %), dont montant facturé hors de France : 118 074 000 F. L'activité sur le territoire métropolitain est restée pratiquement stable, mais dans des conditions difficiles de concurrence, car la reprise des investissements dans la sidérurgie, qui représente l'activité principale des Entreprises Herlico, ne s'est pas encore manifestée. Par contre, l'activité à l'étranger, et spécialement en Afrique, s'est poursuivie dans des conditions normales, et des projets en cours permettent d'espérer en 1980 une activité au moins comparable à celle de 1979.

#### CÉSSION DE GARANTIE

La Banque Hervet, succursale Opéra, 12, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, informe le public que la garantie financière accordée par elle à M. Jacques Alexandre, 50 bis, chaussée de l'Étang 94100 Saint-Mandé, concernant ses activités de conseil juridique n'a pas été renouvelée pour l'année 1980. En conséquence, la garantie qui lui a été accordée à ce titre par la Banque Hervet cesse à l'expiration d'un délai de trente jours francs à dater de la présente publication. Conformément aux dispositions de l'article 23 du même décret, cette garantie s'applique à toutes opérations ayant pour origine ou résultat une vente ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 31 décembre 1971, lesquelles restent couvertes par la Banque Hervet à condition d'être produites par les créanciers dans les trois mois de la présente publication à l'adresse ci-dessus indiquée. Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues. La présente cessation de garantie n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de M. Alexandre.

### Ces fameux escargots préparés devant vous

Prépareur de l'escargot + arômes + herbes + épices + beurre extra-fine : cette recette (de 1894) veut à la MAISON DE L'ESCARGOT sa réputation internationale. Passer et servir sous chaud dans le commerce, ces escargots, que l'on prépare devant vous, ne sont vendus qu'à 79, rue Foudray (métro Esplanade - bus 83). Petite-gros de bourgeois, il ne faut que 10 minutes pour les chauffer et vous déguster. (Ouvrez dimanche matin et tous les jours sauf lundi) 575.31.05.

### ORDINATEUR INDIVIDUEL PROFESSIONNEL HP-85

Un système de calcul complet dans une unité compacte.



Pour 21.021 F TTC\* En région parisienne, les 4 premiers distributeurs agréés HP de cet ordinateur individuel, sont à votre disposition, pour vous faire une démonstration:

75 PARIS 5° - LA RÈGLE A CALCUL 65, bd Saint-Germain - Téléphone: 325.68.88.  
75 PARIS 15° - FRANKLIN 2000 8, rue de l'Arrivée - Téléphone: 548.32.60.  
75 PARIS 17° - L.T.A. 154, rue Cardinet - Téléphone: 627.23.57.  
92 BOULOGNE - COMPTA FRANCE 3, route de la Reine - Téléphone: 603.76.40.

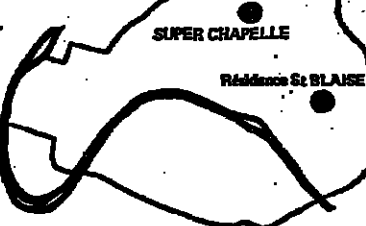
HEWLETT PACKARD

## Imaginez qu'on vous rembourse 3 ans de loyers!

C'est possible ! Vous habitez votre logement\* avec un loyer mensuel\*\* Au bout de 3 ans si vous décidez d'en devenir propriétaire, tout ce que vous avez versé vous est remboursé\*\*\* pour constituer votre apport personnel C'est notre formule de « Location, Vente ». Elle vous permet d'habiter immédiatement votre appartement ou d'attendre l'expiration d'un plan épargne-logement en évitant de verser des loyers à fond perdu.

#### EXEMPLE n°1 Résidence St BLAISE 145 bd. Davout - 75020 Paris

Au cœur d'un quartier traditionnel animé et très bien desservi, une résidence moderne avec des 2 et 3 pièces claires, ensoleillées confortables dominant tout Paris.



Exemple : 3 pièces avec parking.	
- Indemnité d'immobilisation et dépôt de garantie .....	19.593 F.
- Loyer mensuel 1ère année .....	2.177 F.
- Loyer mensuel 2e année .....	2.351 F.
- Loyer mensuel 3e année .....	2.539 F.
Montant économisé après 3 ans .....	104.397 F.

Renseignements et ventes sur place : tous les jours de 14 à 18 h. sauf mardi et mercredi ; samedi et dimanche de 11 h à 18 h. Tél. : 362.91.50

A St Blaise ou à Superchappelle, en payant un loyer vous vous enrichissez... et vous pouvez devenir propriétaire !

\* dans certains de nos programmes.  
\*\* dépôt de garantie et indemnité d'immobilisation en sus.  
\*\*\* sauf les charges.

#### EXEMPLE n°2 SUPER CHAPELLE 100 rue de la Chapelle - 75018 Paris

Superchappelle, une architecture élanée au cœur d'un quartier pittoresque, et bien placé. Les appartements très lumineux ont été conçus pour être pratiques à vivre et facile à aménager.

Exemple : 2 pièces avec box	
- Indemnité d'immobilisation et dépôt de garantie .....	11.060 F.
- Loyer mensuel 1ère année .....	2.216 F.
- Loyer mensuel 2e année .....	2.349 F.
- Loyer mensuel 3e année .....	2.489 F.
Montant économisé après 3 ans .....	95.728 F.

Renseignements et ventes sur place : tous les jours sauf mardi, mercredi 14 h. à 18 h. samedi, dimanche 11 h. à 18 h. Tél. : 201.21.87

Commercialisation : Les Losanges. 55 - 59, bd Malesherbes. 75008 - Paris - Tél. : 261.81.15.





150 من الأصل

AFFAIRES

La maille tient bon

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 JANVIER

Nouvelle baisse de l'or

Comme aux autres jours précédents, le cours de l'or a poursuivi sa descente, mercredi, leur repère rapide sur le marché de Paris, où le lingot de 1 kilo a perdu 970 francs pour revenir à 84 120 francs. Cependant, le même phénomène que celui observé les jours précédents s'est reproduit : la baisse a été moins rapide à Paris (-10,4 %) qu'à Londres (-14,8 %), si bien que l'important écart enregistré depuis quelques temps entre les prix de l'or pratiqués des deux côtés de la Manche (de 10 à 15 %) s'est considérablement réduit, le métal précieux valant sur notre place de 84 120 francs, alors qu'il cotait 85 000 dollars dans la capitale britannique. Le lingot n'a pas moins perdu 15 % sur son haut niveau atteint le 21 janvier dernier (99 010 francs).

Le napoléon a lui aussi perdu du terrain, non sans opposer une certaine résistance, qui lui a permis de limiter sa perte à 5,3 %, en inscivant un cours de 729,50 F (après 720,50 F), contre 770 F. Le volume des transactions, qui s'était contracté la veille, a de nouveau augmenté, passant de 39,2 millions à près de 43 millions de francs.

Cette retraite de l'or, pourtant espérée et appelée sur le marché des actions, n'a eu en définitive aucun effet sur ce dernier. Plus forte que les derniers jours, l'activité s'est ralentie et la tendance s'est redressée, mais les gains ont été réduits et les baisses ont alterné dans tous les compartiments et, à la clôture, l'indice instantané de la Bourse de Paris s'inscrit à 9,3 %, en dessous de son niveau précédent.

Sans doute, la liquidation générale qui avait lieu ce jour avait-elle influé sur le comportement des investisseurs, les incitant à procéder à des opérations de position, après la récente hausse des cours. Mais elle n'a, en tout cas, pas engendré de très grands courants de vente, d'autant que la corrélation, et cela quand même un peu, la déception.

LONDRES

23 JANVIER

Encouragé par la progression de Wall Street (voir ci-contre), le Stock Exchange poursuit son mouvement de redressement. Les pétroles, les industries et les mines d'or progressent. Seuls les fonds d'investissement baissent.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stock indices and company shares.

NEW-YORK

23 JANVIER

VII redressement

Une forte reprise s'est produite mercredi à Wall Street sous la direction des actions d'entreprises internationales de produits de consommation nationale et en clôture l'indice des industriels enregistrait une hausse de 11,34 points à 979,55. Une très forte activité a continué de régner et 50,73 millions de titres ont changé de mains contre 50,65 millions la veille.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Rows include various stock indices and company shares.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FORGES DE GUESCHY. - Il se confirme que la société devrait pour 1979 dégager un bénéfice après un exercice décevant.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

DEFONTOIR. - Les résultats du groupe ne subissent plus en 1979 l'effet des pertes de la filiale COMEDIE. Au plan des résultats, le présent exercice devrait donc se traduire par un net redressement.

LA ROCHE FICAUD. - La baisse brutale de la prime de contrôle de cette société s'explique. Après les Docks de France, les Docks de France 2 ont proposé d'acquiescer à la vente de la filiale, ce qui a entraîné la perte de la prime de 400 millions de francs.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé pour 1979 s'établit à 1 177 millions de francs, en hausse de 25 % sur le précédent.

BOURSE DE PARIS - 23 JANVIER - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

SICAV

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indicateur, Valeur. Rows include various stock indices and company shares.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

SICAV

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indicateur, Valeur. Rows include various stock indices and company shares.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

SICAV

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Indicateur, Valeur. Rows include various stock indices and company shares.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

SICAV

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, % de variation. Rows include various stock indices and company shares.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. GUERRE ET PAIX : « Les jeux de la guerre », par Jacques de Montfort ; « Mourir pour Kaboul », par Emmanuel Le Roy Ladurie ; « Le cauchemar de Dostoevski », par Paul Marc Henry.

### ÉTRANGER

3-4. LES MESURES PRISES CONTRE M. ANORE SAKHAROV

4. EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la gauche travailliste inflige deux défaites à M. Callaghan.

6-7. LA CRISE AFGHANE ET LA CONFÉRENCE ISLAMIQUE D'ISLAMABAD

— Les événements et les réactions.

— La menace américaine de boycotter les Jeux de Moscou.

8. PROCHE-ORIENT

9. AMÉRIQUES

EL SALVADOR : les autorités tentent de reprendre le contrôle de la situation.

AFRIQUE

DIPLOMATIE

— Les difficultés budgétaires de la C.E.E.

POLITIQUE

10. Au comité central du P.C.F. : « Nous restons attachés à l'eurocommunisme et à l'union de la gauche », affirme M. Marchais.

SOCIÉTÉ

12-13. L'inculpation du responsable de la lutte antituberculeuse en Belgique.

13. JUSTICE

14. MÉDECINE : la lutte contre le cancer.

15. SCIENCES : après les fautes radioactives à La Hague.

LE MONDE DES LIVRES

17. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : le Paravie, de Michel Serres.

— Daniel Boulanger, romancier.

18. LA VIE LITTÉRAIRE

19. ROMANS : Philippe Gavi et la traversée d'une époque ; le cinéma de la mémoire de Jean Thibaud.

20. CRITIQUE LITTÉRAIRE : Debray-Ritzen et l'art pur.

21. LETTRES ÉTRANGÈRES : E.E. Cummings et la suspicion.

22. HISTOIRE : une vision marxiste de la France contemporaine ; les soldats de la Révolution.

23. RELIGION

CULTURE

24. MUSIQUE : l'« Érosphère » de François Bayle.

— CINÉMA : la Mort en direct, de Bertrand Tavernier.

— ROCK : Law Loris et Gibus.

27. URBANISME : les Halls aux concours. « Un appel de l'intelligence à l'intelligence », point de vue de Jack Lang.

SPORTS

30. AUTOMOBILISME : les motos motrices du deuxième Paris-Dakar.

— Le Rallye de Monte-Carlo. Un sprint de 186 km.

RÉGIONS

31. PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : quand l'Arabie Saoudite achète au prix fort.

ÉCONOMIE

32. ÉNERGIE : la pétition contre le « tout-nucléaire » a recueilli un demi-million de signatures.

32-33. SOCIAL : les négociations entre les médecins et la Sécurité sociale.

34. CONJONCTURE

34 à 36. AFFAIRES

RADIO-TELEVISION (27)

— Annonce classée (28 à 30) : Carnet (15) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (18) ; Loterie nationale (19) ; Loto (16) ; Programmes spectacles (25 à 29) ; Bourse (37).

(Publisme)

Nouveau : une revue d'histoire pas comme les autres !

Un nouveau mensuel de 112 pages grand format pleines d'illustrations en couleurs. Au sommaire : des documents exceptionnels signés des plus grands historiens de la France. Des témoignages bouleversants. Des interviews inédites. Lisez le premier numéro d'histoire Magazine.

A B C D E F G

## LE PRIX DE L'OR OSCILLE ENTRE 700 ET 730 DOLLARS

### JOURNÉE MARCHÉ

Après les fortes fluctuations de ces derniers jours qui ont abouti à une hausse de 20 dollars du cours mercredi 23 janvier, le prix international de l'or a en tendance à se redresser jeudi matin. L'once de métal fin, qui valait 695 dollars mercredi en clôture du marché à Londres, était échangée à 712 dollars lors de la première cotation par opposition, après avoir atteint 730 dollars dans la matinée.

Sur les marchés des changes, assez stables, le dollar restait stable, valant 175 P.M. à Francfort et 4,95 francs à Paris. Le livre sterling demeurait très ferme à 2,28 dollars.

Encore très nerveux, les marchés ont enregistré avec une extrême sensibilité les annonces de la semaine précédente (selon lesquelles les États-Unis ne procéderaient plus pour l'instant à des ventes d'or), le secrétaire au Trésor les a virtuellement annulées avec ceux tenus lundi par M. Paul Volcker, président du système de Réserve fédérale (Fed), en déclarant le 23 janvier au soir que la politique américaine consistait toujours à procéder à des ventes ponctuelles de métal jaune et si les circonstances l'exigent. Ainsi apparaît une certaine convergence entre les différents responsables des États-Unis à l'égard de l'or, puisque M. Anthony Solomon, secrétaire adjoint au Trésor et futur président de la Banque de réserve de New-York, a affirmé au même moment que « les réserves selon lesquelles les banques centrales des pays industriels envisageraient une remonétisation de l'or sont un non-sens ».

Pendant la journée de mercredi, des mouvements de grande amplitude ont été observés sur l'ensemble des marchés, déterminant une suspension temporaire des cotations à Zurich, Londres et Hongkong. Tombé à 675 dollars en cours de matinée sur le rumeur d'une arrestation de l'ex-chef de Panama (et de la mort du maréchal Tito), le cours de l'once d'or s'est établi finalement à 690 dollars à la première cotation de la journée. Dans l'après-midi, d'autres rumeurs tout aussi folles, annonçant notamment un débarquement américain massif au Proche-Orient provoquant une forte reprise, l'once approchant 735 dollars en cours de transactions, avant d'être coté officiellement à 695 dollars, contre 737,50 dollars mardi soir.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

Le numéro du « Monde » daté 23 janvier 1980 a été tiré à 612 874 exemplaires.

## Assurant que le statut du chah « demeure inchangé »

### Le Panama ne refusera pas d'examiner une demande d'extradition présentée dans les formes légales

Panama (A.P.). — Les autorités panaméennes ont annoncé qu'elles avaient adressé, le mercredi 23 janvier, un télégramme à l'Iran déclarant que le chah « reste à la charge des autorités panaméennes de sécurité » en ce qui concerne sa « protection ».

Cependant, un porte-parole de la présidence a déclaré que l'ancien souverain n'était pas en état d'arrestation et que son « statut était inchangé ».

M. Sadegh Ghotbzadeh, ministre iranien des affaires étrangères, avait annoncé, mercredi matin, que le chah était en état d'arrestation en vue d'une extradition.

Le télégramme adressé au Conseil révolutionnaire de la République islamique d'Iran porte que l'Iran doit se conformer à la loi panaméenne sur les extraditions avant qu'une requête puisse être prise en considération.

Les deux pays n'ont pas de traité d'extradition.

Il ajoute que l'Iran doit présenter un « mandat d'arrestation » et « une copie des renseignements nécessaires pour vérifier l'identité de la personne réclamée » et « une copie des dispositions juridiques applicables ».

« Si les documents mentionnés sont présentés dans une période de soixante jours, il est entendu que la demande d'extradition sera officiellement examinée et que le pouvoir exécutif entreprendra de l'examiner pour y répondre », déclare le télégramme.

« Nous estimons que le respect du Panama pour les principes du droit, manifesté par l'acceptation de l'examen de cette requête, pourrait aider le peuple et le gouvernement d'Iran à donner un exemple semblable à notre, en apportant une solution rapide à la libération des otages, qui porte un préjudice sérieux à la coexistence pacifique entre les nations », poursuit le télégramme.

Le mercredi 23 janvier, le groupe d'avocats français de M. Danisz a tenu dans le bureau de M. Couturon, bâtonnier de Paris, une conférence de presse pour annoncer les « motifs extrajudiciaires » et les « motifs préjudiciaires » avancés contre leur confrère. Dans l'acte d'accusation les propos qui consistent à « outrager » le régime iranien et à « dénigrer » le régime iranien sont reprochés à M. Danisz.

Le Comité de soutien à Josef Danisz (1), constitué par deux cents avocats dans le cadre du Comité des avocats français pour le respect des accords d'Helsinki. Ils y expriment leur solidarité.

D'autre part, ce jeudi 24 janvier, une trentaine d'avocats ont tenté en vain d'entrer à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris pour une manifestation émanant d'un « Comité de soutien à Josef Danisz » (1), constitué par deux cents avocats dans le cadre du Comité des avocats français pour le respect des accords d'Helsinki. Ils y expriment leur solidarité.

Les revendications portent sur « la renouveau du pouvoir d'achat », une véritable mensualisation, le maintien du régime de retraite professionnelle, le respect de la convention collective nationale. Le Livre C.G.T. demande également le rapatriement des travaux effectués à l'étranger.

La Nouvelle-Zélande expulse l'ambassadeur soviétique. — Le gouvernement de Wellington a annoncé, jeudi 23 janvier, qu'il avait décidé d'expulser l'ambassadeur d'Union soviétique, M. Vsevolod Sofinsky. Le premier ministre, M. Muldoon, a déclaré que le gouvernement possédait la preuve « obtenue au cours d'une surveillance de routine » que M. Sofinsky fournissait des fonds au parti de l'Unité socialiste, dont les thèses sont proches de celles de Moscou. « Cet acte est absolument inacceptable », a-t-il indiqué en précisant que le diplomate devait « immédiatement » quitter le pays. La Nouvelle-Zélande avait expulsé, mardi, le correspondant à Wellington de l'agence de presse soviétique Novosti. (Reuter)

La Plume d'or de la Liberté a été décernée, mercredi 23 janvier, à Helsinki, par la Fédération internationale des éditeurs de journaux à M. Jacobo Timerman, ancien rédacteur en chef du journal argentin La Opinion, expulsé en 1979 d'Argentine vers Israël après vingt-neuf mois de détention. M. Timerman avait été arrêté en avril 1977 à Buenos-Aires, puis déchu de sa nationalité en septembre 1979. Son journal, fondé en 1971, a été confisqué par les autorités militaires de Buenos-Aires et placé sous l'autorité d'un colonel. — (A.F.P.)

entendre et parler comme un anglais.

Nous commencerons par vous dire la vérité sur les difficultés naturelles des Français à intégrer une langue vivante. Nous vous prouverons que le DON des langues

C'EST AVANT TOUT CELUI DE L'ENTENDRE.

Venez entendre et parler comme un Anglais !...

Jonathan VISUALISATION

ORGANISME DE FORMATION

Tél. : 857-07-41 ou 857-08-53

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS

Calendrier de stage et documentation, pour entreprises ou particuliers, sur simple appel, ou écrire 61, rue Meslay, 75003 PARIS